

Cahiers du mouvement ouvrier

- **Odile Dauphin : Les « coloniaux »
et leurs premières tentatives d'organisation en France**
 - **Frank La Brasca : Le corporatisme fasciste (1915-1929)**
 - **Alain Riquier : Il y a 50 ans en Indonésie...**
 - **Alain Cuenot : Les mutineries de 1917**
 - **Nicole Perron : La République laïque et le devoir
d'instruire selon Jaurès**
-
- ***Cahier du Cermtri* : Le Parti communiste français
du 12 février 1934 au Front populaire**



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyiste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Liliane Fraysse,
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie,
Evelyne Morel, Roger Revuz, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- **Présentation** p. 7
- **Odile Dauphin : Les « coloniaux »
et leurs premières tentatives d'organisation
en France de la 1^{ère} guerre mondiale à 1927** p. 9
- **Frank La Brasca : Une tentative de détruire
le mouvement ouvrier :
le corporatisme fasciste (1915-1939) – première partie** p. 23
- **Alain Cuenot : Les mutineries de 1917**..... p. 37
- **Alain Riquier : Indonésie 1965 : le plus grand massacre
de masse de l'histoire**..... p. 49
- **Nicole Perron : La République laïque
et le devoir d'instruire selon Jaurès** p. 59
- **Intervention du CERMTRI à la conférence de l'IALHI :
L'immigration algérienne** p. 67
- **Notes de lecture** p. 68
 Michel Sérac : à propos des *Chemins de Damas*
 de Christian Chesnot et Georges Malbrunot
 Fabrice Toscan : à propos de *Qui est Charlie ?*
 d'Emmanuel Todd
- **Chronique des falsifications** p. 81

Cahier du Cermtri n°159 :

Le Parti communiste français du 12 février 1934 au Front populaire

Documents rassemblés et présentés par Liliane Fraysse

Présentation	p. 91
Repères chronologiques	p. 96

1. De l'unité dans la rue le 12 février au pacte d'unité PC-PS (27 juillet 1934)

• Introduction	p. 99
• Daniel Guérin : La riposte des 9 et 12 février	p. 101
• <i>L'Humanité</i> du 31 mai 1934 un article de la <i>Pravda</i>	p. 104
• Maurice Thorez : Les communistes et le Front populaire	p. 107
• Le Pacte d'unité et d'action entre la SFIO et la SFIC	p. 110
• Marcel Cachin : Front populaire contre le fascisme	p. 113

2. Été 1935, de l'unité des organisations ouvrières au rassemblement populaire

• Introduction	p. 115
• Déclaration de Moscou	p. 117
• Les émouvantes assises de la paix et de la Liberté (<i>Humanité</i> du 15 juillet 1935)	p. 118
• Léon Trotsky : « La Paix, le Pain et la Liberté »	p. 122
• Maurice Thorez au VII ^e Congrès de l'Internationale communiste	p. 123
• Le Front populaire au VII ^e Congrès de l'IC (<i>Humanité</i> du 12 août 1935) ..	p. 126

3. Front populaire et lutte de classes : la réunification syndicale

• Introduction	p. 129
• <i>L'Humanité</i> du 4 décembre 1934	p. 131
• Rapport de la CE de la CGTU pour le Congrès d'Issy-les-Moulineaux	p. 133
• A Toulon comme à Brest (<i>Humanité</i> du 10 août 1935)	p. 134
• La marche vers l'unité syndicale (<i>Humanité</i> du 9 décembre 1934)	p. 136
• Communiqué CGT-CGTU du 24 juillet 1934	p. 138
• Ce soir les deux congrès se réuniront en commun (<i>Humanité</i> du 27 septembre 1935)	p. 139
• Léon Trotsky : Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir	p. 140
• Bibliographie	p. 144

Cahiers du mouvement ouvrier

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros** ;
- Etranger : **40 euros**.
- Abonnement de soutien donnant droit à la consultation des archives du CERMTRI et de sa bibliothèque : **50 euros (ou plus)**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

**www.trotsky.com.fr
<<http://www.trotsky.com.fr>>**



Présentation

Dans ce numéro, Odile Dauphin poursuit son étude sur les « coloniaux » et présente les premiers regroupements ou organisations des ces « Français » des colonies après la Première guerre mondiale, militants qui vont soit se réclamer de l'assimilationnisme », soit s'orienter dans la voie de la recherche de l'indépendance de leur pays.

Cette étude est suivie par la première partie de l'article de Frank La Brasca consacré au corporatisme fasciste dans l'Italie mussolinienne, article qui se termine en 1929, la seconde partie sera publiée dans le prochain numéro des *Cahiers*.

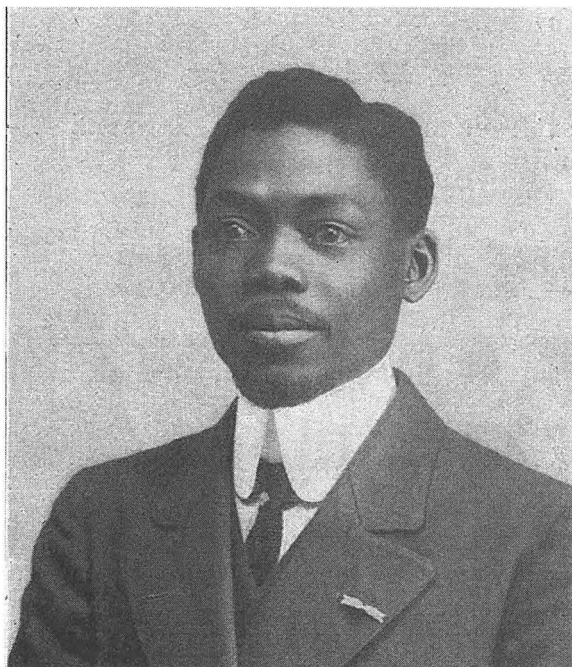
Au printemps dernier, Alain Cuenot avait fait une conférence au CERMTRI, et il a accepté de la mettre par écrit pour qu'elle soit accessible à tous nos lecteurs.

Alain Riquier revient ensuite sur le massacre en Indonésie en 1965 de plus d'un million de militants et de sympathisants du Parti communiste indonésien, massacre organisé par une aile de l'armée aidée par la CIA. Plus d'un million d'autres militants furent emprisonnés dans des « camps de la mort ».

L'article de Nicole Perron « La République laïque et le devoir d'instruire selon Jaurès » trouve naturellement sa place au moment où les organisations ouvrières et démocratiques rappellent la nécessité de défendre la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat et où la ministre de l'Education nationale poursuit et aggrave l'entreprise de liquidation de l'enseignement public laïque.

Dans la deuxième partie de ce numéro, le *Cahier du CERMTRI* n° 159, Liliane Fraysse a poursuivi son analyse de la politique du Parti communiste français, s'intéressant cette fois à la période qui va du 12 février 1934, où le Front unique est imposé par les masses, au printemps 1936 qui est la marche vers le Front populaire, c'est-à-dire l'alliance avec les radicaux. Une grande partie des documents présentés sont tirés du journal *l'Humanité*. Ces articles ou extraits d'articles de *l'Humanité* sont complétés par des extraits des discours de Maurice Thorez. Il nous a semblé important pour éclairer cette orientation du PCF de publier quelques extraits de *Où va la France* de Léon Trotsky où il critique cette politique. La position des militants regroupés autour de Trotsky et du journal *La Vérité* durant cette même période sera étudiée plus précisément dans un prochain *Cahier du CERMTRI*.

**Les “coloniaux”
et leurs premières
tentatives d’organisation
en France après
la Première Guerre mondiale
et jusqu’en 1927**



Blaise Diagne



Gratiën Candace

Les "coloniaux" et leurs premières tentatives d'organisation en France après la Première Guerre mondiale et jusqu'en 1927 ⁽¹⁾

La chronologie des indépendances a longtemps amené à présenter la Deuxième Guerre mondiale comme responsable, entre autres, du « réveil de l'Afrique ». Comme si, jusque-là, rien ne laissait prévoir l'éclatement des empires coloniaux. Certes, elle a joué le rôle d'un formidable accélérateur. Toutefois, la genèse des indépendances remonte aux années 1920-1930, et la Première Guerre mondiale a, quant à elle, joué un rôle déterminant dans l'émergence des premières organisations, sous des formes diverses, des peuples colonisés cherchant à s'affranchir de la domination coloniale.

La guerre et ses conséquences, notamment le recrutement de troupes dans les colonies, a entraîné des révoltes dans la majeure partie de l'empire français (2).

Les indigènes mobilisés, quant à eux, ont attendu à leur retour une contrepartie aux souffrances et aux sacrifices endurés. Pour nombre d'entre eux, l'accession à la citoyenneté paraissait le juste « prix du sang ». C'est d'ailleurs sur cette base que Blaise Diagne avait accepté en 1918 la mission de recrutement en Afrique occidentale française, confiée par Georges Clemenceau. Mais la métropole oublia bien vite ses promesses...

Or la guerre a aussi été l'occasion d'ouvertures, de découvertes, de rencontres, au combat ou à l'arrière. Et dans

l'immédiat après-guerre, les « coloniaux » restés en métropole furent attirés par plusieurs courants de pensée.

L'assimilationnisme, ou l'entrée "dans l'avenir à reculons" (3)

Blaise Diagne en est la figure la plus importante de l'immédiat après- Première Guerre mondiale. Ferhat Abbas en sera une des dernières, avant de perdre tout espoir d'accession à l'égalité dans le cadre de la souveraineté française au début de la Deuxième Guerre mondiale.

Blaise Diagne, fils d'une pileuse de mil, bénéficia, grâce à son adoption par une famille de notables métis de Gorée et Saint-Louis du Sénégal, de la nationalité française. Il a pu ainsi obtenir une bourse pour faire ses études à Aix-en-Provence,

(1) Dans cet article, l'accent est mis sur les « coloniaux » originaires des « vieilles colonies », d'AOF, d'AEF et de Madagascar. L'activité militante des autres ressortissants de l'empire colonial français (Indochinois, Maghrébins...) sera étudiée dans de futures contributions aux *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(2) Voir les articles parus dans les n^{os} 63 et 66 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, CERMTRI, Paris, 2014 et 2015.

(3) *Les anticolonialistes (1881-1962)*, Jean-Pierre Biondi et Gilles Morin, Editions Robert Laffont, collection Pluriel, Paris, 1992.

puis devenir fonctionnaire des douanes, et enfin, en 1914, être élu député, premier Africain de l'empire colonial français à siéger à l'Assemblée nationale. Se fondant sur les principes de la Révolution française enseignés à l'école, il déclare en 1917 : « *Moi qui suis d'origine africaine, je n'accepterai jamais que vous nous disiez que la fin de la colonisation doit être pour nous une indépendance dont nous serions les seuls maîtres.* » Franc-maçon depuis 1899, il est aussi le premier Africain à siéger au Conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France en 1922. Son parcours exceptionnel lui a-t-il fait perdre le sens des réalités, ou bien a-t-il été manipulé, voire acheté ?

Mais il est loin d'être le seul à croire à la volonté « assimilationniste » de la métropole. Ainsi, Gratien Candace, député de la 1^{re} circonscription de la Guadeloupe depuis 1912 (4) affirme : « L'esclavage a été définitivement aboli le 27 avril 1848, le suffrage universel reconnu sans distinction de couleur et, depuis plus de soixante ans, les habitants des Antilles sont représentés au Parlement ».

Dans l'immédiat après-guerre, la majeure partie des tirailleurs africains et des Antillais présents dans la métropole sont confiants dans la volonté émancipatrice de la « nation civilisatrice », forts du sacrifice qui a été le leur et de celui de leurs camarades morts au combat, forts aussi des promesses qui leur ont été faites.

L'influence du panafricanisme

La guerre a été aussi l'occasion de contacts avec les Noirs d'Amérique. Certains d'entre eux avaient fondé en 1910 la National Association for the Advancement of Coloured People (NAACP), luttant pour l'égalité juridique et sociale, l'intégration des Nègres dans la société américaine, et l'accès à l'éducation des plus « capables » d'entre eux. Le docteur W.E.B. Du Bois, universitaire à la tête de cette association, avait publié en 1903 *The Souls of Black Folk*, célébrant l'apport des Nègres à la culture et à la civilisation américaine. Le conflit mondial est l'occasion pour la NAACP de se tourner vers l'Afrique et la « diaspora noire », d'autant

que Du Bois estime que les rivalités impérialistes ont été à l'origine de la guerre.

Il est mandaté au Congrès de Versailles par la NAACP afin d'obtenir que celui-ci se prononce en faveur de « *l'auto-détermination des peuples de couleur* », position qui paraît en contradiction avec celles des assimilationnistes. Et pourtant, c'est à cette occasion qu'il contacte Diagne et Candace afin d'organiser le premier congrès panafricain à Paris (5).

Le deuxième congrès panafricain, en 1921, va un peu plus loin en condamnant toute forme d'injustice et de ségrégation, même si officiellement la colonisation en elle-même n'est toujours pas remise en cause. Les contradictions apparaissent de plus en plus clairement, et Blaise Diagne, déjà, puis Gratien Candace ensuite, prennent leur distance vis-à-vis de Du Bois, jugé « *dangereusement internationaliste* ». Candace fonde l'Association panafricaine, regroupant de fait essentiellement les assimilationnistes français. En 1922, les « socialistes nègres » prennent provisoirement le relais de Candace dans cette association, que par ailleurs les Américains désertent (6).

A la même époque, un autre panafricain, Marcus Garvey, devient populaire chez les « Nègres » parisiens. Ce Jamaïcain a fondé en 1916 aux Etats-Unis l'Universal Negro Improvement Association (UNIA), beaucoup plus « radicale » que le NAACP. Mouvement de masse des Nègres américains dont l'un des buts est de leur redonner dignité et fierté : « *Soyez aussi fiers de votre race que vos pères l'étaient au temps jadis ! L'histoire de votre passé est belle, et celle que nous*

(4) Gratien Candace a été élu député de Guadeloupe sept fois consécutives ; il a aussi occupé des postes dans plusieurs gouvernements, dont celui de sous-secrétaire d'Etat au ministère des Colonies en 1932, et été vice-président de la Chambre des députés de 1938 à 1940.

(5) Pour la première fois sont réunis en congrès des délégués des Antilles françaises et britanniques, de Haïti, de Saint-Domingue, des Etats-Unis, des colonies africaines des empires français, britannique (y compris d'Afrique du Sud), belge, portugais, espagnol, et du Liberia et d'Abyssinie.

(6) *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*, Philippe Dewitte, L'Harmattan, Racines du présent, Paris, 2006. Version condensée de la thèse de doctorat de 3^e cycle soutenue par de P. Dewitte à Paris I-Panthéon-Sorbonne en janvier 1985.

construisons étonnera le monde de demain. » Il prône le « retour à l'Afrique », où il veut bâtir un Etat nègre après en avoir chassé les Européens. Pour lui, tout métissage est avilissant, et pour atteindre au but final, la construction de cet Etat protecteur de tous les Nègres persécutés dans le monde entier, il préconise une alliance objective et passagère avec les racistes blancs. Afin de gagner l'argent nécessaire à cette audacieuse entreprise, il veut créer une compagnie de navigation, la Black Star Line, mais recommande aussi d'accepter n'importe quel emploi « à un taux plus faible que celui des ouvriers blancs », la lutte pour l'égalité sociale est reléguée à l'arrière-plan. Très critiqué par Du Bois, mais aussi par de nombreux militants noirs, il n'en exerce pas moins une influence extraordinaire, surtout chez les plus défavorisés, car il glorifie l'apport des Africains à l'histoire de l'humanité. C'est cet aspect et la foi dans la libération de l'Afrique que retiennent les Nègres en France, passant sous silence les caractéristiques fascisantes du garveyisme.

A l'opposé, venant de Russie, une condamnation sans équivoque de la colonisation se répand

Au cours de son exil à Zurich, Lénine a rédigé pendant la Première Guerre mondiale *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Pour lui, même si la colonisation n'a pas toujours eu, dans le passé, de causes strictement économiques, celles-ci sont devenues primordiales. Depuis la fin du XIX^e siècle, la « chasse aux colonies » est devenue essentielle dans la compétition internationale pour permettre de trouver de nouveaux débouchés aux excédents de capitaux et de marchandises. L'origine des guerres entre Etats a donc pour fondement la volonté d'un capitalisme national ou de compagnies multinationales de conquérir des marchés, et tout autre prétexte avancé n'est destiné qu'à camoufler la véritable cause des conflits.

La solidarité entre le prolétariat des métropoles et les peuples colonisés est donc indispensable, et la remise en cause du système colonial doit contribuer au déclenchement de la révolution, celle-ci ne pouvant être donc « nationale ».

Dès le début de la révolution (le 25 octobre 1917), Lénine affirme que « *le pouvoir des soviets (...) garantira à toutes les nations peuplant la Russie le droit effectif de disposer d'elles-mêmes* ». Le « *Rapport sur la paix* » publié le lendemain condamne toute annexion. Et quelques jours plus tard, l'« *Appel à tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient* » proclame la souveraineté des « *croyances et des coutumes* ». Espoir chez des tirailleurs informés, plus tard participation d'Algériens à la mutinerie des marins organisée par Marty et Tillon à Odessa, lors de l'intervention des troupes occidentales aux côtés des blancs dans la guerre civile qui les oppose aux soviets. Et, pour le gouvernement, peur et surestimation du potentiel de propagande des bolcheviks dans l'empire colonial.

Le 24 janvier 1919, le Parti bolchevique et plusieurs mouvements d'Europe centrale lancent un appel à constituer une III^e Internationale, la II^e étant morte « *vaincue par l'opportunisme* ». En mars, le Premier Congrès de la III^e Internationale vote un « *Manifeste anticolonialiste* » rédigé par Trotsky, qui conditionne l'indépendance des « *ouvriers et paysans, non seulement d'Annam, d'Algérie et du Bengale, mais aussi de Perse et d'Arménie* », à la prise de pouvoir par les ouvriers anglais et français.

Au cours de son Deuxième Congrès, en 1920, la III^e Internationale proclame qu'elle doit œuvrer au « *rapprochement des prolétaires et travailleurs de tous les pays* », et qu'« *il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation et l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des soviets* »

Mais « *il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme, et autres mouvements similaires, qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialismes turcs et japonais, de la no-*



Marcus Garvey



Léon Trotsky, Joseph Gothon-Lunion et Nguyen Ai Quoc (le futur Hô Chi Minh)
en 1921 au III^e Congrès du Komintern

blesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc. » (7).

A ce congrès sont édictées les conditions d'admission des partis à la III^e Internationale. La 8^e s'inspirant largement de Lénine, stipule : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de ses impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Cette 8^e condition va être à l'origine de multiples conflits et rappels à l'ordre par Moscou des partis communistes des puissances coloniales, en particulier de la France.

Toute l'ambiguïté des partis socialistes est ainsi dénoncée, car si ceux-ci se proclament « anticolonialistes », il s'agit en fait d'une opposition aux pratiques coloniales, non à la colonisation en elle-même. Celle-ci pouvant, si elle se réforme, apporter progrès, lumières et droits aux peuples colonisés, et ainsi les affranchir d'un passé jugé « féodal »... C'est la fiction de l'« assimilation », au nom des droits de l'homme, apportant faux espoirs aux uns et bonne conscience aux autres. D'où le vocabulaire paternaliste utilisé sans aucun complexe jusqu'aux indépendances : « évoluant », « évolué »...

Au IV^e Congrès de l'Internationale communiste, la « question nègre » fait l'objet de « thèses » spéciales, dans lesquelles on peut lire : « La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. » « Le problème nègre est devenu une question vitale de la révolution mondiale. La III^e Internationale, qui a reconnu le précieux

secours que pouvaient apporter à la révolution prolétarienne les populations asiatiques dans les pays semi-capitalistes, garde la coopération de nos camarades noirs opprimés essentielle à la révolution prolétarienne qui détruira la puissance capitaliste. C'est pourquoi le IV^e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les thèses sur la question coloniale. » Et plus loin, « le IV^e Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration » (8).

En juin 1924, dans un discours pour le troisième anniversaire de l'Université d'Orient, Trotsky, faisant une analyse du rôle des gouvernements occidentaux, en particulier de celui de MacDonald, au service de la bourgeoisie et des banques, et prenant en compte la situation politique à ce moment-là (répression qui vient de faire refluer la vague révolutionnaire en Europe, montée en revanche des mouvements révolutionnaires en Chine, en Inde), proclame : « Le centre de gravité du mouvement révolutionnaire se transportera en entier en Orient » (9).

(7) Manifestes, thèses et résolutions adoptés par les I^{er}, II^e, III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste (1919-1923), Bibliothèque communiste, Librairie du Travail, juin 1934, réimpression en fac-similé, François Maspero, 1971.

(8) Dans ces thèses, chaque aire géographique a sa spécificité : « C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé : en Amérique, comme centre de culture nègre et centre de cristallisation de la protestation des Nègres ; en Afrique, comme réservoir de main-d'œuvre pour le développement du capitalisme ; en Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Colombie, Nicaragua et les autres républiques « indépendantes » où l'impérialisme américain est prédominant) ; à Porto-Rico, à Haïti, à Saint-Domingue et dans les autres îles de la mer des Caraïbes, où les mauvais traitements infligés aux Nègres par les envahisseurs américains ont soulevé les protestations des Nègres conscients et des ouvriers blancs révolutionnaires. En Afrique du Sud et au Congo, l'industrialisation croissante de la population nègre a provoqué des soulèvements de formes variées ; en Afrique orientale, la pénétration récente du capital mondial pousse la population indigène à résister activement à l'impérialisme. »

(9) « Pour le troisième anniversaire de l'Université d'Orient, un discours de Trotsky », journal *Le Paria*, n^o 26, Paris, juin 1924.

Qui sont ces “coloniaux” présents en métropole après la Première Guerre mondiale ?

Les soldats de l’empire colonial purent demander à être démobilisés en métropole, mais avec des conditions très restrictives (10).

D’autre part, les récits de ceux qui retournent et la crise économique résultant des conséquences de l’effort de guerre imposé aux colonies entraînent un début de mouvement migratoire vers la métropole. Mais bien que celle-ci manque de main-d’œuvre, elle n’accueille pas volontiers cet afflux potentiel de travailleurs. Ceux-ci sont « *trop distincts du reste de la population* », jugés de « rendement » inférieur (sauf les Indochinois et Marocains), et surtout nécessaires à la mise en valeur économique de l’empire, telle que la prévoit Albert Sarraut, ministre des Colonies.

Reste l’immigration clandestine, difficilement contrôlable dans la mesure où les compagnies de navigation emploient de nombreux « indigènes ». Le ministère des Colonies recense en 1926 seulement 2 580 « indigènes » sur le sol métropolitain, en provenance de Madagascar, de l’AOF, et quelques-uns d’AEF (très peu nombreux, car les grands chantiers d’exploitation de la forêt et du chemin de fer Congo-Océan nécessitant beaucoup de main-d’œuvre, les contrôles dans les ports sont très stricts), les « travailleurs manuels » en constituant près de la moitié. Mais ce chiffre doit sans doute être doublé.

En 1926, le ministère ne recense que 75 étudiants africains et malgaches, boursiers choisis parmi les « *meilleurs* » instituteurs « *du cadre indigène* », répartis entre quelques centres universitaires : Paris, Bordeaux, Marseille, Toulouse. A cette date-là, 5 d’entre eux sont inscrits à l’école normale d’Aix-en-Provence, mais celle-ci sera bientôt considérée comme une « *école de subversion* » (11).

Il faut ajouter entre 20 000 et 30 000 tirailleurs africains et malgaches stationnés à Fréjus et dans sa région, ou à Paris.

Quant aux originaires des « vieilles colonies », citoyens depuis l’abolition de l’esclavage de 1848, ils constituent un contingent

de quelques dizaines de milliers en métropole, souvent métissés, la plupart fonctionnaires, et parfois hauts fonctionnaires comme René Maran, de famille guyanaise, devenu administrateur colonial en AEF, ou membres de professions libérales, avocat comme Max Bloncourt, Guadeloupéen, membre de la Ligue des droits de l’homme. Peu de « prolétaires » parmi eux, contrairement à la grande majorité des Africains, tirailleurs démobilisés, navigateurs illettrés, arrivés souvent clandestinement.

Le ministère des Colonies crée en décembre 1923, auprès de la Direction des affaires militaires, un service de contrôle et d’assistance des indigènes, le CAI

Celui-ci a pour but de favoriser leur insertion et éventuellement d’organiser leur rapatriement, mais surtout de les surveiller. En effet, les indigènes, ces grands enfants « *ne comprenant pas la plupart du temps les théories qu’on leur expose, en retirent cependant les idées qui en font en peu de temps des révoltés animés de sentiments anti-français* ». Il faut donc les en protéger ! Le CAI recrute des mouchards (« Désiré » est le plus célèbre d’entre eux) en faisant un chantage à la naturalisation, emploi de nombreux indicateurs, dispose de fonds secrets (12).

(10) La libération des tirailleurs en métropole ne peut être envisagée, d’après les instructions de Clemenceau, que s’ils demandent à se perfectionner dans une « *industrie spécialisée* » ou « *s’ils désirent se livrer à des études supérieures pour lesquelles ils seraient reconnus suffisamment préparés* ».

(11) En 1923, trois étudiants en sont renvoyés officiellement pour mauvaises notes, et Tiemoko Garan Kouyaté, quant à lui, en sera chassé en octobre 1924 pour « *hostilité sourde à l’administration française* ».

(12) Ressuscitant ainsi « la police des Noirs » mise en place sous Louis XVI, Albert Sarraut, ministre des Colonies, met en place ce service de renseignements pour surveiller les « indigènes », mais aussi les Antillais, Guyanais, Réunionnais, les natifs des Quatre communes au Sénégal, pourtant citoyens, dans la crainte d’un regroupement inter-colonial.

Les rapports qui sont établis par ses services sont d'ailleurs une source importante pour connaître les militants et leurs organisations dans l'entre-deux-guerres. Cela permet au ministère des Colonies d'envoyer régulièrement aux gouverneurs généraux, aux gouverneurs des colonies et aux commissaires de la République au Togo et au Cameroun des dossiers détaillés sur « *le Communisme en France* » et sur « *l'Action révolutionnaire dans les colonies* ». Par exemple, dans celui du premier semestre 1925, on trouve jusqu'au nombre de participants (15 coloniaux), avec des noms, à la réunion organisée au 33, rue de la Grange-aux-Belles, à la mémoire de Lénine, mais aussi un compte rendu du meeting du 13 janvier 1925 de la Jeunesse communiste de Clichy, assemblée de fraternisation avec les colonisés..., un compte rendu précis du IV^e congrès national du Parti communiste, qui fait état de l'exclusion de Monatte, Rosmer, Delagarde, et de l'approbation des mesures contre Trotsky, l'intervention de l'Algérien Ali, qui recommande d'organiser les 150 000 Africains travaillant en France, en soutenant leurs revendications : « *Les masses coloniales, n'étant pas contaminées par les vieilles idéologies européennes, peuvent être plus facilement atteintes par l'enseignement communiste* » (13).

Les espoirs placés dans la Conférence de Versailles (14)

Aux côtés de l'éphémère « Association panafricaniste » citée précédemment, naissent dans l'immédiat après-guerre des organisations et des journaux, à l'initiative ou du moins encouragés par la Ligue des droits de l'homme (avec Félicien Challaye). On y trouve surtout des « socialistes nègres », le Guadeloupéen Max Clainville Bloncourt, le Malgache Samuel Stéfany.

Le journal, *L'Action coloniale*, fondé dès 1918 par des « indigénophiles » de la LDH, se radicalise à partir de 1921, rallié par les Malgaches, Nguyen Aï Quoc, mais la cohabitation entre socialistes et communistes devient impossible.

Le journal *Le Libéré*, au nom évocateur, devient à partir de 1923 une tribune pour tous les coloniaux et des « anti-colonialistes » français. Y écrivent le Martiniquais d'origine guyanaise René Maran, le Réunionnais Louis Barquisseau, le Dahoméen Kojo Touvalou, partisan d'une « *civilisation mondiale métissée* », le Malgache Jean Ralaimongo, ainsi que des Malgaches vivant à Madagascar. Ce journal est une préfiguration d'un mouvement nègre indépendant des humanistes français.

L'assimilationnisme reste pourtant la ligne. L'un des collaborateurs du journal, René Maran, a fait paraître en 1921 ce que l'on a appelé « *la bombe* », *Batouala*, véritable roman nègre, roman qui obtient le prix Goncourt, dans la préface duquel il stigmatise les méthodes coloniales. Mais il s'agit en fait d'un cri de colère, car il croit encore à la France de 1789 et à son humanisme.

En 1924, la même équipe (à peu près), à laquelle s'ajoutent un autre Dahoméen, Ouailou Bahanzin, le Malgache Ravaohangy, crée le journal *Les Continents* et fonde la Ligue de défense de la Race nègre, première association « nègre » indépendante. Ils réclament des réformes urgentes, avant qu'il ne soit trop tard, et font confiance pour cela au Cartel des gauches et à Edouard Daladier, ministre des Colonies.

Pour la première fois aussi, le journal consacre régulièrement des articles au jazz, mais aussi aux civilisations africaines, à la culture « nègre ».

Des liens sont établis avec Marcus Garvey, mais les seuls aspects du garveyisme qui apparaissent dans le journal sont la glorification de la race nègre et la libération de l'Afrique (ce dernier point ne paraissant pas en contradiction avec les bienfaits que la France des droits de l'homme peut apporter au continent noir...).

(13) Rapports de police sur la propagande communiste dans ou en rapport avec les pays d'Outre-Mer, Centre des archives d'Outre-Mer, Aix-en-Provence.

(14) Le 5^e des 14 points du président Wilson, « *Un règlement librement débattu de toutes les revendications coloniales* », avait eu un grand écho. Mais la realpolitik finit par l'emporter. C'est la politique des mandats et le statu quo dans les empires coloniaux.

Mais ce journal a une vie éphémère (15 numéros), car Blaise Diagne (qui s'est rapproché à ce moment-là du Parti colonial), accusé dans ses colonnes de prévarication par René Maran, lui fait un procès retentissant. Malgré la solidarité de la gauche française, ce procès achève de ruiner le journal. A ce procès, un ancien tirailleur sénégalais, gazé dans les tranchées, devenu facteur, fait son entrée en politique, Lamine Senghor (15).

Parallèlement, le jeune Parti communiste français, en application des décisions prises par les congrès de l'Internationale communiste, créée en 1921 un Comité d'études coloniales, et surtout l'Union inter-coloniale

Celle-ci est ouverte aux seuls coloniaux, et doit devenir une organisation de masse. Samuel Stéfany la rejoint. D'abord dominée par les Antillais, elle rallie ensuite des Indochinois, puis des Maghrébins, et enfin des Africains moins nombreux (Lamine Senghor à partir de 1924).

Au niveau politique, cette union rassemble des réformistes et des révolutionnaires, ceux-ci étant souvent en retrait, comme le montre le contenu du journal *Le Paria*, tribune des populations des colonies.

En témoigne par exemple cet article du n° 22, de janvier 1922, « *Paris, ville lumière* », dans lequel on peut lire : « *J'ai souvent entendu commenter les beautés de la Ville lumière par des bourgeois algériens et par des indigènes qui, comme la grenouille de la fable, singeaient la bourgeoisie* », mais qui ne voient pas leurs frères miséreux, pourtant anciens « *héros de Charleroi* ». Ou encore cet article du 16 juillet 1923, consacré à Marcus

Garvey, au moment où celui-ci est condamné à cinq ans de prison : « *Marcus Garvey, dès l'annonce de sa doctrine : "L'Afrique aux Africains", a fait trembler tous les Etats capitalistes possesseurs de domaines coloniaux (...). Ainsi donc : Marcus Garvey condamné en Amérique ; Gandhi condamné dans l'Inde ; Hunkarin condamné en A.O.F., nous démontrent clairement le peu de scrupules qu'ont les Etats capitalistes, en fait de justice, pour se débarrasser des "gêneurs".* »

Parfois, le but que se donne le Parti communiste apparaît clairement comme dans cet article : « *Contre le régime de l'indigénat* » : « *Si le Parti communiste se met, sur ce point essentiel, aux côtés des indigènes, c'est parce qu'il est un parti politique non pas seulement français, mais essentiellement international, humain, et il connaît l'étroussure nationaliste de la bourgeoisie dirigeante, et sait que soit les travailleurs métropolitains, soit les indigènes, n'obtiendront rien que par la lutte ouverte, et au besoin le sacrifice.* »

A partir du V^e Congrès de l'IC, en juillet 1924, où pour la première fois l'Antillais Gothon Lunion a représenté les Nègres de France, on assiste à un tournant dans l'intérêt que le PC porte à la question coloniale. L'Union inter-coloniale se « bolchevise » dès l'année suivante, et le contenu du *Paria* s'en fait l'écho. C'est le moment de la campagne contre la guerre du Rif, qui provoque des dissensions au sein de l'UIC.

Quant aux Nègres, ils se sentent de plus en plus marginalisés, voire instrumentalisés. Le PC leur demande de jouer les « *Africains de service* » (selon Lamine Senghor) pour des élections parisiennes, mais refuse de prendre en charge leur voyage aux Etats-Unis pour participer au Congrès des Nègres travailleurs organisé par l'American Workers' Communist Party en octobre 1925. Gothon Lunion déclare : « *Le PCF n'est pas encore bolchevique (...). Les coloniaux doivent avoir leurs organismes respectifs.* »

(15) « *Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927)* », David Murphy, Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique, n° 126, janvier-mars 2015, Paris.

C'est en effet l'éclatement en 1926. Le "Comité de défense de la race nègre"

Les Indochinois fondent le Parti annamite de l'indépendance, les Maghrébins l'Etoile nord-africaine, et c'est la naissance du Comité de défense de la race nègre (CDRN). Le PC a permis ou du moins a aidé l'émergence de militants coloniaux, mais certains aspirent à l'autonomie.

Le Comité de défense de la race nègre, créé par Lamine Senghor, avec l'aide de Gothon Lunion, et son journal *La Voix des Nègres*, manifestent une « prise de conscience raciale », malgré les disparités sociales et culturelles. Les Africains sont majoritaires au bureau (le Soudanais Tiemoko Garan Kouyaté est secrétaire adjoint). Le CDRN est patronné par de très nombreuses personnalités françaises « négrophiles » et des intellectuels de gauche. Il est soutenu par un « honorariat nègre », avec des personnalités du Congo, d'Haïti, des Antilles, des Etats-Unis. Lamine Senghor diversifie ses appels à l'aide pour rester indépendant du Parti communiste. Dans la lettre-tract annonçant la naissance du CDRN et faisant appel à la solidarité, le ton est très assimilationniste et panafricain. La mise en place d'un ensemble culturel nègre est envisagée, car il est nécessaire de réhabiliter l'Afrique et le monde nègre. Le fondement même du comité est la solidarité raciale par-delà les différences sociales, afin de conquérir l'égalité avec les autres races.

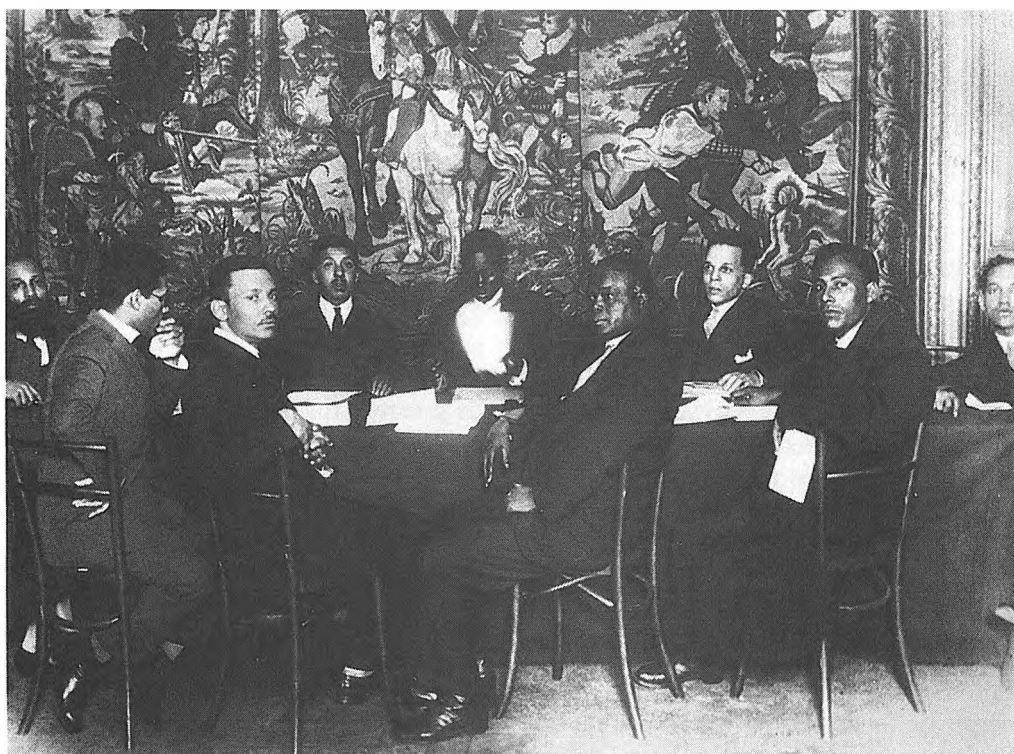
Lamine Senghor voyage de port en port, malgré l'aggravation de son état de santé, obtient pour la première fois l'adhésion de marins au chômage, de dockers, de tirailleurs démobilisés : par exemple, à Marseille, 250 membres, à Bordeaux 150. Une section est même créée en AOF, à Dakar.

Mais le comité manque d'argent et il est miné par l'opposition entre communistes et réformistes, qui déstabilise de nombreux adhérents. Le PCF manœuvre pour en prendre le contrôle. Il y parvient finalement en janvier 1927, ce qui permet au premier numéro de *La Voix des Nègres* d'être imprimé. Mais ce numéro, prêt

avant la prise de contrôle, reflète encore la diversité des opinions de ses adhérents (assimilationnistes, révolutionnaires). L'article signé de tout le comité, « Nègre », pose les bases du mouvement qui se développera dans les années 1930. Il dénonce la manœuvre de division des « dominateurs », « qui se sont partagés l'Afrique sous prétexte de civiliser les Nègres », et qui essaient maintenant de les diviser, pour mieux régner, en hiérarchisant « hommes de couleur », « Noirs » et enfin « Nègres ». Au contraire, « les jeunesses du CDRN se sont fait un devoir de ramasser ce nom dans la boue (...), pour en faire un symbole ». Il est, « avec l'éclat de notre épiderme », tout ce qui reste de « l'héritage (des) aïeux ». Il devient un « mot d'ordre de ralliement : un flambeau ». Reconquérir sa fierté permettra à « la race nègre » d'aller sur « la voie de la libération totale du joug esclavagiste » et d'accéder à « l'égalité avec toutes les races du monde ».

Le comité ne peut survivre à la prise de contrôle financière et aux manœuvres du PC, auxquelles s'ajoutent celles du CAI par l'intermédiaire de ses « infiltrés ». Il n'a duré qu'un an, mais a permis une importante confrontation d'idées, dans la recherche d'une unité, d'une solidarité « nègre », en vue d'une « libération » dont le sens pouvait s'approfondir au fur et à mesure des combats. Pour Lamine Senghor, la revendication culturelle devant conduire à la libération politique.

A partir de mars 1927, Lamine Senghor met ses dernières forces dans la fondation de la Ligue de défense de la race nègre. Celle-ci connaît d'emblée de grandes difficultés internes et financières, malgré un financement du PC. Toutefois, celui-ci semble avoir compris qu'il est nécessaire de laisser plus de liberté aux rédacteurs du nouveau journal, *La Race nègre*, afin que davantage d'Africains puissent se sentir concernés. On peut trouver pour la première fois un article écrit par un tirailleur en volapuk (français infantilisé créé par les militaires pour communiquer avec les tirailleurs non francophones). Dans cet article hostile au recrutement de nouveaux tirailleurs (car « nous voir boucou clair maitana (...) »), l'emploi de cette langue a, comme celui du



Lamine Senghor (au premier plan, au centre) au Congrès de Bruxelles, en 1927.

mot « Nègre », des accents de revendications culturelles.

Extrêmement malade, Lamine Senghor a encore la force d'écrire à la demande du PC une petite brochure, *La Violation d'un pays*, qui, sous forme d'un conte, explique la colonisation en Afrique et se termine par de la politique-fiction : la révolte des « bronzés », des « jaunes », mais aussi chez les « pâles », aboutit à la libération des esclaves, formant une alliance fraternelle des peuples libres. Les derniers mots sont : « *Vive la Révolution !!!* » En fait, les exemplaires de cette brochure seront majoritairement saisis avant d'avoir pu atteindre les colonies...

Un congrès pour fonder la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale se tient à Bruxelles, du 10 au 14 février 1927

Il correspond à la stratégie de l'Internationale communiste définie depuis 1924 : la place importante donnée à l'« Orient », pays coloniaux et semi-coloniaux (essor révolutionnaire en Chine et efforts du Komintern pour se rapprocher du Kuo-min-tang), donc tentative pour constituer un front commun avec des nationalistes et des membres de l'aile gauche de la II^e Internationale.

« *Pour la première fois dans l'histoire* », écrit Chadly Khairallah (16).

Pour les peuples colonisés et dépendants, différents mouvements et personnalités politiques sont présents. Pour le Machrek, El Bakri (résistance syrienne), des délégués égyptiens et palestiniens. Pour le Maghreb, trois délégués de l'Etoile nord-africaine : les Algériens Hadj Ali Abdokader et Messali Hadj, et le Tunisien Chadly Khairallah. Pour l'Afrique subsaharienne, le Sénégalais Lamine Senghor, le Comité de défense de la race nègre et des membres de l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud. Pour l'Amérique du Sud, les Péruviens Victor Raul Haya de la Torre et Eudocio Ravines, de l'Alianza Popular Revolucionaria

Americana (APRA). Pour l'Inde, Jawaharlâl Nehru, pour l'Indonésie Mohammed Hatta. Et surtout, une importante délégation chinoise : la veuve de Sun Yat Sen, les représentants de l'Armée rouge revenant des champs de bataille de Mandchourie, ceux du Kuo-min-tang et ceux du gouvernement cantonais. Pour l'Indochine, des représentants du Parti constitutionnaliste indochinois, de son rival le Parti révolutionnaire d'Indochine, et du Parti annamite de l'indépendance.

De nombreuses organisations européennes y participent également : les partis communistes de France, de Belgique et d'Allemagne, la CGTU, la fraction minoritaire des Trade-Unions, l'Internationale de l'enseignement, la Ligue internationale des femmes luttant pour la paix, la Ligue des droits de l'homme et du citoyen. Et de nombreuses personnalités du monde politique et intellectuel, notamment Albert Einstein, Félicien Challaye, Henri Barbusse et Romain Rolland.

De cette conférence émane un Manifeste adressé « *à tous les peuples coloniaux et aux travailleurs et paysans du monde* », afin qu'ils s'organisent pour lutter « *contre l'idéologie impérialiste* ».

Deux personnalités de l'empire français s'affirment particulièrement comme des chefs de file, l'un pour l'anticolonialisme noir, l'autre pour la lutte pour l'indépendance en Afrique du Nord.

Pour Lamine Senghor, les impérialistes ne peuvent amener la civilisation aux colonisés, puisque c'est un système de domination. « *Nous savons et nous constatons que, lorsqu'on a besoin de nous, pour nous faire tuer et nous faire travailler, nous sommes des Français ; mais quand il s'agit de nous donner des droits, nous ne sommes plus des Français, nous sommes des Nègres.* »

Il termine son intervention par cet appel : « *Ceux qui souffrent de l'oppression coloniale là-bas doivent se donner la main, se serrer les coudes avec ceux qui*

(16) Ce journaliste tunisien, ayant fait des études supérieures à Lyon, adhère au parti du Destour en 1924. A Paris, où il reprend ses études, il fonde en 1926 le journal *L'Etoile nord-africaine*. De retour en Tunisie, il crée des journaux pour le Destour, puis adhère plus tard au Néo-Destour.

souffrent des méfaits de l'impérialisme métropolitain, porter les mêmes armes et détruire le mal universel qui n'est que l'impérialisme mondial. Camarades, il faut le détruire et le remplacer par l'union des peuples libres. Plus d'esclaves ! »

Messali Hadj prononce, quant à lui, un discours au nom de l'Étoile nord-africaine (17).

1927 est donc une année charnière

Pourtant, dans les métropoles, et en particulier en France, très peu de voix encore s'élèvent contre le système colonial qui perdure dans toute son horreur. André Gide dénonce en 1927, dans son livre *Voyage au Congo*, les pratiques des compagnies concessionnaires en A.E.F (18).

Dans les colonies, l'après-guerre, avec ses conséquences économiques et sociales, et les désillusions qu'il apporte, est marqué par des manifestations diverses de rejet de la colonisation, ou du moins du système colonial : grèves (Algérie, en Afrique occidentale française), révoltes paysannes (Indochine), tentatives de publication de journaux critiquant la colonisation (Indochine, Madagascar), guerre de libération (Maroc)...

En métropole, des « coloniaux » cherchent à s'organiser pour revendiquer, les uns l'amélioration de leur sort dans le cadre d'une colonisation digne de la France des droits de l'homme, les autres l'émancipation, rarement appelée encore « indépendance ». Les « Nègres » ont à revendiquer en plus la reconnaissance de leur dignité : en cela, ils rejoignent ceux des autres régions du monde. Pour toutes ces organisations, l'indépendance finan-

cière est un problème capital, rarement résolu.

Les liens entre ces mouvements et les colonies sont ténus, mais commencent à exister. Et surtout, une génération de militants coloniaux se forme. Certains d'entre eux rejoignent leur « pays » d'origine pour impulser ou contribuer au développement d'organisations de lutte contre l'impérialisme français : Jean Ralaimongo à Madagascar, Chadly Khairallah en Tunisie.

L'Internationale communiste impulse parfois ces « retours ». Ainsi, Nguyen Hai Quoc est envoyé en Chine dans le but de former les bases d'une organisation révolutionnaire indochinoise. Il y fonde en 1925 le Thanh Nien (Jeunesse révolutionnaire du Vietnam), au sein des nombreux Indochinois exilés (dont des nationalistes). L'Internationale communiste, désormais totalement sous le contrôle de Staline, change complètement de politique à partir de 1928, rompant la politique d'alliance avec les nationalistes à la suite des massacres des communistes par le Kuo-min-tang (qui commencent à Shanghai deux mois seulement après la conférence de Bruxelles).

Odile Dauphin

(17) Cette organisation laïque fondée, à la demande du Komintern, en 1926, par Hadj el Ali Abd-el-Kader, membre et permanent du Parti communiste français, recrute dans l'émigration ouvrière algérienne. Son but officiel est la défense des « intérêts sociaux, matériels et moraux » de cette région. Messali Hadj, lui aussi membre du PCF et de la CGTU, la rejoint un an plus tard, et l'engage sur un terrain plus politique en se faisant porte-parole d'une revendication d'indépendance de l'Afrique du Nord.

(18) Dénonciation confirmée et développée un an plus tard par le journaliste Albert Londres dans *Terre d'ébène*.

Une tentative historique de détruire le mouvement ouvrier : le corporatisme fasciste (1915-1939)

Première partie (1915-1929)



Affiche de propogande de la Fédération des corporations fascistes, Rome 1926.

Une tentative historique de détruire le mouvement ouvrier : le corporatisme fasciste (1915-1939)

Première partie (1915-1929)

Genèse du corporatisme fasciste : Mussolini et le syndicalisme avant la marche sur Rome (octobre 1922)

C'est un fait bien connu, et dont se gargarisent souvent les polémistes de la bourgeoisie, que le dictateur fasciste Benito Mussolini, inventeur du fascisme et inspirateur du nazisme hitlérien, commença sa carrière à l'extrême gauche et parvint même à être un des grands dirigeants, voire le principal dirigeant pressenti, du parti qui représenta le mouvement ouvrier révolutionnaire en Italie avant la Première Guerre mondiale : le Parti socialiste italien. Ce qui l'est moins, c'est que dans sa première vie politique, Mussolini, qui confessa un jour que sa véritable ambition de départ

avait été celle de parvenir un jour à la direction d'une bourse du travail, acquit une véritable expérience syndicale et qu'il dirigea même en 1909, à Trente, alors toujours sous domination autrichienne, l'hebdomadaire syndical *L'avvenire del Lavoratore* (« L'Avenir du travailleur »), avant d'être expulsé par les autorités pour menées anticléricales et subversives.

Passé à l'automne 1914 sur les positions interventionnistes et exclu pour cela du PSI dont il était devenu l'une des principales personnalités, Mussolini, lecteur assidu de Georges Sorel et de Fernand Pelloutier, le fondateur du mouvement des bourses du travail, n'abandonna pas pour autant son intérêt pour le syndicalisme.

Il garde en particulier le contact avec les éléments anarcho-syndicalistes de l'Unione Italiana del Lavoro (UIL), scission interventionniste de l'Unione Sindacale Italiana (USI), dont l'un des principaux dirigeants, Edmondo Rossoni, deviendra l'un des dirigeants du syndicalisme fasciste, une fois la dictature consolidée.

Le 1^{er} janvier 1915, quelques mois avant l'entrée de l'Italie en guerre, Mussolini, en publiant dans son journal scissionniste *Il Popolo d'Italia* — qui portait encore en sous-titre la mention « Quotidien socialiste » — le manifeste des « Fasci (faisceaux) d'azione rivoluzionaria », reprit à son compte l'initiative lancée par les syndicalistes révolutionnaires partisans de l'intervention : Filippo Corridoni, Cesare Rossi, E. Rossoni, les deux frères De Ambris, Alceste et Amilcare, Michele Bianchi. Ce dernier deviendra premier secrétaire de 1921 à 1923 du Parti national fasciste, puis ministre des Travaux publics en 1929-1930, sous la dictature.

Par là, Mussolini voulait signifier tout l'intérêt qu'il portait encore au syndicalisme comme tentative d'organiser l'action indépendante de la classe ouvrière.

Au sortir de la guerre, Mussolini, qui avait participé sous l'uniforme au conflit et avait poussé jusqu'à l'extrême sa fureur belliciste, s'en prit aux interventionnistes modérés (les « renonciateurs »), qui étaient prêts à céder aux conditions fixées par le président américain Thomas W. Wilson pour tenter d'imposer une paix équilibrée aux ex-puissances belligérantes.

Il jugea cependant opportun de changer le sous-titre de son quotidien, qui fut significativement désigné non plus comme « socialiste », mais comme « Quotidien des combattants et des producteurs ».

De la défense des travailleurs à celle des “producteurs”

Symboliquement et subrepticement, la définition des travailleurs était profondément subvertie et dévoyée, conformément à une logique interclassiste qui sera à la base de la doctrine « sociale » du fascisme triomphant.

Exit le prolétaire de Marx contraint de vendre sa force de travail à des « producteurs » qui l'exploitent et le saignent, le damné de la terre qui n'a que

ses chaînes à perdre, ou encore le travailleur dont l'émancipation ne peut venir que de lui-même !

Ce tournant encore masqué par une rhétorique pseudo-révolutionnaire prenant ses références dans la Révolution française (Mussolini ira jusqu'à menacer les pacifistes et renonciateurs de déclencher « une terreur jacobine » contre eux), s'est révélé avec une particulière évidence lors du soutien que le futur Duce apporta à la grève « nationaliste » qui se produisit dans l'entreprise métallurgique Franchi-Gregorini de Dalmine (une petite localité de la province de Bergame).

À la mi-mars 1919, les deux mille travailleurs de cette usine, pour la plupart membres de l'UIL, dirigés par l'ouvrier Secondo Nosengo, revendiquèrent de leurs employeurs la reconnaissance de leur organisation en même temps que la fixation d'un minimum salarial et la journée de huit heures.

Devant la résistance des patrons à négocier avec eux, soucieux qu'ils étaient de ne pas se mettre à dos la CGL (« Confederazione Generale del Lavoro » [Confédération générale du travail], principal syndicat du pays dirigé par le PSI), qui était alors, et de loin, le syndicat majoritaire parmi les travailleurs et avait encore le vent en poupe, ils décidèrent d'occuper leur usine, de continuer la production pour ne pas nuire à l'économie du pays et enfin de hisser sur l'usine le drapeau italien. Ce geste était hautement significatif en cette période où tous les regards et les espoirs des ouvriers conscients étaient dirigés sur le drapeau rouge brandi avec succès par le Parti bolchevique et par toutes les fractions s'appêtant à adhérer à la Troisième Internationale (dont le congrès fondateur venait de se tenir du 2 au 7 mars à Moscou).

Le 20 mars, les travailleurs de Dalmine invitèrent Mussolini, qui avait soutenu leur mouvement dans son journal, à leur rendre visite.

Le futur Duce prononça un discours d'une telle importance dans l'histoire hagiographique du régime qu'il fut plus tard gravé sur une plaque de marbre à l'entrée de l'usine.

On peut déceler dans ce discours les principes fondamentaux qui furent d'abord à l'origine du « syndicalisme » fasciste, prélude à la dissolution de toute activité syndicale digne de ce nom dans le mouvement corporatiste de la fin des années 1920. Voici comment s'y exprimait Mussolini :

« Après quatre ans d'une guerre terrible et victorieuse, où ont été engagés nos armes et notre esprit, je me suis souvent demandé si nos masses laborieuses allaient reprendre leur route sur les vieux chemins ou si elles auraient le courage de changer le cours de leur marche. Dalmine vient de me fournir la réponse. L'ordre du jour que vous avez voté lundi est un document d'une valeur historique gigantesque, qui oriente et doit orienter désormais l'ensemble du monde du travail en Italie [...]. Vous auriez pu faire une grève à l'ancienne, une grève négative et destructrice, mais en ayant en tête les intérêts du peuple, vous avez inauguré la grève créative, celle qui ne bloque pas la production. Vous ne pouviez pas renier la nation, dès lors que vous aviez combattu pour elle [...]. Vous, vous n'êtes pas ces misérables, ces humbles et ces proscrits que dépeint la rhétorique surannée du socialisme de salon ; vous, vous êtes les **producteurs** (1), et c'est en cette qualité que vous revendiquez, que vous exigez le droit de négocier d'égal à égal avec les patrons d'industrie [...]. Aujourd'hui, je proclame qu'il faut aller vers le travailleur qui revient du front et vers celui qui, sans être un planqué, a continué à faire tourner les ateliers, et avoir à son égard non pas un mouvement de cette avarice qui ignore et humilie, mais un esprit ouvert aux exigences des temps nouveaux [...]. Alors que fait rage l'immonde spéculation politicienne des chacals dépouilleurs de cadavres, vous, obscurs travailleurs de Dalmine, vous avez dégagé l'horizon. C'est le travail qui parle en vous, et non le dogme imbécile ou l'église intolérante, même repeinte en rouge. C'est le travail qui dans les tranchées a sanctifié son droit à ne plus être souffrance, misère ou désespoir, parce qu'il est appelé à

devenir joie, orgueil, création, conquête d'hommes libres. »

Comme on le voit, au-delà des envolées lyriques, ce qui est visé ici, sous prétexte d'innovation et en accord avec les nouvelles réalités de l'époque, c'est bel et bien l'indépendance de classe qu'il faudrait immoler sur l'autel de la Nation, comme ont été invités à le faire — *volentes nolentes* — des millions de prolétaires et de paysans dont 900 000 ne sont jamais revenus.

En outre, la grève « créative » qui est exaltée ici, c'est-à-dire celle qui « ne bloque pas la production », ressemble très fort à cette autogestion qu'on nous vante aujourd'hui encore de tous côtés comme substitut « moderne et novateur » à la prise du pouvoir, à la gestion et au contrôle de l'ensemble des activités productives et économiques par les travailleurs.

De l'action “syndicale” à l'action politique

Quelques jours seulement après le discours historique de Dalmine, Mussolini fonde, avec un entourage quelque peu disparate constitué de syndicalistes qui se disent révolutionnaires, de francs-maçons violemment anticléricaux, d'esthètes adeptes d'une modernité radicale et iconoclaste vis-à-vis du passé, de nationalistes bon teint et d'aventuriers du monde politique et de la finance, l'organisation qui va être la matrice du Parti national fasciste (qui ne verra le jour que deux ans plus tard) : les *Fasci italiani di combattimento* (Faisceaux italiens de combat).

L'événement, qui, dans la mythologie du régime, deviendra un moment fondateur à résonances quasi religieuses, se déroula le 23 mars 1919 dans la métropole lombarde. Quelques années plus tard, on qualifiera ceux qui y ont pris part et ceux, beaucoup plus nombreux, qui prétendront en avoir été,

(1) C'est nous qui soulignons.



Mussolini entouré par les ouvriers de l'usine métallurgique de Dalmine (20 mars 1919)



"Il faut aller vers le peuple qui travaille !" Affichette diffusée pendant le Régime fasciste.

de « sansepolcristi », du nom du quartier de Milan (Borgo San Sepolcro) où se déroula cette assemblée. Et cette appellation aura presque valeur, pendant les vingt-trois ans que dura la dictature, d'une onction mystique. De façon significative, ce congrès fondateur se tint dans une salle mise à la disposition des participants par une association patronale le « Cercle des intérêts industriels et commerciaux »...

En habile stratégie, Mussolini sut se démarquer de ses rivaux présumés et en quelque sorte « marquer son territoire » pour préparer ce qu'il savait déjà devoir être son destin : incarner l'homme providentiel, le Napoléon, le César dont — il en était convaincu — le pays avait besoin.

Il alla même jusqu'à faire assaut d'une démagogie si outrée qu'elle provoqua la réaction indignée des leaders syndicalistes révolutionnaires qui n'étaient pourtant pas en reste en la matière, et dont l'un d'entre eux, M. Bianchi, que nous avons déjà évoqué, deviendra pourtant un de ses plus ardents soutiens.

N'alla-t-il pas en effet jusqu'à oser la déclaration suivante, en faveur de ces ouvriers patriotes qu'il avait déjà exaltés trois jours avant à Dalmine :

« [...] J'ai écrit qu'il fallait aller au-devant du travail qui revenait des tranchées, car il serait odieux et bolchevique (*sic !*) de refuser de reconnaître les droits de ceux qui ont fait la guerre [...]. Ils veulent les huit heures ? les six heures ? les pensions d'invalidité et de vieillesse ? le contrôle sur les industries ? Nous appuierons ces requêtes » (2).

Cette réunion du 23 mars déboucha sur la rédaction d'un programme très sommaire (qui laissait donc les mains suffisamment libres au futur chef suprême pour interpréter à sa guise la mise en œuvre des mesures préconisées) organisé en différentes rubriques : problème politique, problème social, problème militaire, problème financier.

Sans abuser de citations, il nous faut cependant évoquer quelques points figurant dans les rubriques « problème social » et « problème financier » :

« Pour le problème social :

NOUS VOULONS :

Promulgation rapide d'une loi qui sanctionne pour tous les travailleurs la journée légale de huit heures de travail.

Le salaire minimum.

La participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique de l'industrie.

L'octroi aux organisations prolétariennes elles-mêmes (pourvu qu'elles en soient dignes moralement [*sic !*] et techniquement) de la gestion d'industries ou de services publics.

[...].

Une modification nécessaire du projet de loi d'assurance sur l'invalidité et la vieillesse qui abaisse la limite d'âge de 65 ans à 55 ans.

[...].

Pour le problème financier :

NOUS VOULONS :

Un fort impôt extraordinaire à caractère progressif sur le capital, qui représente une authentique EXPROPRIATION PARTIELLE de toutes les richesses.

La confiscation de tous les biens des congrégations religieuses et la suppression de toutes les menses épiscopales, qui constituent un déficit énorme pour la Nation, et un privilège pour un petit nombre (3).

La révision de tous les contrats de fournitures de guerre et la confiscation de 85% des bénéfices de guerre (4). »

(2) Cité dans l'excellent petit livre malheureusement devenu introuvable de Robert Paris, *Les origines du fascisme*, Paris, Flammarion [Questions d'histoire/Flammarion, collection dirigée par Marc Ferro : n° 2], 1968, p. 61. Voir aussi du même auteur *L'Histoire du fascisme en Italie*, tome I. Des origines à la prise du pouvoir, Paris, François Maspero, 1962.

(3) Perspective, il faut bien l'avouer, qui semblerait aujourd'hui procéder d'un anticléricalisme délirant à presque toutes les formations politiques existantes. Mais il est juste d'avouer que dix ans plus tard, en signant avec le Vatican les célèbres « Pactes du Latran », Son Excellence Mussolini s'apportera à lui-même un désaveu cinglant.

(4) Ce programme est reproduit dans son intégralité en traduction française dans l'ouvrage de R. Paris signalé à la note ci-dessus, op. cit. pp. 84 à 86.

Les chiens de garde au service du grand capital et des propriétaires fonciers

Mais toutes ces belles et mâles paroles laissèrent très tôt la place à des réalités beaucoup moins reluisantes pour les travailleurs et les organisations auxquelles ils adhéraient.

Dès le 15 avril toujours de cette même année 1919, décidément bien riche en événements, une bande de nervis formée de nationalistes, d'*arditi* (5) et de « fascistes » donnèrent l'assaut au siège du quotidien du PSI *L'Avanti* et l'incendièrent : « *Nous avons enfumé l'ancre du serpent* », proclamèrent-ils.

Mussolini se trouva donc dans la position quelque peu paradoxale pour un prétendu défenseur acharné « du travail », d'approuver le saccage et l'incendie des locaux de l'organe de presse dont il était encore le Directeur moins de cinq années auparavant.

Les années qui suivirent et qui précédèrent la Marche sur Rome du 30 octobre 1922 (qui vit, on le sait, l'ancien agitateur d'extrême gauche accéder par la grâce du roi Victor-Emmanuel III à la charge suprême du gouvernement du pays), démontrèrent dans le sang ce que cachaient les « généreuses » intentions que le tribun et ses disciples avaient manifestées verbalement et de façon si tonitruante à l'égard des masses laborieuses.

Marginalisé dans les grandes villes par la puissance du mouvement ouvrier, divisé, mais constituant toujours dans son ensemble la principale force politique du pays (y compris sur le plan purement électoral), Mussolini mit ses sbires, les tristement célèbres « *squadre* », véritables milices ultra-violentes souvent composées de délinquants de droit commun (6), au service des grands propriétaires fonciers de la vallée du Pô, de la Toscane et de l'Emilie-Romagne. Ces derniers étaient

en effet très inquiets de la montée des revendications des ligues paysannes affiliées à la CGL dans la très puissante Fédération de la terre, qui comptait alors 800 000 adhérents (7). Les deux dirigeants de ce « squadrisme » agraire étaient deux jeunes gens, Italo Balbo (futur ministre de l'Aéronautique de 1929 à 1933, puis gouverneur de la Libye de 1934 à sa mort en 1940) et Dino Grandi (ministre des Affaires étrangères de 1929 à 1932, qui, en qualité de président de la Chambre des Faisceaux et Corporations de 1939 à 1943, rédigea l'ordre du jour du 25 juillet de la même année écartant Mussolini du pouvoir) (8).

Il est intéressant de noter pour notre propos qu'I. Balbo et D. Grandi, ces fascistes « de gauche » avaient participé à l'aventure de l'occupation de Fiume (12 septembre 1919-26 décembre 1920) sous la direction du « Poète-Soldat », du

(5) Troupes d'élite ayant servi pendant la guerre et composées d'aventuriers, de délinquants et autres têtes brûlées que le fascisme sut manipuler et utiliser contre le mouvement ouvrier.

(6) Dans la perspective d'une illustration concrète de la réalité du mouvement fasciste des origines, nous nous permettons de recommander le beau film de Dino Risi, *La Marcia su Roma* (1962), qui, dans la meilleure tradition du filon comique à caractère sociopolitique du cinéma italien des années 1960 et 1970, offre un panorama à la fois désopilant, mais très juste et instructif du point de vue historique, de cette « glorieuse » épopée que fut l'accession du fascisme au pouvoir. On signalera, outre la performance de ces deux acteurs mythiques que sont Vittorio Gassman et Ugo Tognazzi, la prestation très réussie pour sa justesse de ton de l'acteur français Roger Hanin dans le rôle de l'ancien officier devenu agent recruteur au service des « Fasci ».

(7) Ici encore, une référence cinématographique s'impose : dans la première partie de sa magnifique saga cinématographique intitulée *Novecento* (1976), le grand réalisateur Bernardo Bertolucci mit en scène le « squadrisme » agraire en Emilie dans toute sa violence et sa sauvagerie, mais sans omettre non plus sa dimension sociologique et politique, en confiant à l'acteur américain Donald Sutherland le rôle d'incarner un chef de « squadra » sadique et ambitieux, au milieu d'une pléiade glorieuse de grandes « stars » internationales : Roberto De Niro, Gérard Depardieu, Burt Lancaster, Dominique Sanda, Stefania Sandrelli, Alida Valli, Laura Betti.

(8) Il faut remarquer au passage que s'il fut exclu de toute charge politique officielle dans le régime de transition qui succéda à la chute du fascisme par la volonté explicite du président des Etats-Unis Franklin D. Roosevelt, Grandi, qui s'exila dans un premier temps en Espagne, fut le conseiller très écouté pour sa connaissance de la vie politique et de la société italiennes de l'ambassadrice des Etats-Unis en Italie, Clare Boothe Luce, tout le long des années critiques de la guerre froide.

« grand pirate » — comme l'écrivain et idole mondaine Gabriele D'Annunzio se nommait lui-même — et de ses « légionnaires » et autres *arditi*. D'Annunzio, d'ailleurs, avait un prestige infiniment plus grand que celui de Mussolini aux yeux de ce que l'Italie comptait alors de jeunes intellectuels bourgeois en rupture avec leur classe et désireux d'aventure et d'émotions fortes. En effet, ces deux personnalités avaient toutes deux été influencées par la première expression d'une volonté de mettre sur pied une organisation corporative de la société, la Charte de la « Régence du Quarnero » (toponyme désignant le bassin dans lequel se trouve la ville de Fiume, aujourd'hui Rijeka, en Croatie).

Conformément à ce document, la microsociété formée par l'entité fictive et provisoire constituée par la ville de Fiume et quelques îles avoisinantes était divisée en dix corporations qui élisaient un « Conseil des proviseurs », qui, assisté par un « Conseil des meilleurs (*sic !*) », élu quant à lui au suffrage universel, constituait le pouvoir exécutif (9).

Cette adhésion des deux futurs hiérarques du régime, à l'idéologie fumeuse exprimée par D'Annunzio dans ce document, explique le rôle particulier d'opposition sourde qu'ils ne cessèrent d'avoir au sein d'un régime dont ils étaient par ailleurs parmi les dirigeants les plus prestigieux.

Un corporatisme à géométrie variable

Outre la méfiance de Mussolini, en dépit de ses proclamations de fraternité enthousiaste envers D'Annunzio, qu'il considérait non sans raison comme un rival dangereux à éclipser (ce qu'il parvint d'ailleurs à faire, puisque l'écrivain ne joua pratiquement aucun rôle politique durant le *ventennio* [10]), il est patent que dès le tournant qu'il imposa à ses fidèles en grande partie à leur corps défendant à partir de 1921, Mussolini avait remis les idéaux corporatistes au magasin des vieux accessoires et qu'il entretenait la plus grande suspicion envers ceux qui, dans

son entourage, continuaient à croire en une « Révolution fasciste », en une « Troisième voie » entre capitalisme et communisme, comme le disent certains nostalgiques contemporains du Duce. S'il remit occasionnellement ces idéaux au goût du jour, une première fois à la fin des années 1920, puis des années 1930, et enfin lors de l'épilogue dramatique et crépusculaire que représenta la République sociale italienne de Salò, de 1943 à 1945, ce fut de manière tout à fait opportuniste et en veillant bien à encadrer les institutions nouvelles ainsi créées dans les objectifs du régime bien évidemment liés au maintien d'un système capitaliste classique (c'est-à-dire alternant libéralisme échevelé et dirigisme, au gré des intérêts financiers et industriels les plus puissants) qu'il s'efforça en vain d'élever au rang d'impérialisme majeur par les moyens traditionnels de la surexploitation des travailleurs, privés de tout moyen réel de représentation et d'action indépendante.

Il semble néanmoins que l'historiographie récente sur le fascisme ait fait justice de l'idée selon laquelle les velléités ouvriéristes et para-syndicales qui ont réussi à s'exprimer, y compris en partie contre la volonté de Mussolini, relevaient de la simple propagande et de l'enfumage (même si ce dernier était loin d'être absent de l'opération). Au bout du compte, bien entendu, le fascisme « de gauche », héritier de cette fraction de l'anarcho-syndicalisme qui s'était rallié à une forme de national-syndicalisme au début de la guerre, « roulait » lui aussi pour l'impérialisme italien. Malgré sa lutte contre les représentants du fascisme institutionnel, lutte qui prit parfois des formes spécifiques qu'il convient de prendre en compte, ce fascisme « de gauche » ne parvint jamais à infléchir la ligne gouvernementale. En effet, l'entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie (qui était loin de faire l'unanimité,

(9) Cf. R. Paris, *Les origines du fascisme*, op. cit., p. 66.

(10) C'est ainsi que l'on désigne en italien les deux décennies (1922-1943) où le fascisme occupa réellement le pouvoir. Comme on le voit, l'épisode final que constitua l'éphémère et artificielle République fasciste de Salò n'est pas pris en compte dans ce terme historiographique.

y compris au sein des plus hautes instances du régime, comme le montrent les cas de Bottai ou de Ciano) et la déroute presque immédiate des troupes italiennes rendirent de toute façon cette option impraticable. Une prise en compte de ces contradictions secondaires semble montrer qu'on ne peut établir une continuité entre le corporatisme fasciste, qui s'est construit sur la suppression pure et simple des organisations syndicales, y compris réformiste ou chrétienne, et les formes modernes du corporatisme pratiqué par les directions bureaucratiques de la classe ouvrière, aujourd'hui rattachées à la CES et soumises au diktat de la troïka de l'UE. Il y a bien sûr des analogies entre les deux démarches, puisque la finalité est identique (sauver le capitalisme pourrissant de sa crise terminale et le faire survivre encore quelque temps, fût-ce au prix des pires régressions), mais dans le premier cas les organisations syndicales furent supprimées et remplacées par des instances hybrides regroupant employeurs et employés, alors que dans le second elles continuent d'exister, allant certes de compromis en compromis toujours plus poussés avec le patronat et la bourgeoisie, mais gardant tout de même une certaine marge de manœuvre.

Mais pour en revenir à l'époque où s'élabora cette stratégie, il convient de souligner qu'au cours de l'année 1921, se rendant compte avec lucidité que le déferlement de violence qui plaisait tant à la fraction la plus « idéaliste » de ses partisans risquait de se révéler contre-productif pour servir des ambitions personnelles de très grande portée, Mussolini procéda à un de ces virages à 180° dont il a constamment été familier.

Au grand dépit de ses partisans les plus engagés dans l'action « squadriste », plus précisément I. Balbo et D. Grandi (ce dernier ayant même tenté, comme nous l'apprennent les historiens, de convaincre D'Annunzio de prendre la place du « traître » Mussolini comme chef des faisceaux pour éviter de les voir se transformer en un parti converti au jeu institutionnel et parlementaire [11]), Mussolini prononce à l'ouverture de la nouvelle législature, le 21 juin 1921, un

discours dans lequel il se déclare partisan d'un capitalisme d'Etat « manchestérien » opposé à tout collectivisme (12).

Or en ce même mois de juin 1921, Edmondo Rossoni (1884-1965), ex-socialiste et syndicaliste révolutionnaire (qui avait même dû s'exiler pour échapper à la répression d'abord à Paris, puis à New York, avant la guerre), devenu interventionniste, puis fasciste, fut nommé secrétaire général de la première Chambre syndicale du travail, regroupant les syndicats fascistes qui s'étaient créés un peu partout dans la vallée du Pô, à la suite de la destruction des organisations liées à la CGL.

Il participa ensuite en janvier 1922 (à quelques mois de la Marche sur Rome) au premier congrès des syndicats fascistes, qui se tint à Bologne et qui affirma le principe essentiel sur lequel devaient être fondées ces organisations : dépasser la lutte des classes en prônant entre elles une collaboration visant à faire triompher l'intérêt national sur ceux individuels, sectoriels et partisans. C'est ainsi que fut créée la Confederazione Nazionale delle Corporazioni sindacali (Confédération nationale des corporations syndicales), première tentative pour constituer une alternative à la CGL et abattre tout syndicat ouvrier indépendant.

Le 10 février 1922, E. Rossoni en devint le secrétaire général.

La première vague, ou "le corporatisme sans corporations" (13)

Lors de son accession au pouvoir et jusqu'à l'enlèvement suivi de l'assassinat du député socialiste réformiste Giacomo

(11) R. Paris, *Les origines du fascisme*, op. cit., p. 76.

(12) Cf. Pierre Milza et Serge Bernstein, *Le fascisme italien 1919-1945*, Paris, Editions du Seuil [Collection Points-Histoire : H 44], 1980 (édition revue et commentée de l'ouvrage de ces deux mêmes auteurs intitulé *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 1970), pp. 178 à 180.

(13) L'expression est de G. Bottai, qui qualifia aussi, dans son autobiographie écrite après la guerre et la chute du régime, la seconde (1934-1939) comme celle des « corporations sans corporatisme ».

Matteotti à l'été 1924, Mussolini s'efforça de jouer le rôle institutionnel que lui conférait le statut de 1848 du royaume de Piémont-Sardaigne, qui restera, du moins formellement, en vigueur jusqu'à l'après-guerre, tout en encourageant sous le manteau les menées « subversives » des éléments les plus exaltés de sa base ou en tout cas en ne les décourageant pas complètement.

Ce machiavélisme opportuniste ne fut pas sans créer, au sein même du régime, des tensions et des déséquilibres, en dépit d'une façade granitique dont la fiction était entretenue à grand renfort de propagande et de mises en scène à la théâtralité souvent grotesque (14).

Le rôle du Parti national fasciste, qui, de conglomérat de bandes plus ou moins contrôlées par des chefaillons locaux appelés des « ras » (15), s'était transformé en une organisation éléphanterque par l'afflux de tous les opportunistes et partisans de la dernière heure volant au secours de la victoire, devenait de plus en plus problématique et tendit de plus en plus à s'effacer devant le pouvoir absolu d'un chef omniprésent et tout puissant.

De même, la montée en puissance des syndicats fascistes entraînait-elle en conflit avec la nécessité dans laquelle se trouvait le régime de ne pas s'aliéner la complicité bienveillante, sinon les faveurs, d'un patronat industriel dont l'organe de représentation, la « Confindustria » (confédération patronale de la grande industrie et de la finance), continua à exister, durant toute la période de la dictature, sous des formes pratiquement inchangées par rapport à celles qu'elle avait prises sous le régime libéral antérieur, en conservant, cela va sans dire, toute sa puissance de pression et de capacité décisionnelle réelle.

À cet égard, on peut reprendre cette anecdote rapportée par Giuseppe Bottai (1895-1959), qui se situe en septembre 1929, date à laquelle il venait enfin d'être nommé ministre des Corporations (succédant, dans cette fonction, à Mussolini lui-même, qui, dans un premier temps et pour avoir la situation toujours bien en main dans ce domaine si délicat, s'était réservé la première place dans ce

ministère comme dans sept autres du reste [16]) :

« Un jour, on m'annonce la présence en antichambre de Giovanni Agnelli (17). Il entre, me salue, s'assoit. Il commence à me parler en marchant de long en large, s'adresse à moi en me qualifiant de « *jeune homme* », continue à parler encore pendant cinq minutes. Je ne savais plus si c'était lui ou moi qui était le ministre » (18).

Le tournant de 1925 fut celui au cours duquel le régime — qui manqua un instant de chanceler devant la réaction provoquée par l'indignation que

(14) On peut en avoir un témoignage savoureux dans le film autobiographique du grand réalisateur Federico Fellini (1920-1993) *Amarcord* (qui en dialecte romagnol signifie « Je me souviens »), sorti en 1973.

(15) Ce mot désignait dans la langue amharique (Ethiopie) les dignitaires locaux soumis à l'autorité du Negus (empereur). Il fut adopté par les fascistes en référence aux ambitions expansionnistes et impérialistes de la bourgeoisie italienne en Afrique orientale qui précédèrent le régime mussolinien et que ce dernier reprendra à son compte jusqu'à la guerre de conquête de l'Éthiopie (1935), qui constitua un des signes avant-coureurs de la Deuxième Guerre mondiale.

(16) Notons que Mussolini reprit la tête du ministère quand Bottai fut destitué de ce poste en 1932, dans le cadre des soubresauts situés par la mise en place du système corporatif que nous examinerons dans le second volet de cette étude.

(17) G. Agnelli (1866-1945), patron de la Fiat. Nommé sénateur du Royaume en 1923. A la Libération, en 1945, peu de temps avant sa mort, il fut destitué de ses fonctions en raison de sa collaboration active avec le régime fasciste par décision du Comité de libération nationale. Il s'agit du grand-père de Giovanni, dit Gianni Agnelli (1921-2003), mieux connu en Italie sous le nom de l'Avvocato (profession qu'il n'exerça jamais), et qui, devenu en 1966 président de la légendaire entreprise, présida dans les années 1980 et 1990 à toutes les restructurations successives qui donnèrent lieu à de grandes batailles ouvrières exemplaires sur le plan de la lutte des classes internationale, mais malheureusement perdues. Il fut nommé sénateur à vie en 1991 par le président de la République italienne de l'époque, le démocrate-chrétien Francesco Cossiga.

(18) Propos confiés par G. Bottai à son ex-secrétaire Amleto Di Marcantonio et repris dans une biographie du dignitaire fasciste : Giordano Bruno Guerri, Giuseppe Bottai, un fascista critico. *Ideologia e azione del gerarca che avrebbe voluto portare l'intelligenza nel fascismo e il fascismo alla liberalizzazione* [G. Bottai, un fasciste critique. Idéologie et action du hiérarque qui aurait voulu insuffler de l'intelligence au fascisme et le faire évoluer vers la libéralisation], Prefazione di Ugo-berto Alfassio Grimaldi, Milano, Giangiaco Feltrinelli Editore [Storia Feltrinelli, collana diretta da U. A. Grimaldi], 1976, p. 107.

suscita l'affaire Matteotti — reprit en main le pays et lui imprima tous les traits propres à une dictature revendiquée et non plus seulement pratiquée dans le double jeu.

Dès la fin du mois de janvier 1925, à la suite du discours célèbre du 3 janvier à la Chambre où, — revendiquant la responsabilité morale sinon effective de l'élimination physique de Matteotti, Mussolini avait menacé les parlementaires de ne plus retenir ses bandes armées comme il l'avait prétendument fait jusqu'ici (« *On a cru que le fascisme était fini parce que moi-même je le refrénais, mais, messieurs, vous pouvez être certains que, dans les quarante-huit heures qui vont suivre ce discours, toute la situation sera éclaircie* » [19]), — une commission dite « des Solons » (du nom du célèbre législateur athénien de l'antiquité) fut créée pour réfléchir à l'instauration de nouvelles institutions propres à « légaliser » le tournant autoritaire du régime sans pour autant toucher, du moins en apparence, à la nature monarchique de l'État telle qu'elle était fixée par la Constitution de 1848.

Une des sous-commissions de cet organisme fut chargée de mettre en place de nouvelles organisations syndicales et corporatives, et, sous la double direction de l'économiste Gino Arias et de l'ex-syndicaliste révolutionnaire Angelo Oliviero Olivetti, décida dans un premier temps que les futures corporations ne devaient pas être réduites à la seule défense des intérêts catégoriels de leurs adhérents.

Cette première tentative de définir de façon suffisamment claire et durable les fondements de la nouvelle doctrine « sociale » du régime donna lieu à un débat où s'opposèrent les deux conceptions contradictoires du corporatisme : soit intégral, soit partiel.

En effet, les syndicats fascistes et même les syndicats traditionnels, bien que mis à mal par la répression féroce dont ils étaient l'objet depuis le début des années 1920, continuaient à exister et il était nécessaire de définir quel serait leur rôle dans le cadre du système corporatiste.

Pour les seconds, leur sort fut vite

réglé : ils furent purement et simplement dissous, de même que les partis politiques d'opposition. Au même moment, on rendit constitutionnel comme instance suprême du régime, le Grand Conseil du fascisme, organe qui n'avait évidemment aucune légitimité juridique et qui regroupait les grands dignitaires du régime sous la houlette de plus en plus exclusive du Duce.

Il fut plus difficile de faire entendre raison à la confédération des syndicats fascistes, qui, tout en faisant totalement allégeance au pouvoir en place, entendait néanmoins garder une certaine marge de manœuvre à l'égard des patrons.

En octobre 1925, eut lieu le pacte dit du Palazzo Vidoni (20) entre la confédération patronale et les représentants de la confédération des syndicats fascistes, pacte qui donnait à ces derniers l'exclusivité de la représentation des travailleurs, chose que le patronat n'accepta qu'avec réticence, car dans les mois précédents certains conflits sociaux s'étaient produits sous l'effet d'importantes baisses de salaire dues à la politique déflationniste décidée par Mussolini après trois premières années de politique économique libérale.

Mais le patronat, tout en acceptant la nouvelle doctrine, se faisait fort de réduire à néant les velléités même timides d'indépendance syndicale manifestées par E. Rossoni et par des théoriciens d'« *un Etat syndical ou des syndicats* », comme le philosophe Ugo Spirito, élève de l'idéologue officiel du régime Giovanni Gentile. Le patronat combattait aussi ceux qui, comme le juriste Sergio Panunzio — lui aussi ancien syndicaliste révolutionnaire et ami intime de Mussolini —, préconisait une harmonie idéale entre syndicats et

(19) Cité et traduit par André Brissaud dans sa biographie en trois tomes de Mussolini : A. Brissaud, Mussolini. I. La montée du fascisme, Nouvelle édition mise à jour et remaniée, Paris, Librairie académique Perrin, 1983, p. 317.

(20) Célèbre édifice romain datant de la Renaissance, qui s'élève sur la place du même nom.

corporations « *comme les deux parties convexe et concave d'une même lentille optique* » (21).

L'année suivante, en avril 1926, fut adoptée la loi Rocco (du nom du ministre de la Justice de l'époque, Alfredo Rocco [22]) qui réglementait sévèrement et dans le sens des intérêts patronaux les rapports dans l'entreprise en interdisant les grèves.

Ce personnage, contrairement aux nombreux anarcho-syndicalistes qui avaient adhéré au fascisme en gardant quelque illusion plus ou moins sincère sur sa nature « anticapitaliste », provenait, lui, du courant nationaliste, très conservateur et lié à la monarchie. L'oscillation qu'on peut remarquer dans les dispositions successives visant à établir un équilibre en matière de politique économique et sociale révèle précisément le conflit larvé qui se prolongea pendant toute la durée du régime entre ce que certains historiens ont appelé « *les deux âmes* » du fascisme : celle originelle, qui plonge ses racines dans l'anarcho-syndicalisme, le républicanisme et l'anticléricalisme, et celle qui finira par l'emporter en raison de la prééminence des facteurs économiques liés à la nécessité de préserver les intérêts de la grande bourgeoisie italienne.

Comme pour faire pendant au virage antisindical imprimé par la loi Rocco, c'est par un décret royal que fut mis en place le ministère des Corporations, dont, comme nous l'avons vu, Mussolini se réserva le portefeuille, laissant toutefois son secrétaire d'Etat G. Bottai régler les affaires courantes.

Celui-ci s'efforça de se garder à droite comme à gauche en défendant d'un côté le principe corporatif contre le grand patronat et les conservateurs à la Rocco, mais en attaquant aussi toute initiative de Rossoni pour s'opposer à une application trop rigoureuse de la doctrine de la collaboration entre les classes, ce qui réduira de fait toute possibilité d'action consistante des syndicats fascistes.

L'institutionnalisation du corporatisme : la Charte du travail et la naissance de l'Etat corporatif

En janvier 1927, les efforts de Bottai aboutirent à une première rédaction de ce qui deviendra la Carta del Lavoro (Charte du travail), qui fut révisée par la suite en rognant les quelques éléments qui avaient un semblant de vernis social (comme par exemple la fixation d'un salaire minimum par catégorie). Cette charte fut approuvée le 27 avril de la même année par le Grand Conseil du fascisme, puis officiellement publiée dans le *Journal Officiel* le 30.

Ce document représentait une première institutionnalisation de la doctrine corporatiste, mais, comme nous le verrons dans le second volet de cette étude, celle-ci restait purement symbolique tant que n'étaient pas instituées de véritables corporations comme organes juridiques, ce qui ne sera effectif que sept années plus tard, en 1934.

En attendant, la charte consistait surtout dans l'affirmation de principes généraux assez fumeux qui fixaient une ligne d'horizon idéale, laissant bien entendu intactes non seulement la conflictualité larvée entre les diverses tendances internes au fascisme lui-même, mais bien plus fondamentalement la lutte des classes. Le patronat se montrait toujours plus exigeant, tandis que l'Etat fasciste se donnait à bon compte un aspect « social » par l'insti-

(21) Cité par Francesco Perfetti, *La discussione sul corporativismo in Italia* [Le débat sur le corporatisme en Italie], in Auteurs Divers, *Les expériences corporatives dans l'aire latine*, Etudes réunies par Didier Musiedlak, Berne, Peter Lang [Collection Convergences, vol. 53], 2010, pp. 103 à 115.

(22) Il n'est pas anodin de remarquer qu'Alfredo Rocco était président de la Chambre des députés le jour où Matteotti fit son fameux discours contre la dictature, qui lui valut sans doute la mort, et qu'il fut nommé ministre de la Justice le 5 janvier 1925, soit deux jours après le discours dont nous avons parlé plus haut, par lequel Mussolini formalisa la rupture avec la fiction d'Etat démocratique qui avait été en vigueur jusque-là.

tution d'un certain nombre d'organismes chargés de la prévoyance sociale et des loisirs des travailleurs (le *Dopolavoro* [littéralement : l'après-travail]), alors qu'en fait il écrasait une classe ouvrière et une paysannerie désormais privées de toute possibilité effective de résistance par le renforcement d'un appareil répressif et policier aggravé par les entreprises coloniales et guerrières des années 1930.

Des 25 articles de la charte, nous ne retiendrons ici que le premier et le dix-neuvième, qui se passent de commentaire quant à ce que ce document laisse subsister de ce principe consubstantiel à tout syndicalisme véritable qu'est l'indépendance de classe :

La Nation italienne est un organisme ayant des buts, une vie, des moyens d'action supérieurs par leur puissance et leur pérennité à ceux des individus qui la composent, qu'ils soient pris isolément ou en groupes.

[...].

Les infractions à la discipline et les actions qui perturberaient le fonctionnement normal de l'entreprise perpétrées par le personnel affecté au travail sont punies selon la gravité de l'infraction, par une amende, par la mise à pied et, dans les cas les plus graves, par le licenciement immédiat et sans indemnités.

Les cas où le patron peut infliger l'amende, la mise à pied ou le licenciement immédiat sans indemnités seront spécifiés ultérieurement.

Le 27 novembre 1928, le ministère des Corporations décida de « débloquer » la confédération des syndicats fascistes, c'est-à-dire de la diviser en six confédérations indépendantes les unes des autres pour en affaiblir la capacité, pourtant minime, de « nuisance ».

Quelques mois auparavant, dans un article du 1^{er} avril 1928 de *Cultura fascista*, la revue qu'il dirigeait, G. Bottai avait déjà fixé les limites de l'innovation, dont la finalité devait être en tout subordonnée à l'intérêt supérieur de l'Etat totalitaire :

« La conception corporative est justement une conception selon laquelle

l'Etat s'affirme non pas comme une addition d'individus ou de syndicats, mais comme une entité supérieure au syndicat, opposée et supérieure au syndicat lui-même, car l'Etat lui aussi, selon la doctrine fasciste et corporatiste, est précisément un *corpus*, c'est-à-dire une personne morale, vivante et authentique, qu'on ne peut réduire à ses « atomes », qu'ils soient syndicalistes ou qu'ils soient individuels (23). »

Le 24 mars 1929, eurent lieu les premières élections d'une Chambre des députés remodelée selon les exigences du nouvel ordre dictatorial. Le nombre des parlementaires avait été porté de 560 à 400, choisis par le Grand Conseil du fascisme parmi mille noms suggérés par les diverses instances du régime (Parti national fasciste, syndicats, organisations d'assistance et culturelles diverses) et constituant une liste unique.

Les électeurs étaient seulement invités à répondre par oui ou par non à ce plébiscite.

Les résultats furent bien entendus sans surprise : 8 millions et demi de « oui » contre 135 761 « non » et un peu plus de 8 000 bulletins nuls. La participation avait été massive (89 %).

Plus intéressant est le fait que parmi les 400 heureux élus, le nombre des patrons excédait celui des travailleurs (31,25 % pour les premiers, 22,25 % pour les seconds), alors que près de la moitié des députés (197 sur 400) avaient fait partie des Chambres précédentes (24). Des résultats vraiment éclairants pour un régime qui continuera encore pendant deux décennies à se prétendre « social » et « novateur ».

Frank LA BRASCA

(23) Cité par Salvatore Lupo, *Il fascismo. La politica di un regime autoritario* [Le fascisme. La politique d'un régime autoritaire], Roma, Donzelli Editore [Virgolette/5], 2005, p. 228.

(24) Chiffres donnés dans l'article de F. Perfetti, *La discussione sul corporativismo*, déjà cité.

Les mutineries de 1917

Les mutineries de 1917

Les mutineries de 1917 traduisent un mouvement général de révolte et de contestation radicale de l'autorité militaire, qui concerne plusieurs milliers de soldats sur le front Ouest. Cette résistance à la guerre et sa dimension révolutionnaire est minimisée le plus souvent, voire occultée, dans l'enseignement officiel.

La commémoration du centenaire de 1914-1918 révèle significativement la minceur des publications consacrées à cet événement majeur. Les travaux des historiens reconnus, à l'exemple de Pédroncini ou de J. J. Becker, traduisent une volonté affirmée de relativiser l'importance de cette révolte et de réduire clairement ou d'ignorer tout simplement sa dimension politique de rejet du système en place. Il est donc important de savoir comment un tel bouleversement des structures militaires a pu s'imposer alors au printemps 1917 et quelles ont été les motivations profondes des soldats mutins.

Il s'agit tout d'abord de se pencher sur la nature de la controverse historiographique qui a vu la recherche historique largement tronquée et manipulée, visant à laisser croire que le soldat révolté apparaissait comme un soldat forcément fidèle et respectueux de l'ordre politique et militaire.

A la lumière des thèses d'A. Loez, notamment, on pourra montrer le caractère contestataire et radical du combat engagé

en procédant à une recontextualisation indispensable pour mieux distinguer la profondeur et la richesse des revendications des soldats mutins décidés à mettre fin à la guerre. Par une approche détaillée des formes de répression qui s'abattent sur les auteurs des mutineries, on pourra mesurer toute la détermination et la violence de l'état-major à stopper toute forme de contagion et de propagation de cette crise à l'intérieur du pays.

Enfin, en dressant le portrait du soldat mutin, reflet fidèle d'une maturation politique et idéologique incontestable, on analysera le sens de la lutte et des espoirs des fantassins contre l'appareil militaire et étatique, décidé pour sa part, quoi qu'il en coûte, à poursuivre les combats.

La controverse historiographique, une recherche historique tronquée et manipulée

C'est Guy Pédroncini (1), le premier, qui, en 1967, aborde la question des mutineries, mais la lecture qu'il en fait apparaît pour le moins réductrice et partielle. Selon lui, les soldats mutins restent avant tout des soldats citoyens, patriotes dans l'âme, respectueux de l'ordre militaire, revendi-

(1) Guy Pédroncini, *Les mutins de 1917*, Paris, PUF, 1967.

quant seulement une meilleure conduite des combats par des officiers compétents après l'échec de l'offensive du général Nivelle d'avril 1917. Guy Pédroncini insiste également sur le rôle central joué par Pétain pour réduire cette sédition, saluant « *sa fermeté noble* », « *sa hardiesse dans l'action* », faisant régner l'ordre dans l'armée tout en s'appliquant à améliorer le sort du soldat par un meilleur régime de permissions, un meilleur approvisionnement. Ses conclusions pour le moins schématiques sont reprises fidèlement par le corps enseignant de l'époque.

Jean-Jacques Becker, pour sa part, soutient une argumentation tout aussi contestable. Comme Pédroncini, il minimise (2) l'action des soldats mutins qui ne touche qu'une ultime minorité de combattants, selon lui. Il réduit cette crise « *à des flambées plus ou moins violentes, plus ou moins importantes, mais assez brèves, de quelques heures à un ou deux jours, qui soulagent et que l'on regrette* », reprenant fidèlement les propos tenus par son collègue.

Il affirme hautement que la répression militaire « *a été incontestablement modérée* » et déclare que les soldats « *n'ont jamais mis en balance la révolution et la paix* ». Attaché au culte de la défense nationale, il ne voit dans ce désordre général qu'une impasse desservant l'intérêt du pays tout entier. Dans la polémique qu'il engage avec Lionel Jospin qui réclame la réhabilitation des mutins, J. J. Becker (3) n'hésite pas à nier la décimation qui frappe les responsables des mutineries et à déclarer qu'il serait plus judicieux de parler de « *condamnés* » que de « *fusillés pour l'exemple* ».

Au cours des années 1990, un couple d'historiens formé d'Annette Becker et d'Audoine Rousseau (4) lance le concept fort contestable de « *consentement national* ». A leurs yeux, l'ensemble des combattants ont tous consenti à l'effort de guerre et ont soutenu tout au long du conflit une culture de guerre constante et sans faille (5).

Dans ces conditions, les mutineries leur apparaissent comme un simple accident sans portée véritable. Les mutins, une fois encore, demeurent des soldats patriotes prêts à continuer, sans fléchir, les combats pour une victoire prochaine. Ce concept

nouveau fait alors autorité au sein du milieu universitaire, il est repris et officialisé dans l'enseignement secondaire. Les élèves de première et de terminale annoncent encore trop souvent avec le plus grand sérieux ce genre d'analyse.

D'autres chercheurs manifestent le même schématisme historique. Dès 1998, Léonard V. Smith (6), historien américain, affirme doctement que les mutineries se réduisent à « *une simple négociation de l'obéissance* », les soldats refusant d'obéir à des généraux incompetents, fidèles qu'ils sont à un patriotisme défensif au service de la nation. George Mosse (7), historien américain, pour sa part, en vient à parler de « *brutalisation* » des sociétés et du peuple des soldats, le consentement national, la culture de guerre faisant partie intégrante du combattant générant, selon lui, à la fin du conflit, l'éclosion de régimes dictatoriaux à l'exemple du nazisme ou du fascisme en Europe.

C'est bien sûr ignorer tout un pan de l'histoire contemporaine, à savoir les mouvements pacifistes, humanistes, internationalistes, les mutineries, les mouvements révolutionnaires en Alsace, en Allemagne, en Italie surgis au cours des années 1918-1919, la place de la révolution russe comme modèle d'émancipation, l'extrême richesse des publications d'écrivains soldats dénonçant la guerre et appelant à la fraternité et à la paix universelle.

Enfin, Denis Rolland (8), en 2005, voit dans les mutineries, qu'il étudie pourtant

2) Jean-Jacques Becker, 1917, *l'année terrible*, p. 263, p. 266, in 14-18, Mourir pour la patrie, Paris, Seuil, 1992.

(3) *La Voix du Nord*, 10 novembre 1998, in : Nicolas Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 2002.

(4) Stéphane Audoine-Rousseau et Annette Becker, *Violence et consentement : la culture de guerre du premier conflit mondial*, in : Jean Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *Histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, pp. 251 à 271. Il est à noter qu'A. Becker est la fille de J. J. Becker et que S. Audoine-Rousseau est le disciple de J. J. Becker.

(5) S. Audoine-Rousseau et A. Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

(6) Leonard V. Smith, *Between Mutiny and Obedience, The Case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton University, 1994.

(7) George Mosse, *De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

(8) Denis Rolland, *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Paris, Imago, 2005.

avec rigueur, une sorte de « rouspétance », « une grogne générale » du soldat face aux difficultés traversées, et réduit les mutineries à « une grève des tranchées », négligeant gravement la diversité et la profondeur des actes politiques des soldats mutins.

Une autre lecture, une autre recherche

Face à cette pensée historique dominante et réductrice, il est heureux de constater que plusieurs chercheurs, à l'exemple d'André Loez (9), Nicolas Offenstadt, André Bach (10), se sont appliqués à soutenir une autre démarche. Il n'est plus question de présenter le soldat mutin comme un être désincarné, vierge de toute pensée politique à l'exception d'un patriotisme triomphant, privé de toute conscience historique et idéologique, n'ayant jamais de son vivant engagé une quelconque action militante, jamais inscrite dans un tissu socio-économique et sociopolitique donné.

Il s'agit, pour ces chercheurs, d'opérer une recontextualisation indispensable et précieuse touchant les mutineries et les soldats mutins.

L'année 1917 est avant tout une année de crises majeures et de troubles manifestes auxquels est confronté le fantassin : sur le plan national, manifestations ouvrières, grèves multiples, échecs militaires répétés, sur le plan international, victoire de la révolution russe de février 1917, propositions de paix de Charles I^{er}, du pape Benoît XV, négociations de paix encouragées par Malvy et Caillaux, conférences socialistes internationales de Zimmerwald (1915), de Kienthal (1916), de Stockholm (1917), auxquelles participent plusieurs militants syndicaux et députés français, plusieurs courants pacifistes et internationalistes qui culminent en 1917 avec la figure tutélaire de Roman Rolland et son célèbre « *Au-dessus de la mêlée* » (1916) et les nombreuses revues pacifistes comme *Demain*, d'Henri Guilbeaux, *Les Humbles*, de Maurice Wulens, production littéraire de plus en plus importante stigmatisant la souffrance du soldat des tranchées, à l'exemple du *Feu* (1916), d'Henri Barbusse.

A partir de cette contextualisation incontournable, il est nécessaire de mesurer toute la richesse des propositions éminemment politiques des soldats révoltés directement inspirées d'un anticapitalisme, d'un antimilitarisme, d'un révolutionnarisme clairement affichés.

Les mots d'ordre et les slogans se multiplient au sein des régiments : *A bas la guerre, Vive la paix, Vive la révolution, Vive Jaurès !* La révolution russe devient un modèle, le chant de l'*Internationale* et du *Drapeau rouge* accompagnent chaque manifestation, la *Chanson de Craonne* avec sa dimension foncièrement anticapitaliste et révolutionnaire est sur toutes les lèvres, la *Carmagnole* ou le chant du 17^e RI retentissent également, mais jamais la *Mar-seillaise*.

La mise en cause des généraux, accusés d'être des « assassins », des « buveurs de sang », des « bouchers », se multiplie et conduit à des attaques physiques contre certains supérieurs, insultés, giflés ou molestés comme au 4^e RI, au 18^e RI ou au 41^e RI. Le caractère de lutte de classes et de revanche sociale est ici clairement affirmé. La lecture des tracts ou du courrier des insurgés révèle une pensée socialiste extrémiste. Plusieurs soldats, comme au 39^e DI ou au 78^e RI, se déclarent totalement indifférents à la victoire et au sort de l'Alsace-Lorraine, foulant au pied l'idée de patriotisme et de reconnaissance de l'Etat en guerre.

D'autres, au sein du 28^e BCA, dénoncent la presse et sa propagande éhontée, la complicité criminelle des dirigeants politiques, « *A bas Poincaré ! A bas Ribot !* », stigmatisent le silence coupable des députés qui ne représentent plus les soldats et le prolétariat ouvrier, exprimant une forme d'antiparlementarisme virulent.

Au 15^e DIC, un appel à éliminer les officiers est lancé pour faire cesser le carnage. Au 28^e BCA, on s'en prend au pouvoir financier et à la bourgeoisie d'affaires, qui accumulent des superprofits aux dépens

(9) André Loez, 14-18, *Les refus de guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Folio, 2010.

(10) André Bach, *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915*, Paris, Taillandier, 2004. *Justice militaire, 1915-1916*, Paris, Vendémiaire, 2013.



20 mai 1917 : fusillés pour l'exemple !



Mutineries en mai-juin 1917

des soldats et du peuple, au nom d'un anti-capitalisme clairement assumé.

Cette volonté de s'attaquer à l'autorité et à la hiérarchie militaires, de dénoncer la discipline de fer qui règne dans les régiments, se retrouve dans le comportement des soldats contestataires par un vandalisme des gares d'une ampleur exceptionnelle, touchant non seulement les zones des mutineries, mais également l'intérieur du pays, en Bretagne, dans le Bordelais, en Ile-de-France, à Troyes, Tours, Aurillac, Lyon, à Béziers, Nîmes et Marseille pour les soldats en partance pour l'armée d'Orient (11).

Au cœur de l'insurrection qui débute dans le Soissonnais, le Tardenois, puis gagne la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, traçant une ligne continue de l'Oise aux Vosges (12), les soldats insurgés tentent d'organiser une marche sur Paris dans le but de rallier les grévistes et le prolétariat des villes, afin de mettre fin à la guerre par une grève générale, principe idéologique fondé sur la solidarité du prolétariat ouvrier et le peuple des soldats.

Au milieu de cette effervescence généralisée, des revendications plus respectueuses de l'ordre républicain se font jour parmi les soldats, directement inspirées d'« une obsession égalitaire » : faire la chasse aux embusqués, aux profiteurs de guerre, aux marchands de canons, réclamer un régime de permissions plus égalitaire, une rotation plus juste des compagnies pour monter au combat, exiger la présence obligatoire des officiers supérieurs en première ligne, mettre fin aux brimades et aux mauvais traitements de l'encadrement militaire. Pour eux, l'inégalité devant la mort est intolérable. Les principes de démocratie et de justice doivent s'imposer durablement.

A partir de cette mise au point historique salutaire, A. Loez, en particulier, s'essaie à dresser une typologie du soldat mutin (13), distinguant « *le mutin tapageur* », qui par sa violence s'en prend à toute forme symbolique d'autorité, « *le mutin gréviste* » protestant dans le cadre du droit militaire, « *le mutin citoyen* » fondant son action revendicative sur la confiance qu'il a dans les institutions militaires et gouvernementales, « *le mutin militant* » appelant à la grève et à la révolution (14).

La répression des mutineries

La répression mise en place par l'armée avec l'appui du gouvernement traduit certes un rapport de domination hiérarchique, mais elle est surtout l'expression violente d'un antagonisme de classes. En effet, dès les premiers jours, l'état-major, au nom d'une tradition aristocratique figée, exprime son mépris total pour la masse des soldats, piétaille vulgaire bonne à exécuter les ordres et à se faire tuer. Dans ces conditions, l'ordre doit régner, la force doit l'emporter, la répression doit être immédiate et brutale. Pour ces officiers, il n'est pas possible d'admettre un quelconque désordre, un semblant de contestation, d'où un comportement aveugle de violence extrême de leur part. Au 42^e RI, le commandant Jusselain, approuvé par son lieutenant colonel, fait tirer sur les mutins. Coût humain : un mort, trois blessés. Le général Fayolle, du 217^e RI, et le général de Cadoudal, du 128^e RI, sont prêts à faire feu sur les soldats révoltés (15).

Dépassant ce type de réaction émanant d'un milieu militaire dépassé, d'un monde clos, ignorant la société et ses strates sociales, l'état-major applique une tactique plus élaborée et plus fourbe. Après les exhortations d'usage, les appels au calme, les autorités feignent de négocier, laissant volontairement pourrir le conflit, car ils savent que les mutins sont isolés, perdus dans la campagne, sans lien solide avec le reste du pays. Le but poursuivi est donc de temporiser, de faire semblant d'accorder satisfaction. Il s'agit plus perfidement encore d'infiltrer le mouvement avec l'aide d'agents de sûreté, d'agents doubles, ou de mener un travail d'enquête avec l'aide de la police et de la gendarmerie. Plus sérieusement, devant l'imminence d'une marche sur Paris projetée par les mutins, la raison

(11) A. Loez, *14-18...*, *op. cit.*, voir les cartes pp. 244, 247.

(12) A. Loez et Nicolas Mariot, *Obéir, désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008. Voir les cartes établies par N. Mariot.

(13) A. Loez, *14-18...*, *op. cit.*, pp. 428-429.

(14) Cette typologie peut surprendre par l'emploi de qualificatifs qui ne soulignent pas suffisamment la force de l'engagement des soldats mutins.

(15) A. Loez, *14-18...*, *op. cit.* pp. 477-478.

d'Etat s'impose aussitôt ; Painlevé, Pétain et Poincaré sont déterminés à frapper vite et fort. Il est décidé d'éloigner du front les sections dangereuses du lieu insurrectionnel, d'encercler les gares avec des régiments sûrs, composés de cavaliers, de sections de spahis, de tirailleurs marocains, sans liaison avec les soldats mutins, appuyés de compagnies de gendarmerie, de protéger Paris en concentrant des troupes autour de la capitale (16). A un degré moindre, le contrôle postal est renforcé, afin de repérer et de châtier le fantassin ouvertement antimilitariste ou favorable aux mutins.

Mais la tâche la plus urgente est de tuer dans l'œuf ce mouvement de révolte par une politique de répression brutale et systématique, de condamner à la peine capitale les meneurs, de faire un exemple afin d'impressionner la troupe et lui faire passer l'envie de poursuivre la lutte. Pétain se charge alors de remettre en cause les dispositions juridiques obtenues de haute lutte par le député radical Paul Meunier au sujet des conseils de guerre, en avril 1916. Tout au long du mois de juin, il obtient l'application de mesures d'exception : jugement du mutin sans instruction préalable (1^{er} juin), suppression du recours en révision (8 juin), révocation des suspensions de peines (10 juin), exécution du mutin sans en référer au pouvoir politique et sans recours en grâce (12 juin). Painlevé, ministre de la Guerre, soutient sans réserves cette politique. L'heure est au secret et à la raison d'Etat. C'est seulement les 15-17 juillet que ces dispositions seront abrogées sous la pression de plusieurs ministres et députés.

Si les mutineries se situent autour de 111 théâtres d'opérations et rassemblent entre 60 000 et 80 000 mutins, les condamnations à mort effectives sont au nombre de 57 sur 1 700 condamnations prononcées. 500 condamnations à mort sont commuées en déportation ou incarcération en forteresse. 2 000 soldats sont extraits de leurs régiments considérés comme foyers d'indiscipline, et dirigés en Afrique du Nord, en Afrique occidentale ou en Indochine (17), chiffre que Pétain estime suffisant pour marquer les esprits. La pratique « des tranchées carcérales » est aussi employée : il s'agit d'envoyer les meneurs ou les soldats peu sûrs en première

re ligne, où leurs chances de survie sont des plus réduites.

Il est important d'insister sur l'exécution elle-même, relevant d'un cérémonial cruel et cynique : unité chargée de l'exécution étrangère au régiment du condamné, discours des autorités militaires au régiment rassemblé, lieu d'exécution tenu secret, batterie fanfare présente pour étouffer toute déclaration ultime du condamné, coup de grâce, dépouille du condamné présentée au régiment qui doit défiler devant leur camarade tué. Malgré le poids de cette machine répressive, il est à noter que plusieurs régiments, comme le 67^e, le 85^e RI, persistent à refuser de monter en ligne à la fin du mois de juin.

Le portrait du soldat mutin

Dans cette approche générale des mutineries, il est important de tenter de tracer le portrait du soldat mutin. La majorité des soldats révoltés appartiennent tous à l'infanterie, ils sont le plus souvent jeunes, moins dominés socialement que leurs aînés, armés d'une énergie contestataire qu'il leur fait rejeter toute soumission à la pensée dominante, à l'idée d'une guerre rapide et forcément victorieuse, riches d'une expérience politique et militante héritée de la vie civile.

Aucun officier n'est présent dans leurs rangs. Issus de la bourgeoisie, plus rarement de l'aristocratie, ces derniers restent les gardiens fidèles et dévoués de l'Etat et de l'ordre économique. Si l'origine géographique des soldats mutins conduit à certains archétypes répandus dans la troupe, les Méridionaux peu ardents au combat, les Parisiens fauteurs de troubles, il est à noter un nombre non négligeable d'employés, d'artisans, d'instituteurs, du fait de leur fréquentation à l'écrit et de leur culture politique, et un nombre plus réduit d'ouvriers, réquisitionnés qu'ils sont dans les usines d'armement. On remarque une très faible représentation des professions manuelles ou de non-qualifiés.

(16) Le général Dubail informe le gouvernement qu'il dispose de 3 600 hommes à Paris et peut bénéficier de 2 500 hommes supplémentaires.

(17) D. Rolland, *La grève...*, op. cit., p. 391.

Dans l'étude politique des mutineries, il est indispensable de rappeler que le phénomène de résistance à la guerre ne s'est pas manifesté subitement en 1917 sous sa forme insurrectionnelle, mais relève d'un long mûrissement des sensibilités pacifistes, antimilitaristes des soldats depuis le début des hostilités. Toutes les formes de rejet, de contestation, de désobéissance vont se manifester de 1914 à 1917, et au-delà.

Cette logique d'indiscipline et de désobéissance prend plusieurs formes : refus d'exécuter des corvées, passivité face aux ordres donnés, absence de zèle combattant, résignation, insulte, outrage ou voie de fait sur un gradé, vols, ivresse, faux en écriture pour l'obtention de permissions dans le cadre du rejet de la discipline au sein du corps d'armée, rédaction de pétitions, mutilation volontaire, refus d'attaquer, trêve tacite avec l'ennemi, fraternisation, désertion, reddition, mutineries dans le cadre d'une mise en accusation globale de l'autorité militaire.

Ces diverses formes de contestation sont encore amplifiées par la connaissance d'exemples tragiques d'arrestations, d'internements, d'exécutions perpétrées par les « conseils de guerre spéciaux », qui séviront jusqu'en avril 1916, sans recours en révision et absence de droit de grâce. Le coût humain de ces juridictions d'exception est très lourd : plus de 600 exécutions fin 1916, à partir de l'étude très fouillée d'André Bach.

La mémoire collective des combattants est alors durablement marquée par des cas tragiques répétés : le soldat Lucien Bersot (février 1915), les drames de Souain (mars 1915), de Vingré (novembre 1914), de Flirey (avril 1915), les exécutions sommaires sans jugement de civils accusés d'espionnage dans le Nord de la France (automne 1914). De la lassitude au dégoût, les soldats se tournent alors vers les mutineries. On comprend mieux le long processus qui va précipiter le soldat dans un mouvement de contestation générale au cours des mois d'avril à juillet 1917, tout le long du front de l'Oise aux Vosges.

Cette rage d'en finir avec le système en place, cette souffrance irrépressible déboucheront sur l'éclosion d'un mouvement pacifiste général, aussitôt la guerre finie,

qui perdurera jusqu'en 1939. Au cœur des organisations antimilitaristes, les rescapés du front s'appliqueront à faire le procès des chefs militaires et de leur entêtement criminel, cloueront au pilori le socialisme de guerre et le parlementarisme bourgeois, condamneront les conseils de guerre et leurs exactions, réclamant sans relâche la réhabilitation des fusillés, saluant la mémoire des victimes de Souain, de Vingré, de Flirey, et rendant hommage aux mutins de la mer Noire (18).

Conclusion

Dans le cadre de cette étude sur les mutineries, il est important d'insister sur la manière dont la recherche a été tronquée, manipulée, à partir des travaux de spécialistes comme Pédroncini, J. J. Becker et ses associés, ceux-ci s'appliquant à nous présenter le soldat mutin comme un soldat patriote adhérant spontanément à l'effort de mobilisation et à une culture de guerre généralisée dans le cadre d'un consentement national. Cette lecture particulière du terrain historique est alors acceptée par le corps enseignant, qui reproduit fidèlement, avec ses élèves, ces thèses pour le moins contestables.

Consentement national, logique de guerre, brutalisation des sociétés sont à l'envie répétés et expliqués en cours. Plus encore, au nom du principe de neutralité de l'enseignant, le professeur s'interdit de contester ou de corriger cette version particulière des faits. Tout débat, toute remise en cause de l'analyse historique, toute for-

(18) Victor Méric, du *Populaire*, Gabriel Reuillard, de *l'Humanité*, Henry Bellamy, du *Progrès Civique*, dénoncent les conseils de guerre, mais aussi exigent l'identification des officiers coupables de tels crimes auprès de leurs lecteurs, tandis que Raymond Lefebvre, de *Clarté*, veut tracer le martyre des fusillés de 1917. Blanche Maupas, de son côté, avec l'appui de la Fédération des instituteurs, de L'École émancipée et de la Ligue des droits de l'homme d'Henri Guernut, se battra sans relâche pour obtenir la réhabilitation de son mari et de ses camarades (Affaire de Souain, arrêt du 3 mars 1934). Voir N. Offenstadt, *Les fusillés...*, op. cit., Alain Cuenot, *Clarté, 1919-1928, Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien*, Paris, L'Harmattan, 2011, R. G. Réau, *Les crimes des conseils de guerre*, Paris, Progrès civique, 1925. Jean Yves Le Naour, *Fusillés*, Paris, Larousse, 2010. Il est utile de souligner que les mutineries de l'armée russe à La Courtine (Creuse) marqueront également la conscience des combattants français. Voir Rémi Adam, *1917, la révolte des soldats russes en France*, Pantin, Les bons caractères, 2007.

CHANSON DE CRAONNE

par Raymond LEFEBVRE et Paul VAILLANT-COUTURIER

Quand au bout de huit jours le repos terminé
On va reprendre les tranchées.
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la ville
Mais c'est bien fini on n'a assez
Personne ne veut plus marcher
Et le cœur bien gros comme dans un sanglot
on dit adieu au civ' lot
Même sans tambour même sans trompette
On s'en va là-haut en baissant la tête

De cette ville que vous connaissez bien on dit adieu au civ' lot
Même sans tambour même sans trompette
On s'en va là-haut en baissant la tête

REFRAIN
Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes,
C'est pas fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme,
C'est à Craonne, sur le plateau,
Qu'on doit laisser son peau,
Car nous sommes tous condamnés
C'est nous les sacrifiés...

Chanson d'auteur anonyme recueillie par R. Lefèvre et Vaillant-Couturier
Elle se chante sur l'air de *Bonsoir M'amour* (J.Sablon)
Elle a circulé en 1917

Mille ans à Bouhet

Chemin
des
Dames

me d'intelligence critique sont proscrits : le cours, rien que le cours !

A partir de ce mythe du consentement national, tout un pan de l'histoire est jeté aux oubliettes : la place centrale, après 1918, du pacifisme, de l'humanisme, de l'internationalisme, du révolutionnarisme, le rôle majeur des écrivains soldats dénonçant la guerre dans un nombre impressionnant de publications, l'engagement des intellectuels dans de multiples mouvements antimilitaristes et révolutionnaires, prônant la paix et la fraternité entre les peuples, à l'exemple de Romain Rolland ou d'Henri Barbusse pour ne citer qu'eux.

On comprend mieux la satisfaction affichée par Xavier Darcos et Luc Chatel, qui se sont appliqués à reprendre dans leur réforme du programme d'histoire et de géographie de première et de terminale cette approche des faits, et qui se sont ingéniés à éradiquer toute espèce de pensée historique critique, toute approche des questions sociales et économiques contestant l'ordre établi.

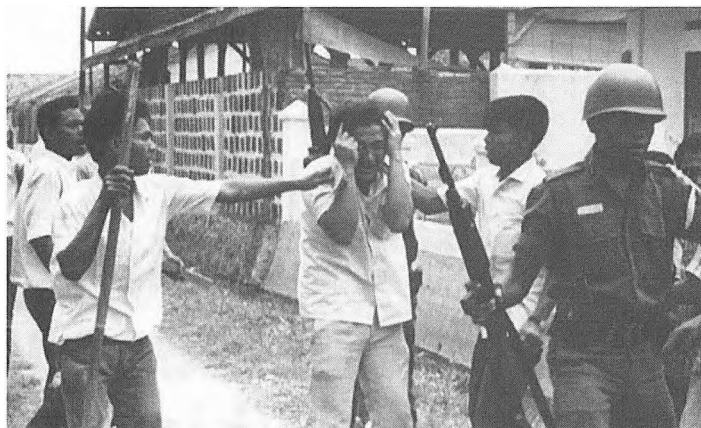
Il est donc important de saluer plus particulièrement le travail précieux d'A. Loez, mais aussi les recherches de N. Offenstadt et d'A. Bach, qui ont su rétablir les faits dans leur richesse et leur com-

plexité, présenter une vision rigoureuse et fouillée des mutineries de 1917 et non pas se contenter d'une lecture schématique, voire caricaturale, de l'engagement des soldats mutins. Il est aussi utile de souligner l'intervention de plusieurs historiens citoyens qui cherchent à retracer l'itinéraire de soldats victimes des cours martiales et de réhabiliter leur mémoire et le sens profond de leur combat.

Dans l'approche de l'engagement du fantassin révolté, le continuum du refus de guerre s'impose dès l'année 1914, pour atteindre une forme extrême en 1917. La conscience politique et morale du soldat se construit et se consolide tout au long des opérations militaires, et s'inscrit dans un environnement social, culturel et diplomatique spécifique. Le combattant n'est pas un être hors du temps, vierge de toute culture et de toute expérience politique et philosophique donnée. En considérant avec attention le combat engagé par les mutins en 1917, on comprend mieux l'impérieuse nécessité qu'il y a à se mobiliser pour assurer la défense de l'humain, de la paix et de la démocratie face à l'appareil d'Etat et à ses structures militaires omnipotentes.

Alain Cuenot

**Il y a 50 ans,
“le plus grand massacre
de masse de l’histoire”**



Répression et lynchage



Le camp de Buru

Il y a 50 ans, "le plus grand massacre de masse de l'histoire"

Le 30 septembre 1965 débuta en Indonésie le massacre de près d'un million de communistes et de syndicalistes.

Acte de naissance de la dictature de Suharto, l'histoire du massacre ne sera traitée par aucun des guides touristiques ou autres livres grand public qui évoquent l'histoire de l'Indonésie. Ces ouvrages reproduisent presque à la lettre la version officielle. On y retrouve un ensemble d'explications complexes et improbables... Le Parti communiste indonésien (PKI) aurait préparé un coup d'Etat contre le président Soekarno avec l'aide d'un mouvement dirigé par un lieutenant-colonel, chef d'un groupe de la garde présidentielle qui se donne le nom de « Mouvement du 30 septembre ». Ce groupe kidnappe et exécute six généraux de l'armée indonésienne.

En réaction et « pour sauver Soekarno », un autre général, quasiment inconnu avant cette date, Suharto, affirme que le PKI est l'auteur de cette exécution et procède méthodiquement à « l'éradication du communisme » sur le territoire indonésien. Les Etats-Unis n'auraient apporté qu'un soutien logistique et financier à l'armée, laquelle représentait désormais le dernier rempart de défense de la « démocratie » en Indonésie.

Suharto et la CIA reconnaissent plusieurs centaines de milliers de morts et installent le 1^{er} octobre une dictature qui durera 33 ans.

Réfugiés en Chine ou en Europe, ceux qui ont survécu au massacre ont parlé, mais leur voix a été couverte partout dans le monde. Le silence est tombé sur un événement que même la CIA qualifiait de « *plus grand massacre de masse de l'histoire* ».

L'ambassadeur des Etats-Unis saluait officiellement ce changement de régime appelé de leurs vœux, mais niait toute implication directe.

Les faits sont têtus...

Le 50^e anniversaire de ce massacre pose avec force l'exigence du rétablissement officiel de la vérité.

En 2007, neuf ans après la démission de Suharto, le général Michael Hayden, patron de la CIA, annonçait la décision de déclassifier des documents, connus dans l'agence sous le nom des « *bijoux de famille* », lors d'une conférence de la Société des historiens des relations des Etats-Unis avec l'étranger. Il le fit dans ces termes : « *Une grande partie (de ces informations) a déjà été révélée par la presse et, pour la plupart, elles ne sont pas flatteuses, mais c'est l'histoire de la CIA.* ».

Une porte est désormais entrouverte à ceux qui recherchent la vérité sur ce massacre et sur le rôle précis joué par la Maison-Blanche.

Les chercheurs disposent désormais de sources indiscutables. Ce n'est pas le cas du grand public, qui reste dans l'ignorance. Très peu d'ouvrages parus sur cette question lui sont accessibles.

Le massacre commence le 30 septembre, et, en quelques mois, aura coûté la vie à près d'un million de communistes et de sympathisants. Son histoire, c'est d'abord l'histoire de la politique américaine à l'égard d'un peuple tout juste sorti de la colonisation.

Les méandres de la politique de Soekarno dans l'Indonésie indépendante

Soekarno, chef du Parti national indonésien (PNI), proclame le 17 août 1945 l'indépendance de la République d'Indonésie.

Les colons hollandais et le gouverneur qui avaient fui à l'arrivée des Japonais en 1942 tentent de reprendre la place.

Le peuple indonésien ne peut accepter le retour des anciens maîtres. En 1946, le gouvernement hollandais déclenche une guerre contre la population de l'archipel, qui dura trois ans.

Les Etats-Unis, directement et dans le cadre de l'ONU, font pression sur les deux camps pour trouver un compromis protégeant les intérêts des propriétaires internationaux et hollandais.

Soekarno accepte de rendre les terres à leurs anciens propriétaires hollandais qui avaient fui en 1942, mais, pour la masse des paysans pauvres, qui exigent la redistribution des terres, c'est un renoncement intolérable. En 1948, ils se soulèvent. La répression est féroce. On compte plus de 18 000 morts, de nombreux dirigeants du Parti communiste indonésien (PKI), dont le secrétaire général, Musso, sont exécutés.

En 1949, c'est la révolution chinoise. Cet événement annonce, pour le président Truman, le basculement de tout le continent asiatique. La moitié de la planète pourrait échapper à l'impérialisme. Après l'URSS et la Chine, les peuples colonisés d'Asie entrent dans la tourmente et exigent l'indépendance. La stratégie d'endigement

(1) définie en Europe en 1946 doit être mise en œuvre en Asie.

La guerre de Corée est décidée en 1950, durera trois ans. Cette guerre vise à inverser la marche des événements.

Au prix de plus de trois millions de morts dans les populations chinoises et coréennes, l'impérialisme a fixé, et pour longtemps, la frontière sur le 38^e parallèle qui partitionne la Corée.

Dans le même temps, les Etats-Unis doivent aider l'armée française engagée dans le borbier indochinois.

La guerre d'indépendance des peuples indonésiens contre la Hollande menace de déboucher sur une nouvelle révolution. Le PKI, devenu le plus grand parti d'Indonésie, avec une très forte implantation dans la paysannerie, est le troisième PC au monde, avec trois millions d'adhérents, juste derrière le PCUS et le PC chinois. Il peut jouer un rôle décisif.

Soekarno avait cherché à convaincre Truman de sa fidélité lorsque, en 1948, il s'était engagé dans une répression féroce contre le PKI, n'hésitant pas à exécuter plusieurs de ses dirigeants.

Au début des années 1950, Soekarno opère un virage à 180 degrés.

Le dirigeant nationaliste, en voulant défendre l'intégrité territoriale de l'Indonésie, s'oppose de facto aux stratégies de recomposition du Sud-Est asiatique programmées par les Britanniques et les Etats-Unis.

La crise de l'Irian Barat

Le 27 décembre 1949, le gouvernement de La Haye reconnaît officiellement la République indonésienne. Le gouvernement indonésien, de son côté, s'engage à définir de nouveaux rapports de coopération avec l'ancienne métropole, notamment en restituant à leurs anciens propriétaires les terres occupées.

Mais la question de la Nouvelle-Guinée occidentale (ou Irian Barat), revendiquée par le gouvernement de Jakarta dès sa fondation, reste en suspens.

(1) La stratégie d'endigement (containment) a été définie par Truman en avril 1947 pour l'Europe et généralisée à partir de 1949, après la révolution chinoise, pour l'Asie.

L'Irian Barat est une province d'Indonésie située dans la partie extrême-occidentale de la Nouvelle-Guinée qui recouvre toute la péninsule dite *Vogelkop* (« tête d'oiseau ») et les îles environnantes.

Les Hollandais s'opposent au rattachement de l'Irian Barat à l'Indonésie et sont soutenus, au sein de l'ONU, par toutes les puissances occidentales à la remorque des Etats-Unis. Soekarno, excédé, menace de sortir de l'ONU si la souveraineté de l'Indonésie sur l'Irian Barat n'est pas reconnue. C'est la première phase d'un tournant dans les relations entre le régime indonésien et l'impérialisme américain. La seconde se joue à Bandung, sur l'île de Java.

La conférence de Bandung (18 avril 1955)

Parallèlement au conflit avec la Hollande (1946-1949) se déroule la guerre d'Indochine, qui s'achève par la signature des accords de Genève en juillet 1954, un point final au processus de décolonisation de l'Asie.

Les leaders des principaux mouvements de libération, chefs d'Etat ou chefs de parti se rassemblent en avril 1955 dans la ville de Bandung, sur l'île de Java. La conférence constitue l'acte de naissance du « Mouvement des non-alignés », ce nouveau pôle des Etats « refusant les implications étasuniennes ou soviétiques dans leur politique étrangère ». Bandung se conclura par un appel à la décolonisation de l'Afrique.

Fixée le 18 avril 1955 par la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, la conférence avait réuni 29 chefs d'Etat ou futurs chefs d'Etat africains et asiatiques, issus de la décolonisation pour la plupart. Parmi les participants figuraient Nasser, président de l'Egypte, l'Indien Nehru et le Chinois Zhou Enlai, et, bien sûr, Soekarno, qui accueille la conférence.

Jusqu'au 24 avril, les thèmes abordés tournèrent autour de la question de l'indépendance du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie, de l'Apartheid en Afrique du Sud, ainsi que des conflits israélo-arabes et de l'interdiction de la bombe atomique. Même si aucune organisation commune

n'était mise en place, la conférence aboutit à l'élaboration de dix principes, parmi lesquels figuraient le respect des droits de l'homme, l'égalité entre tous les peuples, le respect de la Charte des Nations Unies en matière de défense et le règlement des conflits de façon pacifique. Tout colonialisme et impérialisme étaient condamnés.

De fait, la conférence de Bandung plaçait le pays d'accueil, l'Indonésie, et son président Soekarno au cœur de nouveaux rapports de force et d'une nouvelle géopolitique qui « cherchait à dépasser les clivages Est-Ouest ».

Le positionnement désormais ouvertement « anti-impérialiste » de Soekarno ouvre une période de dix ans durant laquelle les crises et tensions se développeront crescendo.

Cette ligne est fortement contestée par une partie de l'armée indonésienne. Des chefs des partis modérés et du PNI s'éloignent de Soekarno. Plusieurs de ses ministres ainsi que le vice-président Hatta quittent le gouvernement au nom de leur « amitié avec les Etats-Unis ».

Sur le plan social, la situation se radicalise. Malgré les programmes et les engagements de Soekarno, la grande majorité des entreprises agricoles (plantations) ou industrielles (minières essentiellement) restent possédées, en pleine propriété, par des sociétés étrangères. Le sentiment d'une révolution inachevée parcourt l'archipel et traverse tous les courants politiques, PKI et partis musulmans, les associations paysannes et des organisations syndicales.

La crise de "la Permesta"

Les premiers mois de l'année 1957, la CIA procède aux distributions d'armes et d'hommes aux mouvements rebelles fabriqués de toutes pièces, du PRRI-Permesta (Piagam Perjuangan Semesta ou « Charte pour une lutte universelle »), qui sévissent à Sulawesi et à Sumatra-Ouest.

En avril 1957, un avion bombarde un navire qui mouille dans le port d'Ambon, tuant tous les membres de l'équipage. L'appareil percute ensuite une église, détruisant le bâtiment sans laisser de survivant. L'attaque fait au total plus de 700 morts, essentiellement des civils. Soekarno

dénonce fermement cette attaque, œuvre évidente de la CIA.

Le 15 mai, un avion de la CIA bombarde le marché d'Ambon, tuant un grand nombre de civils qui se rendaient à l'église pour célébrer la fête de l'Ascension.

Trois jours plus tard, au cours d'un nouveau raid sur la ville, le pilote Allen Lawrence Pope est capturé après que son avion a été abattu. Lors de son jugement le 28 décembre 1959, le pilote reconnaît qu'il est membre de la CIA, mais que sa mission n'était pas, à l'époque, de renverser le gouvernement Soekarno. Il fallait « *tenir [ses] pieds près du feu* ». Il s'agissait en fait de maintenir le président indonésien dans un état de crainte par rapport à une insurrection armée sous commandement de la CIA, et de le pousser ainsi à se reposer sur l'armée, « le seul rempart » au communisme pour la Maison-Blanche.

Dotée de moyens considérables, dont 15 bombardiers Douglas A-26 Invader et des chasseurs North American P-51 Mustang, la Compagnie voulait constituer une force aérienne, nommée l'AUREV (Angkatan Udara Revolusioner, ou « Armée de l'air révolutionnaire ») basée à Manado, au nord de l'île Sulawesi (Célèbes).

A la suite de ces événements, Soekarno proclame la loi martiale, qui, de fait, donne à l'armée un pouvoir exceptionnel, et pour longtemps. Il nomme dans le même temps à la tête de l'état-major le général Nasution, son pire ennemi. Le PKI lui apporte son soutien, car il veut être associé au gouvernement.

Après la crise de la Permesta, l'affaire de la Malaysia devient le point de non-retour.

La question de la "Malaysia"

En 1959, l'Angleterre se lance dans la formation d'une fédération associant la Malaisie, Singapour, Sabah et Sarawak (la partie nord de l'île de Bornéo). Pour Soekarno, cette construction, totalement artificielle, vise à mettre en place un « cheval de Troie » au compte des Britanniques pour déstabiliser la région et en prendre le contrôle.

Cela n'a pas manqué. Le gouvernement philippin qui a jeté immédiatement son dé-

volu sur Sabah et Brunei s'oppose catégoriquement à l'annexion du Sarawak.

Le 8 décembre 1962, une émeute anti-britannique éclate à Brunei avec le soutien de l'Indonésie.

L'armée britannique, basée à Singapour, est dépêchée pour mater la rébellion. Une guerre de plus d'un an s'engage et se conclut par l'arrestation des « rebelles » le 17 avril 1963.

Soekarno envoie des troupes pour « écraser la Malaisie ». Sarawak et Sabah sont libérés.

Le conflit n'a pas dégénéré en guerre ouverte contre l'Angleterre, mais il s'en est fallu de peu. Soekarno, de plus en plus isolé au sein du gouvernement (démissions de ministres et hostilité au sein de l'armée), cherche à s'appuyer sur le PKI, avec qui il forme le NASACOM.

Le NASACOM

Au début de la crise de la Malaysia et pour contrer les menaces de coup d'Etat, Soekarno met en place, avec le soutien du PKI, un régime dit de « *démocratie dirigée* ».

C'est un système qui réduit considérablement le poids du Parlement. Il forme dans le même temps un gouvernement d'union nationale, le NASACOM (NAS signifie nationalisme, A signifie agama, qui veut dire forces religieuses, et COM signifie communistes). Puis, il s'institue président à vie. Un régime de type bonapartiste se substitue dès lors à la jeune démocratie parlementaire.

Pour garantir son assise populaire, Soekarno accepte le principe d'une réforme agraire et défend, sur le plan économique, la primauté de l'Etat, proclamé officiellement « *acteur principal* ». Ses adversaires voient, dans ce tournant, le spectre des nationalisations.

En 1961, trois membres du PKI entrent au gouvernement. En 1963, les compagnies pétrolières sont nationalisées.

En 1963, Soekarno récupère l'Irian Barat (Nouvelle-Guinée occidentale) après quatre ans de discussions dans le cadre de l'ONU.

Alors que les Etats-Unis se préparent à la « guerre du Vietnam » à moins d'1 h 30 de vol de Jakarta, il devient urgent de

mettre fin à Soekarno, au NASACOM et surtout au PKI.

1965... l'année du massacre

En 1964, Lyndon Johnson, successeur de J.-F. Kennedy assassiné l'année précédente, s'engage plus massivement dans la croisade contre le peuple vietnamien. Un second front en Indonésie n'est pas concevable.

La cellule indonésienne de la CIA avait été chargée, après l'affaire de la Permesta, de recenser tous les Indonésiens à neutraliser en cas de besoin. Ainsi, des centaines de milliers de gens, communistes militants ou sympathisants, syndicalistes, militants d'associations, responsables nationaux, régionaux, locaux étaient inscrits sur des listes.

Une note de la CIA de 1962, déclassifiée en 2007, confirme de façon explicite l'existence de ces listes dressées par la Compagnie.

Des révélations du *Washington Post* en 1990 rapportent les déclarations d'un ancien membre de la section politique de l'ambassade américaine à Jakarta, Robert J. Martens. Ce dernier dirigeait un groupe de fonctionnaires du département d'Etat et de la CIA, qui, précise-t-il, « ont consacré deux ans à la constitution de ces listes de communistes ».

Au début des années 1960, l'économie indonésienne connaît une crise économique grave. L'inflation atteint 130 %. C'est à ce moment que l'administration américaine décide de geler les aides financières.

Dans le même temps, le gouvernement britannique décide de fermer le port de Singapour au commerce indonésien.

Face au chaos qui s'annonce, Soekarno réplique en colère : « (...) qu'ils aillent au diable » ! Phrase largement médiatisée et qui marque la rupture avec les Occidentaux. Si les crédits sont coupés pour les projets économiques, les subventions accordées à l'armée sont maintenues.

L'armée indonésienne, ses généraux, ses officiers et ses soldats reçoivent une solde directement du budget américain, au total plusieurs centaines de millions de dollars.

"Qui paie commande !"

Le complot est en préparation. Les dirigeants du PKI se doutent probablement des manœuvres en cours. Certains officiers, comme le chef d'état-major Nasution, ne cachent pas leur volonté « d'éradiquer le communisme d'Indonésie ».

Le PKI s'aligne néanmoins plus que jamais sur le NASACOM et, de fait, lie son sort à celui de Soekarno, alors que, sur tout le territoire indonésien, la population des villes et des campagnes manifeste et occupe les terres pour réclamer des mesures économiques et sociales pour sortir de la crise.

Les paysans mettent en œuvre sans plus attendre la réforme agraire promise. Ils anticipent la nouvelle législation en occupant les terres confisquées aux Hollandais et forment des conseils de paysans. La menace d'une révolution accélère les recompositions politiques.

L'armée « qui avait libéré l'Indonésie » était considérée par le PKI comme globalement légaliste. Cette armée dépend désormais de la politique étrangère des Etats-Unis.

Tout est en place dès le début de l'année 1965.

En janvier, une crise éclate entre les deux chefs d'état-major, le général Nasution, qui veut obtenir l'isolement du PKI, et le général Yani, qui, bien qu'opposé aux communistes, recherche un accord avec Soekarno.

Nasution obtient du PNI, le parti du président, un projet constitutionnel qui supprime le recours au suffrage universel afin de ne plus offrir au PKI l'occasion d'obtenir un soutien populaire. Le général Yani est trop conciliant pour la CIA.

Soekarno, à la recherche d'un compromis entre les deux militaires, temporise.

Washington, de son côté, donne à la CIA le feu vert pour distribuer à l'armée indonésienne les listes de communistes, ainsi que des moyens de transmission très sophistiqués directement connectés à la Maison-Blanche. La CIA et le président peuvent suivre sur grand écran et en direct le déroulé des opérations. Tout est en place.

Dans la nuit de 30 septembre 1965, six généraux sont enlevés par une poignée de militaires commandés par le lieutenant-co-

lonel Untung, membre de la garde présidentielle. Il se revendique d'un « Mouvement du 30 septembre ». Ce groupe, qui sera appelé par la suite GESTAPU, acronyme probablement fabriqué par la CIA, annonce qu'il cherchait à empêcher un putsch que s'apprêtaient de réaliser ces généraux contre le président Soekarno. Les six généraux sont immédiatement exécutés. Curieusement, cinq d'entre eux sont connus pour être plutôt favorables au président, dont le général Yani. Et le sixième, Nasution, a, par miracle, réussi à s'échapper (!).

Untung reconnaîtra, lors de son procès, avoir organisé le kidnapping, mais niera, jusqu'à son exécution, être le responsable de la mort des généraux. Ce point reste encore à éclaircir, même si l'on peut légitimement s'interroger sur le rôle des services secrets britanniques basés à Singapour.

Dès le lendemain après-midi, le 1^{er} octobre, un groupe d'officiers dirigé par un certain général Suharto, inconnu avant cette date, annonce à la radio que cette exécution est en fait une tentative de prise du pouvoir du PKI.

Plusieurs historiens admettent aujourd'hui qu'Untung avait été manipulé par les services secrets britanniques travaillant avec la CIA pour provoquer le contre-coup d'Etat.

Suharto était un proche du général Suwanto, connu pour ses liens directs avec la CIA. Il avait séjourné plusieurs mois aux Etats-Unis avant la mise en place du complot.

Le 2 octobre, Suharto se déclare investi des pleins pouvoirs. Il dissout le PKI, emprisonne les officiers auteurs de l'enlèvement et organise le massacre. Le président Soekarno est maintenu en résidence surveillée. L'organe du PKI soutient semblait-il l'action du « Mouvement du 30 septembre ». Là encore, on est en droit d'y voir le mécanisme de la manipulation et de la provocation. L'appel au massacre des communistes est lancé par des organisations religieuses qui relaient les médias soumis à Suharto.

Il est, encore aujourd'hui, difficile de trouver une description précise du déroulement de la tuerie. Très peu de témoignages ont été diffusés par la presse nationale ou internationale quant au mode opératoire

des bourreaux. Ceux qui ont survécu n'ont pas pu témoigner durant les deux décennies qui ont suivi l'horreur par crainte des représailles contre eux et leur famille. C'est essentiellement la génération des descendants de victimes qui, à partir de 1982, tente de briser le silence.

Les témoignages sont devenus plus explicites après la chute de Suharto, en 1998. Les descendants des victimes ou des prisonniers politiques ont saisi la Commission indonésienne des droits de l'Homme (Komnas-HAM), auteur d'un rapport qui qualifie ce massacre de « *crime contre l'humanité* » en 2012. Toutes ces initiatives permettent de recoller aujourd'hui partiellement le film des événements.

Lors du tournage de son documentaire, *The act of killing* (« Le droit de tuer »), le cinéaste américain Joshua Oppenheimer a eu beaucoup de difficultés pour obtenir le témoignage des victimes ou des témoins oculaires du massacre. A l'inverse, les anciens bourreaux ont décrit très librement les tortures et les exécutions.

On peut désormais admettre comme incontestables les faits suivants : le massacre était méthodiquement planifié par l'armée et la CIA. L'armée déposait des soldats disposant de listes de communistes, souvent des milices auxiliaires qui procédaient dans les villes et les villages aux arrestations. Les personnes étaient enfermées dans des bureaux ou des pièces aménagées pour des interrogatoires. Il fallait obtenir des aveux par tous les moyens, dont la torture et les menaces contre les conjoints et les enfants. Les tortionnaires utilisaient toute la gamme des tortures : eau, coups, brûlures et décharges électriques.

Si le prisonnier reconnaissait son appartenance au PKI ou à une organisation amie, il devait donner des noms de militants communistes et de sympathisants, et le moyen de les arrêter. Au bout de la torture, aveux ou non, c'était la plupart du temps l'exécution. Le mode d'exécution variait selon les régions.

Un milicien s'est vanté devant la caméra d'Oppenheimer d'avoir mis au point une technique d'exécution qui avait fait des émules sur Java. Passionné de films de gangsters des années 1950, il avait adapté le mode d'exécution utilisé par la pègre de Chicago. Il plaçait un fil de fer fixé à une

tige de bambou autour du cou de sa victime, tirait sur le fil pour l'étrangler. Cette méthode « évitait que le sang gicle » sur le sol ou sur les bourreaux. Les cadavres étaient jetés dans les fleuves. De nombreux témoignages concordent : la rivière Solo était « rouge du sang des communistes ».

Les bourreaux recevaient une prime par cadavre, qui variait selon les régions. Ils pouvaient en toute liberté racketter les familles des victimes, et aussi, au passage, des commerçants chinois, dont un grand nombre ont subi le même sort.

Beaucoup se sont taillé des fortunes colossales et l'avouent sans gêne devant les caméras du cinéaste, convaincus qu'ils bénéficient toujours d'une impunité totale. Si un prisonnier dénonçait ses camarades assez rapidement, on l'épargnait en l'envoyant dans un camp aménagé dans l'île de Buru, où il devait purger une peine de 10 ans, sans procès.

On peut aujourd'hui admettre que près d'un million de communistes ou de supposés sympathisants ont été massacrés, plus d'un million d'autres ont connu les camps de Buru.

Pour beaucoup, ce camp n'est que l'antichambre de la mort. Sur le million de prisonniers entassés les camps de Buru, sans soins, à peine nourris, sans contacts avec leurs proches, combien en sont sortis vivants ? Personne n'a pu l'établir à ce jour.

Les survivants et leurs familles sont considérés officiellement comme des citoyens sans droits, affublés, jusqu'en 2002, sur leur carte d'identité de la mention « *ex-prisonnier politique* » (« Tapol ») qui les maintient dans un statut de paria.

Ce sont aujourd'hui des millions de descendants de « Tapols » qui exigent de disposer des droits de tous les citoyens indonésiens (droit au logement, à l'enseignement public, aux aides sociales).

Malgré les déclarations d'intention des présidents qui se sont succédé depuis la chute de Suharto en 1998, la législation anticommuniste est encore en vigueur en Indonésie.

La « démocratie » des partisans du régime actuel, dite de la Reformasi, n'est qu'une « démocratie octroyée ». Le retour aux élections libres des débuts de l'époque Soekarno est une revendication qui rencontre, 50 ans après, l'hostilité des militaires et de ceux qui se sont enrichis durant et après le massacre. Les jeunes qui ont fait tomber Suharto en 1998 (2) sont aujourd'hui les forces vives du peuple indonésien, demandent que la vérité soit dite sur les massacres du dictateur, instrument de la politique étrangère des Etats-Unis.

Le 50^e anniversaire du massacre est pour les jeunes d'aujourd'hui l'occasion de se réapproprier l'histoire de leur pays. Le président Jokowi, élu en 2014, avait évoqué la possibilité de demander pardon officiellement aux descendants des communistes massacrés, voire d'envisager une forme d'indemnisation. Beaucoup espèrent ce geste, mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

A Jakarta, le 30 septembre 2015, la police a pénétré dans les universités pour saisir une revue qui évoque le massacre de 1965. C'est dans la jeunesse que le désir de savoir est le plus fort. Le film d'Oppenheimer diffusé à l'occasion de la commémoration du massacre, *The look of silence*, n'a pas été interdit, des millions d'Indonésiens sont en train de mettre fin à l'omerta.

Alain Riquier

(2) C'est à partir du soulèvement des étudiants de Jakarta de 1998, généralisé aux principales villes d'Indonésie et soutenu par la population, que les partisans de Suharto abandonnent le dictateur. Les Etats-Unis, après quelques semaines d'hésitation, le poussent à la démission pour éviter un soulèvement général.

La République laïque et le devoir d'instruire selon Jaurès

La République laïque et le devoir d'instruire selon Jaurès

La laïcité : thème et variations

Aujourd'hui, tous les hommes politiques se disent laïques et bon nombre se réclament de Jaurès.

Pour Jaurès, les institutions républicaines, au premier rang desquelles l'école, devaient être laïques, et cela ne souffrait aucune concession au cléricalisme. Il a donc approuvé la lutte de Combes contre les congrégations enseignantes et joué un rôle décisif dans le débat parlementaire et le vote de la loi de séparation de 1905 qui acheva de laïciser la République : supprimer le budget des cultes, prescrire la neutralité de l'État en matière religieuse, c'était garantir la liberté de conscience.

Nous vivons aujourd'hui à l'heure de la loi Peillon sur les rythmes scolaires. Ses successeurs à la tête de l'Education nationale s'efforcent de placer l'institution scolaire dans ce carcan malgré la résistance des parents et des enseignants. Il est donc utile de lire de Vincent Peillon *La révolution française n'est pas terminée* (paru en 2009 au Seuil)

On y découvre que la laïcité selon V. Peillon n'a rien à voir avec celle que défendait Jaurès en 1905 : Jaurès se situait

dans la continuité de « la Grande Révolution », celle de 1789-1793. Vincent Peillon choisit celle de 1848 ; à Robespierre, Danton et Condorcet, il préfère Edgar Quinet et Pierre Leroux. Il cite abondamment du premier *L'éducation du peuple*. Le confusionnisme du second, qui voulait marier l'évangile et la révolution pour établir la justice sociale, ne le choque pas, il conclut que la République doit nécessairement élaborer une spiritualité nouvelle.

Nos petits hommes d'aujourd'hui, pour cacher leur médiocrité, s'enveloppent dans l'ombre du grand Jaurès, mais ils défendent une laïcité de contrefaçon. A droite comme à gauche, on confond laïcité et tolérance, on fait silence sur la loi Debré de 1959, qui viole ouvertement l'article 2 de la loi de 1905 : la République ne salarie ni **ne subventionne** aucun culte, ce qui, par extension, devrait impliquer le refus de tout financement public des écoles confessionnelles où l'on parle avec respect des dogmes et des mystères, où l'on recommande la charité chrétienne, où l'on vise le développement non du citoyen, mais de « la personne », une terminologie chère à l'Eglise et qui mérite une analyse attentive, car le terme passé dans le langage courant a perdu sa référence théologique.

Former un citoyen ou une personne ?

Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique, a loué « la réforme du collège » de Najat Belkacem, située dans le droit fil de la réforme de Vincent Peillon (*La lettre de l'enseignement catholique*, mai 2015). Il la félicite de *faire évoluer la mission de transmission de l'École pour le service d'une pédagogie personnalisée et d'une formation intégrale de la personne, de rénover le métier de professeur en développant l'articulation entre enseignement et éducation.*

Cette formation intégrale s'apparente à un projet totalitaire, qui, sous prétexte de pédagogie, vise à formater les jeunes esprits afin de les rendre aptes à recevoir le message de l'Église : point de violence, point de révolution, mais du dialogue et de la charité à pleins bras. La personne telle que l'entend l'Église catholique est une créature de Dieu, douée d'une âme immortelle, elle doit préparer son salut éternel. Articuler enseignement et éducation signifie ici épurer, adapter le contenu du premier conformément aux recommandations du symposium de Louvain de 1972 pour servir la mission catholique. Après deux millénaires d'expérience, l'Église sait dissimuler sa volonté dominatrice, son projet réactionnaire de soumission aux pouvoirs en place, quels qu'ils soient, elle s'est donné la stature d'une institution charitable qui panse les misères engendrées par le capitalisme.

Retour aux textes : socialisme et religion

Ecartons ce contresens manifeste : quand Jaurès évoque le socialisme comme une religion, il n'envisage absolument pas de construire le socialisme autour d'une métaphysique nouvelle, avec dogmes, rites et clergé. Il a même écarté le débat sur le surnaturel, et invité le militant, le simple travailleur combattant pour l'émancipation collective, à

rejeter toute tutelle religieuse, qu'elle soit celle d'un dieu dictant à l'homme ses fins dernières ou celle de ses représentants fort visibles et fort autoritaires sur terre. Jaurès s'est efforcé de lever toute ambiguïté sur l'emploi du terme religieux, par exemple dans son discours *Pour la laïque* de 1910 : *nous parlons, nous, de la religion de l'espérance humaine, de la justice.*

On ne peut détacher cette formule des explications qu'il donne ensuite à l'intention de ses contradicteurs, les députés catholiques, ceux qui attaquent l'école laïque, l'école sans dieu, donc immorale, car l'homme perverti par le péché ne peut observer les règles morales que s'il est menacé de sanctions. Citons encore Jaurès : *partout jaillissent des sources que vous n'avez pas fait surgir du sol, la valeur humaine, la puissance de pensée, de dévouement et de sacrifice, de grandeur [sont] dans toutes les races.* Pour bien se faire comprendre, il donne en exemple... la civilisation japonaise !

Exit la mission universelle de l'Église !

C'est parce que la conquête de la liberté politique, économique et spirituelle implique la mobilisation de forces immenses d'intelligence, de volonté, de dévouement, voire de sacrifices, que Jaurès emploie parfois l'expression religion du socialisme. Simple formule de rhétorique qui met l'accent sur l'ampleur de la tâche.

Religion et justice sociale

Jaurès s'est exprimé clairement sur ce point en 1898, dans *Socialisme et liberté.*

Le mouvement socialiste exclut l'idée chrétienne qui subordonne l'humanité aux fins de Dieu, à sa gloire, à ses mystérieux desseins [...]. Aucun homme n'est l'instrument de Dieu. Aucun homme n'est l'instrument d'un autre homme. Il n'y a pas de maître au-dessus de l'humanité ; il n'y a pas de maître dans l'humanité. Ni roi ni capitaliste.

Cette défense intransigeante de la dignité de l'homme, de sa liberté,

implique donc un combat politique et social, exclut toute concession aux philosophies fumeuses qui glosent sur la condition tragique de l'homme, sur les mystères de sa destinée, mais qui n'ont rien à dire sur le droit au travail, aux soins, à l'instruction, toutes conquêtes qui ont été arrachées à la classe capitaliste par une lutte toujours menacée de sombrer dans la violence... Toutes ces conquêtes sociales sont absentes du livre de Vincent Peillon.

La violence n'utilise pas seulement le fusil ou la prison, elle se décrète plus souvent dans le secret ouaté des conseils d'administration ce qu'expose admirablement Jaurès :

Oui, Monsieur le ministre, la violence c'est chose grossière, palpable, saisissable chez les ouvriers : un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu. Une démarche d'intimidation est saisie, constatée, traînée devant les juges [...]. Ah ! Le patronat n'a pas besoin lui pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité d'un conseil d'administration et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus.

La liberté de conscience selon l'Église est une concession révoicable

Quand Vincent Peillon écrit *La révolution française n'est pas terminée*, il escamote Mirabeau et le protestant Rabaut Saint-Etienne, qui étaient intervenus dans le débat d'août 1789 sur les droits de l'homme et qui avaient refusé de confondre liberté de conscience et tolérance, cette dernière concédée par le pouvoir et toujours révoicable.

Un siècle plus tard, Jaurès rappelait que pour l'Église, *la liberté de cons-*

cience n'est pas un droit, que la liberté de pensée n'est pas un absolu, qu'elle est au mieux une concession provisoire et révoicable. Forte de ses dogmes et de son organisation hiérarchisée, l'Église « séquestre » (c'est le terme qu'il emploie) l'esprit des jeunes générations, y développe insidieusement l'esprit d'intolérance, mortel pour la démocratie, et il concluait : *ce que la démocratie républicaine et révolutionnaire affirme, ce qu'elle a le droit et le devoir d'enseigner [...], c'est la liberté entière de la pensée, de la croyance. Il y a des institutions frappées par la révolution française, qui sont en contradiction absolue avec ce principe vital, il y a des institutions qui ne reconnaissent pas, qui ne veulent pas, qui ne peuvent pas reconnaître ce droit absolu de la personne à la liberté, à la démocratie qui ne peut vivre que par l'enseignement de cette liberté [...]. Quiconque n'a pas renoncé doctrinalement et pratiquement à contester la liberté absolue de la personne humaine n'a pas le droit d'enseigner dans une démocratie fondée sur ce principe.*

Il allait jusqu'à dire : *le christianisme, parce qu'il contient un principe d'autorité, est la négation du droit humain et un principe d'asservissement.*

La lutte de classes, une lubie "allemande" ?

Le philosophe Vincent Peillon malmène quelque peu les faits historiques quand il rapetisse l'histoire du socialisme en France à la charnière des XIX^e et XX^e siècles à la dimension d'une querelle philosophique franco-allemande ! Au socialisme allemand, matérialiste et brutal qui exalte la lutte de classes, s'opposerait le socialisme pacifique, moral, idéaliste, recherchant la paix civile qu'auraient incarné Pierre Leroux, puis Jaurès, avant de capituler en 1905 devant Jules Guesde : ce dernier avait introduit Marx en France en le vulgarisant beaucoup. L'unification de tous les courants qui se réclamaient du socialisme en France aurait permis au mauvais courant, celui qui s'inspirait de

l'Allemand Marx, de noyer le bon courant bien français, celui que défendait Jaurès... grâce à Pierre Leroux !

La lutte de classes ne fut nullement une invention allemande. Le grand orateur de la Constituante, le Grenoblois Barnave, a écrit une remarquable *Introduction à la Révolution française* : présentée comme le fruit d'une lutte séculaire entre une bourgeoisie active qui a développé le commerce, l'industrie, le savoir, et aspirait à exercer le pouvoir politique accaparé par la noblesse oisive, rentière de la terre, parasitaire, qui dominait l'Etat royal et ne voulait lâcher aucun de ses privilèges. L'historien Guizot a repris cette analyse en l'étendant à l'Angleterre. Allemande, la lutte des classes ? Ou française ? Anglaise, peut-être ?

Effrayé par la violence des conflits sociaux, Peillon veut rétablir le lien communautaire entre les hommes en redonnant à la politique une dimension religieuse que les lois laïques lui ont ôtée. La religion avec son prêche perpétuel sur la fraternité, cette « *vieille chanson destinée à bercer la misère humaine* », disait Jaurès, serait le meilleur contre-feu à la lutte de classes. Peillon reprend ici une vieille lune à laquelle ont cru nombre de conservateurs et presque tous les cléricaux. Sa seule originalité consiste à remplacer le mot religion par celui de spiritualité.

Il cite largement Edgar Quinet, qui expliquait la défaite finale de la révolution française par une absence de perspective religieuse. Selon cet historien protestant, la révolution avait finalement échoué parce qu'elle n'avait pas osé déraciner le catholicisme en lui substituant le protestantisme. Peillon le cite sans le récuser : *Parce que la révolution française ne s'est pas donné les moyens de fonder une religion nouvelle en harmonie avec ses objectifs démocratiques, elle a échoué.*

On peut légitimement supposer qu'en proposant aux professeurs des écoles d'enseigner la morale laïque aux enfants, Peillon rêvait de corriger cette erreur imputée aux constituants de 1789 ? Jaurès, pour sa part, n'a jamais fixé à la République la tâche de fonder une nouvelle religion !

L'école et les propriétaires

Dans un grand discours prononcé le 3 mars 1904 devant la Chambre des députés, Jaurès s'en explique clairement : il s'agit de redonner à l'Etat laïque « *la plénitude de sa fonction* » dans le domaine de l'enseignement. Depuis les lois Ferry, la République a poursuivi son œuvre scolaire en établissant l'obligation scolaire, qui a permis d'éradiquer le travail des enfants, la gratuité sans laquelle l'école serait inaccessible aux pauvres, elle a laïcisé les programmes, puis entrepris de laïciser le personnel. Il rappelle que grâce à la loi Falloux de 1850, les congrégations ont élargi leur emprise sur la jeunesse scolaire, et il explique cette rupture avec la tradition révolutionnaire par la peur sociale qui a gagné la bourgeoisie jusque-là voltairienne. Il rappelle que la révolution de 1848 a formulé des revendications jugées inacceptables par les propriétaires : le droit au travail, le droit à limiter la longueur de la journée de travail. Ce fut la grande peur des propriétaires : Montalembert, au lendemain des barricades de juin 1848, expliquait qu'il ne suffirait pas de désarmer les ouvriers des faubourgs, il fallait « *désarmer les esprits rebelles* » et protéger le droit de propriété par la peur de l'enfer. Jaurès citait l'abbé Gaume : « *Le privilège de possession [est] accordé par Dieu ; qui retire Dieu retire la garantie de ce privilège de possession.* »

La démocratie, c'est l'égalité des droits

A Castres, le 30 juillet 1904, Jaurès s'interroge sur la nature de la démocratie et répond : *la démocratie n'est autre que l'égalité des droits*, ce qui exclut tout privilège financier ou honorifique en faveur d'une croyance, d'une Eglise. *Dans aucun des actes de la vie civile, politique ou sociale, la démocratie ne fait intervenir, légalement, la*

question religieuse. Elle respecte, elle assure l'entière et nécessaire liberté de toutes les consciences, de toutes les croyances, de tous les cultes, mais elle ne fait d'aucun dogme la règle et le fondement de la vie sociale.

La République a donc établi le mariage civil, elle laisse les croyants libres d'y ajouter la cérémonie de leur choix, mais seul le mariage civil célébré par un élu communal donne les droits afférents à cette organisation de la famille.

Ceci, qui paraissait limpide aux contemporains de Jaurès et qui découle de l'héritage révolutionnaire, a dû être rappelé à plusieurs reprises au fur et à mesure que les progrès scientifiques ont permis de conquérir d'autres libertés, qu'il a fallu imposer à une institution cramponnée à ses dogmes : bataille pour la contraception, pour l'IVG, pour le droit de la femme à choisir le moment de sa grossesse. Et d'autres batailles devront être menées pour imposer au pape et aux évêques : le droit pour chacun de choisir le moment de sa mort pour ceux qui le souhaitent, le droit d'échapper à la souffrance de la fin de vie...

Une dernière citation : *Si la démocratie ne s'appuie que sur l'égalité des personnes humaines appelées aux mêmes droits et invitées à un respect réciproque, si elle se dirige sans aucune intervention dogmatique et surnaturelle, par les seules lumières de la conscience et de la science, si elle n'attend le progrès que du progrès de la conscience et de la science, c'est-à-dire d'une interprétation plus hardie du droit des personnes et d'une plus efficace domination de l'esprit sur la nature, j'ai bien le droit de dire qu'elle est foncièrement laïque.*

“La démocratie a le devoir d'éduquer l'enfance”

La démocratie donne à chacun le droit de participer indirectement à l'élaboration des lois en contribuant à la désignation des représentants du peuple ;

pour que ce droit conforte la démocratie, il faut que l'enfant apprenne à exercer son esprit critique, à s'affranchir des préjugés familiaux, des étroitesse de son village natal, afin que, devenu adulte, il puisse user en toute lucidité de son droit de vote à tous les échelons, depuis le maire de sa commune jusqu'au député, la République doit donc instituer une école laïque.

Comment développer la raison de l'enfant

Jaurès, qui était un remarquable pédagogue, a beaucoup écrit pour les instituteurs, notamment dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*.

En 1908, il combattait les cléricaux qui attaquaient l'école laïque au nom de la neutralité et Jaurès démontait ce sophisme. D'abord, l'école confessionnelle n'était pas neutre. Quant à l'école laïque, elle ne devait pas rester neutre dans ce combat entre le dogme et la raison ; car seul le néant est neutre !

L'école laïque, en donnant quelques notions de géologie, de cosmographie, démontrera sans agressivité blessante pour la conscience fragile des enfants que les récits bibliques sur la création du monde en six jours relèvent de la fable.

Jaurès mettait au cœur de l'école laïque le développement de la raison et de la liberté, ce qui supposait un maître bien formé sachant distinguer la démarche scientifique et la croyance. Toutes les sciences habituent l'esprit à lier les faits selon des lois, ce qui suffit à mettre en garde contre la notion de miracle. En évoquant devant l'enfant l'histoire des croyances changeantes et multiples des peuples, on l'aidera à prendre de la distance à l'égard des préjugés légués par l'entourage familial ou le milieu local. Changement d'époque et régression : parents et acteurs de la vie politique économique locale ont été appelés par Vincent Peillon et Najat Belkacem à exercer de larges responsabilités dans la définition des projets éducatifs de territoire...

L'enfant n'appartient à personne, ni à sa famille, ni à l'Eglise, ni à l'Etat

C'est au nom des droits du père de famille que l'Eglise a toujours combattu l'école laïque ; Jaurès combat cet argument au nom de la liberté qui appartient à tout homme et qui s'apprend dès l'enfance à l'école laïque. Et c'est pourquoi il soutient Combes quand ce dernier supprime les congrégations enseignantes.

Son souci de la liberté intellectuelle et sa confiance dans l'intelligence humaine sont tels qu'il refuse l'idée d'un enseignement officiel avec croyances imposées, la laïcité doit être ouverture sur toutes les conquêtes de l'intelligence, de la raison et de la science, sans négliger les œuvres d'art. Il met en garde les instituteurs contre la tentation de se faire prédicateurs de socialisme, ce serait le réduire à un catéchisme, ce serait manipuler la conscience enfantine encore immature.

On peut imaginer ce que penserait Jaurès de ces « thèmes » imposés à nos collégiens et répétés d'année en année sans que les expressions « dévelop-

pement durable », ou « éducation à la citoyenneté » y gagnent en clarté !

A Bruxelles, il a débattu avec le bureau de l'Internationale socialiste, le 29 juillet 1914, sur les moyens d'empêcher la guerre européenne imminente ; il a compris que la social-démocratie allemande se déroberait et qu'il n'y aurait pas de résistance internationale à la guerre. Pourtant, il met à profit le temps qui lui reste, avant de rentrer à Paris, pour visiter le musée des beaux-arts !

Idéaliste, Jaurès ? Certes, mais son attachement sincère aux exploités ne l'a jamais détourné des questions matérielles telles qu'elles se posaient à son époque. Dans *Pour la laïque*, il adjure les députés, au nom des droits de l'enfant, de ne pas laisser subsister des classes à 60/70 élèves, il leur demande d'allonger la scolarité jusqu'à 14 ans, et d'améliorer la formation des maîtres. Il les invite à diminuer la durée de la journée de travail, à établir le week-end anglais afin de permettre aux parents d'accéder à la culture, ce qui ne pourra qu'encourager les efforts de leurs enfants. Un siècle plus tard, où en sommes-nous ?

Nicole Perron

L'immigration algérienne en France

L'immigration algérienne en France

Le CERMTRI est adhérent à l'International Association of Labour History Institutions (IALHI), qui regroupe des centres d'archives d'histoire sociale, et participe chaque année (ou presque) à sa conférence internationale. Cette année, le sujet de la conférence (qui se tenait à Edimbourg) portait sur les archives concernant l'apport des travailleurs migrants dans l'histoire du mouvement ouvrier. Nous y sommes donc intervenus en présentant nos archives algériennes, et il nous a semblé intéressant de publier cette intervention dans notre revue.

La France, de par sa situation géographique, a toujours constitué une terre d'immigration, mais l'immigration algérienne revêt un caractère particulier, puisque issue de la colonisation. L'Algérie était la plus ancienne colonie française en Afrique : la conquête débute en 1830 et se termine en 1847. L'Algérie est alors annexée à la République française et, l'année suivante, en 1848, trois départements français d'Algérie sont créés. De nombreux colons, venus de France en majorité, mais aussi d'autres pays européens, s'y installent.

Les Algériens sont alors décrétés de nationalité française, mais ne sont pas citoyens français : leur droit de vote est limité au vote dans les communes, qui

ont une gestion mixte et où ils sont minoritaires.

De plus, les Algériens sont soumis au Code de l'indigénat, qui ne sera officiellement abrogé qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Ce Code de l'indigénat restreint pour les indigènes la liberté de circulation, de réunion, d'organisation, fait une différence entre les Algériens selon leur religion et instaure des infractions qui n'existent pas en métropole.

La France a toujours eu dans ses colonies une politique d'intégration niant la culture et les traditions des peuples colonisés, ce qui a entraîné l'instauration d'un enseignement uniquement en français, avec des aberrations dans l'enseignement de l'histoire, en parti-

culier : faire apprendre aux petits Africains, Algériens ou autres : « *Nos ancêtres les Gaulois* » !

La population algérienne a été non seulement soumise à des lois de discrimination, mais ses conditions de vie se sont détériorées. Comme toujours lorsqu'il y a colonisation, les colons s'emparent des meilleures terres et dépossèdent les peuples conquis.

Les conditions de vie des fellahs algériens ont entraîné très tôt une émigration vers la France. Cette immigration algérienne en France s'est accélérée après la Première Guerre mondiale : les colonies françaises ayant été largement mises à contribution dans l'effort de guerre, le chômage et la misère se développent en Algérie et entraînent un départ vers la France métropolitaine. Les fellahs sans terre deviendront ouvriers et fourniront, bien sûr, une main-d'œuvre surexploitée et sous-payée.

En 1921, il y avait 120 000 travailleurs nord-africains en France, dont 100 000 Algériens venant en majorité de Kabylie (fellahs sans terre, artisans et petits commerçants ruinés). A partir de septembre 1924, il y aura contrôle de cette immigration : ne pourront s'installer en France métropolitaine que ceux qui ont un contrat de travail.

C'est à cette époque que les travailleurs immigrés nord-africains commencent à s'organiser : les premiers congrès des travailleurs nord-africains en 1924 et 1925 sont organisés par le Parti communiste français et la Confédération générale du travail unifiée, et, en juin 1926, est constituée l'Etoile nord-africaine, qui se fixe l'objectif de l'indépendance de l'Algérie. Messali Hadj en est le secrétaire général. Les organisations nationalistes — tout spécialement l'Etoile nord-africaine — se développent en métropole et deviennent une composante des luttes politiques et sociales en France. Dissoute une première fois en 1929 pour avoir écrit en manchette de son journal « *Contre l'impérialisme français, pour l'indépendance de l'Afrique du Nord* », l'Etoile nord-africaine se reconstitue, se développe en France et en Algérie, et compte 7 000 membres en 1936.

En janvier 1937, l'Etoile nord-africaine sera dissoute à nouveau par le gouvernement de Front populaire (en utilisant contre elle les décrets-lois institués pour répondre à la menace des milices fascistes), parce que Messali refuse le projet Blum-Violette qui prévoyait d'accorder la citoyenneté française, et donc le droit de vote, aux juifs d'Algérie, mais aux seuls musulmans qui rejetteraient le statut coranique.

En mars 1937, Messali crée à Paris le Parti du peuple algérien (PPA), mais il est arrêté le 27 août 1937. Il dirigera le PPA de sa prison, PPA qui sera interdit dès juillet 1939.

Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé en 1946, sera de toutes les luttes de la classe ouvrière française, participant notamment aux rassemblements sous l'égide des organisations syndicales, comme par exemple lors des défilés du 1^{er} Mai. Mais ils y participent avec leurs propres mots d'ordre reliés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc à la revendication de l'indépendance.

Parfois, dans ces cortèges, malgré la répression policière et le silence à ce sujet des organisateurs de ces manifestations, les militants brandissent leur propre drapeau. C'est ainsi que lors d'une manifestation le 14 juillet 1953, 7 travailleurs algériens, qui brandissaient le drapeau de leur pays, tombent sous les balles.

Notre centre, le CERMTRI, n'a que peu d'archives de cette période, mais il a en dépôt une partie des archives de Messali Hadj, essentiellement à partir de 1954. Et si une grande partie de ces archives concerne l'organisation politique MTLD, qui devient Mouvement national algérien (MNA) après la dissolution du MTLD en novembre 1954, l'autre partie concerne l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA).

En effet, les 25 et 26 décembre 1955, en pleine guerre d'Algérie, est créée à Alger, sous l'impulsion du MNA, l'USTA, « *centrale syndicale algérienne libre et indépendante* », comme le proclame le communiqué du 14 février 1956.

Dix jours plus tard, le 24 février 1956, sera créée l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), sous l'impulsion du FLN, soutenu par le PCF et le Parti communiste algérien.

Il faut rappeler que le FLN est né d'une scission en 1954 à l'intérieur du MTLD. Et la brève histoire de l'USTA sera marquée par cette lutte fratricide.

En Algérie, la répression coloniale utilise les pouvoirs spéciaux dont elle bénéficie depuis le 12 mars 1956 pour procéder à l'arrestation des dirigeants de l'USTA. Elle est aidée par la volonté du FLN et du PCA, qui soutiennent l'UGTA, d'empêcher tout développement de l'USTA.

En France, la Fédération de France de l'USTA est créée fin mars 1956. Une de ses premières actions va être le combat pour la suppression d'un véritable passeport intérieur empêchant les travailleurs algériens de circuler librement entre la France et l'Algérie.

Témoin la *Lettre ouverte au Président du Conseil* (il s'agit alors de Guy Mollet) :

« Monsieur le Président du Conseil,

Vous indiquez sans cesse dans vos discours votre intention de garantir à chaque Algérien sa liberté. Il n'est pas dans l'objet de cette lettre de polémiquer avec une réalité bien éloignée du texte de vos discours. Mais il y a un problème qui touche particulièrement nos compatriotes exilés en France : celui de la liberté de passage vers leur pays.

Monsieur le Président du Conseil, vous n'êtes pas sans savoir que, depuis le 20 mars 1956, chaque Algérienne et Algérien doit demander un visa à l'administrateur ou au maire de la commune de sa résidence en Algérie. Inutile de vous souligner les "défauts de cette administration algérienne" que vous-même avez dénoncés à diverses reprises. Il dépend donc uniquement du bon vouloir d'un quelconque maire colonialiste pour qu'un Algérien désirant retourner dans sa famille se voie refuser ce visa.

Il nous semble que si les mots doivent correspondre à la réalité, vous prendrez immédiatement la mesure qu'exigent tous les Algériens pour pouvoir rentrer

librement chez eux, en supprimant ce véritable passeport intérieur imposé il y a un siècle et demi par la monarchie féodale et contre laquelle vos ancêtres ont fait la révolution en 1789. »

Pour la Fédération de France

Ahmed BEHKAT

Ce combat pour la liberté de circulation va durer jusqu'à l'indépendance.

L'USTA va rapidement s'implanter en région parisienne, dans le Nord, l'Est et le Centre. On peut avoir un aperçu de cette implantation à travers la lecture du journal de l'USTA, *La Voix du travailleur algérien*, qui publiera 19 numéros, de mars 1957 à mai 1962. Le CERMTRI possède plusieurs collections de ce journal et il a été numérisé par le centre d'archives Génériques. Mais les documents internes de l'USTA que nous possédons au CERMTRI permettent de se rendre compte du travail réalisé par ses dirigeants, dont les principaux seront assassinés. En deux mois, septembre et octobre 1957, ce sont cinq dirigeants, dont le secrétaire général, Ahmed Bekhat, et le secrétaire général adjoint, Abdalham Filali, qui sont assassinés.

Nous avons des archives des deux congrès de la Fédération de France, le premier en juin 1957 et le second en novembre 1959.

Le projet de rapport moral présenté au 1^{er} Congrès donne des renseignements généraux sur les conditions de travail et de vie des travailleurs algériens en France. En voici de courts extraits :

« Sur 140 351 travailleurs recensés par la statistique, 67 % sont des manœuvres ordinaires, 27 % des ouvriers spécialisés (OS), 5 % des ouvriers qualifiés et 1 % font partie de la maîtrise et surtout des employés, c'est-à-dire que l'écrasante majorité des travailleurs algériens ne touchent qu'un salaire égal et parfois inférieur au minimum vital, c'est-à-dire bien insuffisant pour vivre. Un point sur lequel il faut insister : sur des salaires qui se situent aux environs de 30 à 35.000 frs par mois, le travailleur algérien envoie à sa famille de 10 à 15 000 frs. Comme il doit verser de 4 à 6 000 frs par mois pour partager une chambre sordide dans des hôtels ou des

foyers crasseux, que lui reste-t-il pour sa nourriture et son habillement ?

(...) Les conditions de travail des Algériens émigrés sont très difficiles. Elles sont caractérisées par une discrimination flagrante et les travailleurs sont à la merci de l'arbitraire des directions.

Les patrons dénoncent à leur aise les contrats de travail sans même prendre l'avis de l'inspecteur du travail, ils licencient à leur guise pour « faute grave » dont ils sont les seuls juges.

Le personnel ainsi renvoyé est vite remplacé. Les familles qui logent chez l'employeur sont mises à la rue aussitôt le travailleur licencié.

(...) La présence des bidonvilles aux portes même de Paris n'est un secret pour personne. Ces baraquements construits en bois, couverts de papier goudronné, sans eau, sans électricité, abritent 5 ou 6 personnes.

Plusieurs milliers d'Algériens sont ainsi entassés dans ces taudis, exposés aux plus graves maladies. Le manque d'hygiène les rend perméables à cette terrible maladie qu'est la tuberculose. Les travailleurs algériens emplissent les hôpitaux, quand ils peuvent y être admis — 16 % des tuberculeux de l'hôpital de Brevannes sont des travailleurs nord-africains. Le nombre des dossiers en attente est le triple de celui des admis. Quand on sait que 75 % des travailleurs algériens sont âgés de moins de 35 ans, on mesure la gravité du problème.

Ainsi, le travailleur algérien émigré ne connaît, en France comme en Algérie, que la misère. »

Ces éléments seront repris presque dans les mêmes termes pour le 2^e congrès.

Mais ce qui donne des renseignements plus précis sur la syndicalisation et l'engagement des travailleurs algériens en France, ce sont les archives des sections du Nord que nous possédons, en particulier pour l'année 1960 : comptes rendus de réunions indiquant la constitution de nouvelles sections, la constitution de listes aux élections professionnelles, parfois en commun avec des militants de la CGT, parfois contre.

Il y a aussi des rapports sur les différents meetings organisés par

l'USTA, le 1^{er} Mai 1960 avec les chiffres de participants, chiffres qui sont impressionnants : 600 à 700 participants à Douai, plus de 700 à Lille, 250 à 300 à Lens, plus de 300 à Tourcoing, plus 800 à Valenciennes, plus de 500 à Sous-le-Bois, dans le Bassin de la Sambre, plus de 450 à Roubaix... Cette participation massive aux meetings est d'ailleurs attestée par les photographies de ces meetings que nous détenons.

Autre élément qui permet d'apprécier cette implantation de l'USTA dans le nord de la France, ce sont les talons des cartes syndicales que nous possédons pour trois sections : à Valenciennes et ses environs, il y avait 224 adhérents dans la métallurgie, 166 dans le bâtiment, 126 dans les mines, 46 dans la chimie, 9 divers ; à Lille et sa région : 69 dans la métallurgie, 109 dans le bâtiment, 137 sans précision ; dans le bassin de la Sambre : 69 dans la métallurgie, 23 dans le bâtiment, 19 divers.

L'USTA, en 1960, a donc une implantation réelle en France, et ses préoccupations continuent à être les mêmes : défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs algériens intégrant la lutte pour la libération des emprisonnés et l'aide matérielle à leurs familles. De nombreuses lettres venant de différentes prisons, parfois frappées du tampon de la censure attestent de l'arbitraire dont sont victimes les travailleurs algériens.

L'un des défenseurs de Messali Hadj, Maître Yves Dechezelles, qui a œuvré à la libération de ce dernier, est aussi intervenu pour la défense de nombreux militants algériens, et ses fils viennent de nous confier une partie de ses archives algériennes. Nous espérons qu'elles pourront donner un éclairage supplémentaire sur cette immigration algérienne durant la guerre d'Algérie. »

Evelyn MOREL

Notes de lecture

Les Chemins de Damas

Le dossier noir de la relation franco-syrienne

Par Christian Chesnot et Georges Malbrunot
(Ed. Robert Laffont, 2014, 21,50 €)

L'intérêt de cet ouvrage n'est pas à chercher dans les thèses politiques ou sociales de ses auteurs à propos de la Syrie. Ce qui touche à la lutte des classes ou au mouvement ouvrier leur est étranger. A peine remarquent-ils en passant que 60 % de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté. Leur domaine est celui de la diplomatie, des relations entre Etats, au cours des vingt dernières années, singulièrement les péripéties de la relation de l'Etat français avec son ancienne colonie, d'où il fut chassé en 1945.

Ce qui mérite notre intérêt, dans ce livre très documenté, c'est que les auteurs, spécialistes de la région, « *n'ont jamais cru à la politique de confrontation directe avec Damas voulue par Paris* ». Adoptant un point de vue sceptique et critique, non belliciste, qu'on retrouve chez certains représentants politiques de la bourgeoisie, de Villepin par exemple, ils fournissent en conséquence tous les éléments de preuves sur une guerre où l'Etat français joua le rôle d'un apprenti sorcier, conduisant à la catastrophe, contribuant au chaos.

Cette politique, commencée en 2011 sous Sarkozy, se poursuit avec Hollande et Fabius, en s'exacerbant, la France devenant l'Etat occidental en pointe, au premier rang, dans la volonté avouée de renverser le gouvernement de Damas. Des illusions

et de l'aveuglement de 2011 au fiasco de 2013-2014, la France est finalement marginalisée par l'accord entre Américains et Russes, dans un scénario proche de celui de Suez en 1956, comme le remarquent à juste titre les auteurs. Le récit s'achève au moment, début 2014, où « *Hollande (qui voulait jouer les premiers rôles, se retrouve remis à sa place sur la banquette arrière en compagnie des Britanniques* ».

Présentons donc quelques passages de l'ouvrage, sur les péripéties diplomatiques des rapports Paris-Damas.

Aux origines de la lutte d'influence entre grandes puissances

« *C'est la France qui a fabriqué la Syrie moderne. Après la Première Guerre mondiale, la Société des nations lui confia un mandat de puissance tutélaire sur le Liban et la Syrie actuelle, que Paris divisa en provinces.* »

La France coloniale y laissa des souvenirs terribles : « *L'armée française bombardà à trois reprises Damas en 1925 et 1926 pour mater la révolte druze et en 1945 pour écraser les nationalistes. La III^e République l'a même amputée de la province du Sandjak d'Alexandrette offerte*

aux Turcs pour s'assurer de leur neutralité dans la guerre contre l'Allemagne nazie. Les Syriens ne l'ont jamais pardonné. »

Passée la période coloniale, le contrôle du Liban, l'influence sur ses gouvernements deviennent un enjeu politique et diplomatique permanent des relations entre l'ancienne puissance coloniale et Damas. Confronté au mastodonte impérialiste américain, l'Etat français revendique la continuité d'une influence économique remontant notamment à la place des banques françaises, dès le Second Empire, dans l'Empire ottoman.

Les bonnes affaires

La Syrie établit son contrôle militaire et politique sur le Liban durant trente ans, en relation avec les accords internationaux pour contenir la révolution palestinienne. Durant cette époque, et jusqu'en 2010, les relations d'affaires sont florissantes et Paris peut espérer conquérir d'importants marchés. C'est ainsi que dans les années 1990, la coopération syrienne avec l'ex-URSS étant diminuée, l'entreprise Alcatel obtient des marchés considérables pour équiper la garde présidentielle, la sûreté nationale et ses services secrets, l'armée de l'air ; les experts chimiques sont formés en France.

C'est surtout lors de la réconciliation organisée par Sarkozy, après le conflit ouvert Chirac-Assad, que s'ouvrent de grandes espérances pour les entreprises françaises. « *Il nous faut 50 milliards d'investissements pour la réhabilitation de nos infrastructures aéroportuaires, portuaires, routières, électriques et hydrauliques* », annonce le ministre syrien de l'Economie, et les patrons français comptent se tailler la part du lion.

A partir de 2008, en moyenne, 25 entreprises accompagnent chacune des nombreuses visites ministérielles à Damas : Monoprix, Accor, Novotel, Lafarge, Air liquide, Bel. D'après luttent opposent les majors internationales du pétrole. Longtemps, Chirac et Total, jusqu'en 2004, luttent pour décrocher l'exploitation du gisement de Gaz de Palmyride, mais Damas leur préfère finalement un trust américano-canadien. Tout est bon dans la bataille : les Américains ont fait valoir qu'ils intercédèrent à Washington pour la levée des sanctions économiques dont la Syrie fait l'objet...

Manceuvres franco-américaines contre la Syrie (2004)

Le discours antiguerre de De Villepin à l'ONU, en février 2003, le refus de Chirac de suivre Bush dans l'invasion de l'Irak sont immédiatement suivis des efforts français pour... — s'appuyant sur cette même invasion — affaiblir l'Etat syrien au bénéfice des intérêts impérialiste français au Levant.

« *L'heure des retrouvailles a sonné. Elles se feront sur le dos de Bachar-el-Assad. Le 5 juin 2004, lors d'un dîner de gala à l'Élysée dont Georges Bush est l'invité d'honneur, Chirac lui lance : "Au Moyen-Orient, il y a deux démocraties. L'une est puissante, c'est Israël. L'autre est fragile, c'est le Liban, il faut l'aider." Agréablement surpris, Bush dit banco à Chirac. »*

Cette présentation idyllique de Bush et Chirac en chevaliers blancs de la démocratie mise à part, on comprend le *deal* : Bush est intéressé par la dislocation des Etats indépendants du Moyen-Orient, ce qui s'accorde au mieux avec les intérêts particuliers de Chirac visant à rétablir la suprématie française au Liban.

Les auteurs relatent le bras de fer Chirac-Assad pour se disputer le contrôle de la fonction présidentielle libanaise ; Bachar entend prolonger artificiellement le mandat du pro-syrien Lahoud : « *En adoubant Emile Lahoud, Bachar fait comprendre sèchement à Chirac qu'il reste le maître au Liban, et ce malgré la proximité qui s'est établie entre le président français et Rafic Hariri.* » Ce dernier, Premier ministre dans un gouvernement sous la surveillance étroite de la Syrie, est un milliardaire, très investi dans les marchés libanais et régionaux. Il est très proche de Chirac, et espère sans doute être le bénéficiaire politique des tractations antisyriennes de Bush et Chirac. Recevant à Paris pour la dernière fois un officiel syrien en avril 2004, Chirac somme Bachar de « *respecter la Constitution du Liban, ainsi que son indépendance. Il a exprimé que sa patience avait des limites. Le message était clair.* » Rappelons qu'au même moment, le groupe Total est écarté du très profitable marché de l'exploitation du gaz syrien.

Chirac et Hariri mettent ensemble au point depuis le début 2004, selon les Mémoires de Chirac, une opération d'envergure : « *Saisir le Conseil de sécurité afin d'obtenir le vote d'une résolution imposant à la Syrie le retrait de ses troupes* » (du Liban). Hariri, durant l'été 2004, travaille à ce projet depuis son yacht en Sardaigne. C'est alors qu'il est convoqué à Damas en août. Le Premier ministre décrit un « *président syrien ivre de rage qui le menace physiquement* ». Il obtempère, en ce qui concerne la prorogation du mandat du président Lahoud, par amendement à la Constitution, pour trois ans. Force contre force : assuré de l'appui américain, Chirac obtient, sur le Liban, la neutralité par l'abstention de Poutine, qui ne mettra pas son veto : « *la partie est gagnée* ». Le 2 septembre 2004, le Conseil de sécurité, par 9 voix sur 15, adopte la résolution 1559 exigeant le retrait des troupes. Grave défaite pour la Syrie.

Le lendemain, le Parlement libanais approuve la prolongation du mandat de Lahoud.

Le 14 février 2005, le Premier ministre Hariri est tué dans un attentat. Selon les auteurs, il aurait répondu aux mises en garde par la formule funeste du duc de Guise : « *Tout puissant, le milliardaire se sentait invincible : "Ils n'oseront pas", avait-il répondu une semaine auparavant lorsque Jacques Chirac lui demandait de faire attention* »...

Collaboration des services syriens avec les services français et occidentaux

Sous le titre « *Bachar n'est plus notre ami... mais les affaires continuent* », les auteurs montrent l'intense activité d'Alcatel, en 2005-2006, pour doter les dirigeants syriens de réseaux sécurisés de communication, de centres d'écoute. « *Ils doivent se débrouiller pour contourner l'embargo américain sur certains types d'équipements indispensables à ces écoutes. Mais là encore, c'est de tous côtés le règne de l'hypocrisie ! Malgré cet embargo, les industriels américains Hewlett Packard et Cisco livrent au port de Beyrouth ces équipements com-*

mandés par des prête-noms libanais, avant d'être acheminés par la route jusqu'à Damas. »

Ces faits avérés de collaboration technique des trusts américains et français au renforcement des services secrets et de la surveillance policière dans le régime de Bachar doivent être rapprochés de la suite des événements. C'est en effet verbalement, au nom de la lutte contre le dictateur Bachar, comme pour Saddam Hussein, naguère meilleur allié de l'Occident, que le moment venu, en 2011, les grandes puissances occidentales travailleront à la dislocation de l'Etat et de la nation syrienne... pour leur substituer le chaos et l'exil de millions de Syriens, expulsés par la guerre.

Mais pour l'heure, ce ne sont pas seulement les affaires qui continuent, mais la collaboration militaire et policière : « (Depuis trente ans) *la Syrie représentait l'une des pièces maîtresses de notre système de sécurité, non seulement au Moyen-Orient, mais aussi pour la gestion de notre menace intérieure, écrit Bernard Squarcini, l'ancien patron de la DCRI.* » DST et DGSE sont des familiers des services secrets damascènes. Durant des années, « *la liste est longue des apprentis djihadistes que Damas remit au bureau de la DST en Syrie* », « *entre 2005 et 2006, les services syriens ont arrêté quelque 2 000 Occidentaux, toutes nationalités confondues, avant leur passage en Irak pour y mener la guerre sainte* ».

Jusqu'au début 2011, année où Sarkozy-Juppé, suivis de Hollande-Fabius, vont découvrir avec le plus grand étonnement une dictature en Syrie, le meilleur ami des services de renseignements français et britanniques est Ali Mamlouk, homme clé des services secrets syriens, « *interrogateur en chef de la prison de Mezzeh* » ; « *à cette époque, les Français ne sont pas très regardants sur les méthodes employées par les moukhabarats (services secrets) syriens pour obtenir des aveux* ».

C'est ce proche de Bachar, Mamlouk, qui rencontre Claude Guéant à Paris plusieurs fois, traite avec le MI6 à Londres, remettant des listes de militants britanniques d'origine pakistanaise. Bref, celui qui sera chargé bientôt de réprimer dans le sang les manifestations en Syrie (2011) est durant des années le premier et le meilleur interlo-

cuteur policier et militaire pour le renseignement des alliés occidentaux intervenant militairement au Moyen-Orient. Jusqu'en 2013 ! « *Entre novembre et décembre 2013, deux délégations, une de la DCRI, puis une autre de la DGSE, se succèdent dans le bureau design du chef du Conseil de sécurité nationale dans le quartier de Mezzeh, à Damas.* »

Mais Assad, interviewé par l'un des auteurs dans *Le Figaro*, fixe en septembre 2013 le cadre des relations à venir entre la France et la Syrie, au moment où Fabius s'époumone pour demander le renversement du régime syrien : « *Toute sorte de coopération, qu'elle soit sécuritaire, militaire ou même économique, a besoin d'un accord politique.* »

14 juillet 2008 : Bachar aux côtés de Sarkozy...

Si Chirac a décidé en 2005 la mise en quarantaine diplomatique de la Syrie, Sarkozy se fait un plaisir de contrevenir à ses instructions. Le nouvel apprenti-bonaparte français, dans sa politique de coups d'éclat, entend avec l'aide de Damas jouer un rôle majeur au Moyen-Orient. Il y a aussi le projet économico-politique de l'Union pour la Méditerranée. Claude Guéant s'active à Damas, mais la médiation vient du Qatar, qui tient en Syrie le premier rôle pour les investisseurs étrangers. L'émir Hamad est l'intermédiaire entre Bachar et Sarkozy. Toutes les parties libanaises signent à Doha un accord politique, grâce, disent les auteurs, à « *la diplomatie du carnet de chèques* » pratiquée par le Qatar... Pour Bachar, le cadeau d'un Airbus personnel tourne la prohibition américaine : son Airbus stationne à Doha, et vient le chercher tout exprès pour chaque voyage. Sarkozy jure à Bachar qu'il obtiendra des autorités américaines l'autorisation de vendre 54 appareils français à la Syrie d'ici 2028. Mais Washington déçoit ces fanfaronnades.

En 2008, donc, Bachar siège à la conférence de l'Union pour la Méditerranée, trône aux Champs-Élysées le 14 juillet aux côtés de son grand ami Sarkozy, se détend à Cannes dans la somptueuse villa de l'émir du Qatar, accueille, toujours par l'entremise qatari, le Premier ministre turc Erdogan. Trois ans plus tard, ces trois Etats, Turquie,

France, Qatar, seront à la tête de la dénonciation du régime de Bachar, contre lequel ils aideront de toutes les manières les opposants « djihadistes », par l'argent et par les armes.

Mais pour l'heure, « *les sociétés françaises convoient les grands chantiers de Bachar* », et c'est la lune de miel avec l'Elysée. Une société française décroche le marché du port de Lattaquié, qui devra accueillir un million de conteneurs par an. Ajoutés à un chemin de fer Lattaquié-Bassorah permettant de contourner le canal de Suez, ces travaux renforcent la position économique de la Syrie, valorisent les intérêts français contre ceux de « nos amis américains ». De sourdes luttes d'influence opposent les investisseurs occidentaux soutenus par leurs gouvernements.

Au début de 2011, les renversements de Ben Ali et de Moubarak par les soulèvements populaires vont bouleverser la donne. Les premières manifestations syriennes commencent le 15 mars, sévèrement réprimées.

... 2011-2014 : Bachar devient l'ennemi

Selon les auteurs, au lendemain des révolutions tunisienne et égyptienne (2011), le quai d'Orsay se cale sur une théorie des dominos : la Syrie va suivre, et il n'y a plus qu'une obsession : « *peser sur la Syrie de demain* ». On comprend le souci des milieux politiques reflétant celui des milieux d'affaires. Des faux-pas ont été commis, qu'on redoute de commettre à nouveau, par exemple la décision de la ministre Alliot-Marie de fournir à Ben Ali des moyens perfectionnés de réprimer les manifestations en Tunisie, ou l'incrédulité sur la possibilité que le régime fort de Moubarak soit abattu. L'Etat français et ses soutiens capitalistes, acharnés à préserver et étendre leurs positions au Proche-Orient, entendent cette fois *anticiper* correctement...

Amorcée par Juppé-Sarkozy, amplifiée par Fabius-Hollande, la politique et la diplomatie s'alignent sur cette anticipation d'une chute certaine du gouvernement Bachar.

A la différence des Américains, beaucoup plus réticents et mieux renseignés sans doute, « *Paris défend sa diplomatie*

des zones libérées avec l'idée d'y installer un gouvernement provisoire. Au Quai d'Orsay, on a en tête le cas du Gouvernement provisoire de la république algérienne (sic), ou, plus près de nous, l'exemple libyen, les révolutionnaires installant leurs nouvelles autorités à Benghazi avant de conquérir progressivement le reste du pays. Pour la Syrie, le raisonnement est similaire (...). Evidemment, dans ce schéma, la France compte bien placer ses hommes au sein de ce futur gouvernement provisoire syrien pour jouer ensuite un rôle important dans l'après-Bachar. »

Très introduits dans les milieux diplomatiques et médiatiques, les auteurs décrivent ces années d'illusions et de négations par les gouvernements Sarkozy, et surtout Hollande-Fabius, de mises en garde, d'informations contraires transmises et par l'ambassade française à Damas et par les services secrets français. Les auteurs décrivent un Fabius épousant en permanence les thèses israéliennes, y compris lors des atroces bombardements de Gaza : « *Le droit d'Israël à la sécurité est total.* » Et l'Etat d'Israël est intéressé au renversement de Bachar.

Pour préparer un après-Bachar avec une Syrie docile aux intérêts français... et israéliens, et saoudiens, donc américains, rien de plus simple : on invente à Paris un Conseil national syrien (CNS), composé, aidé, financé par la France et par les monarchies du Golfe. Cette méthode — fabriquer des politiciens nationaux sur mesure pour gouverner la nation convoitée —, déjà utilisée par les Américains pour d'autres pays sous contrôle, pourquoi ne pourrait-elle pas être menée à bien par les Français ? Ce CNS est donc adoubé par Juppé en octobre 2011, à Paris, toujours avec l'objectif : « *Paris pense peser sur la Syrie de l'après-Bachar.* »

Or si le génie diplomatique est français, l'argent vient des alliés de la France, précieux au sens propre, les monarchies du Golfe, qui vont se charger de l'armement, du financement de ce CNS, devenu Coalition nationale en 2012. On appréciera ce témoignage, sous anonymat, de l'un de ses membres, qui éclaire la situation réelle, loin des clichés médiatiques sur le « djihad » :

« *Les seuls qui avaient les moyens de tenir tête à Assad, c'étaient les Frères musulmans. Le problème, quand vous commencez*

à réclamer de l'argent, c'est que vous dépendez de vos bailleurs de fonds. On nous a critiqués en disant que tous nos groupes armés portaient des noms islamiques.

Mais que pouvait-on faire ? On recevait des enveloppes avec de l'argent, en général entre 10 000 et 15 000 dollars. Et dans l'enveloppe, il y avait une lettre contenant une double demande : que le groupe armé ait un nom islamique du genre Jound al-Islam, Sokour al-Islam, et que chaque vendredi, le slogan des manifestations soit également à connotation islamique.

Comment faisait-on alors ? On filmait les manifestations où l'on criait : "Allah Akhbar !" On filmait également les attaques de convois de l'armée et les opérations de sabotage, puis on envoyait les vidéos à des Koweïtiens, des Saoudiens, des Qatariens en leur disant de nous aider à continuer la lutte contre le tyran Assad (...). On disait tout cela aux Français, ils ne l'ignoraient pas (...). Voilà comment la révolte s'est islamisée, a été instrumentalisée par les pays du Golfe avec l'assentiment de la France et d'autres pays occidentaux. »

Cet entretien avec les auteurs a lieu à Istanbul en avril 2014. A ce moment, des milliers de tonnes d'armement, financées par les Etats-Unis et les monarchies du Golfe, ont transité par des groupes armés amis des Occidentaux, pour aboutir, par le jeu de scissions et de fusions politiques, aux mains de l'Etat islamique, dont Al-Nosra, toujours financé par l'Arabie Saoudite, se sépare, avec hésitation, au début de 2014...

Connaissant la suite (l'ouvrage s'achève à ce moment, en 2014), on peut difficilement contester le titre de chapitre des auteurs, « *Les apprentis sorciers* »...

L'histoire du fiasco de la diplomatie Hollande-Fabius, entièrement continuateur, on l'a vu, de Juppé-Sarkozy, n'est pas moins intéressante pour comprendre les relations internationales d'aujourd'hui.

Kofi Annan, au nom de l'ONU, réunit à Genève une conférence, le 30 juin 2012, avec toutes les grandes puissances et les gouvernements régionaux.

« *Au terme de la réunion, un texte appelé "communiqué de Genève I", dessine les contours d'un processus de transition politique. Le point central prévoit "la mise en place d'un organe de gouvernement transi-*

toire capable d'instaurer un climat de neutralité dans lequel la transition pourra se faire (...). Il pourra comprendre des membres de l'actuel gouvernement et de l'opposition ainsi que d'autres groupes, et sera formé sur la base du consentement mutuel". »

La Russie, alliée de la Syrie, ne donne son accord à ce processus qu'à la condition que soit exclu l'usage du chapitre VII de la Charte de l'ONU, prévoyant l'usage de la force extérieure contre un Etat récalcitrant, ici la Syrie. « *C'est une ligne rouge pour moi* », dit-il « *en regardant fixement les Occidentaux* », Hillary Clinton, Fabius, les Britanniques. Il met en garde spécialement « *Laurent* », sur sa prochaine réunion des Amis de la Syrie — les Etats bellicistes groupés par la France.

Une semaine plus tard, Fabius réunit les dits Amis de la Syrie et, à la stupéfaction d'un « *diplomate européen présent* » qui le rapporte aux auteurs du livre, « *ce dont on parle est exactement l'antithèse de Genève I* ». Le renversement de Bachar par la guerre reste la ligne suivie, ainsi que la préparation de l'usage du chapitre VII. Au diplomate européen, l'homme du Quai d'Orsay pour la Syrie répond en traitant de catastrophe Genève I, puisqu'il est contraire à l'espoir français, reposant sur l'opposition syrienne seule.

Quand le diplomate s'en étonne, « *le représentant de la Turquie le rabroue sèchement* ». Mentionnons ici qu'en 2013-2014-2015, de nombreux organes de la presse internationale attesteront d'une aide, en armes, en accueil, en soins, du gouvernement turc à l'Etat islamique, son allié contre les Kurdes. Ainsi, selon ces récits et témoignages, Fabius et Hollande associent leurs intérêts à ceux des régimes les plus bellicistes de la région.

Signalons encore les révélations des auteurs sur les massacres en Syrie par usage de gaz toxiques. Si les représentants de l'ONU accusent Assad pour trois des quatre massacres, il en va autrement pour celui de Khan el-Assal, le 19 avril 2013. « *Les djihadistes ont récupéré ces produits*, disent les enquêteurs de l'ONU. *Nous avons contacté le chef du groupe qui possédait les substances, au début. Il a reconnu les avoir livrées au Front al-Nosra* » (membre de l'opposition, financé par l'Arabie Saoudite).

Les auteurs poursuivent : « *Ce dernier est donc le suspect numéro un dans la première attaque chimique à Khan el-Assal, où le quartier visé est majoritairement peuplé d'alaouites, les ennemis d'al-Nosra, et de "chabihas", les nervis du régime (...). Un ancien cadre des services de renseignement français confirme bien que "les Turcs avaient arrêté à trois reprises des rebelles transportant du gaz sarin dans le coffre de leur voiture alors qu'ils s'apprêtaient à pénétrer en territoire syrien".* » L'entourage de Fabius, tout occupé à saisir l'usage des gaz par Bachar pour parvenir enfin aux bombardements occidentaux, ne dispose, dit-il aux auteurs, « *d'aucun élément sérieux nous permettant de valider la thèse de l'utilisation du chimique par les rebelles* »...

Mais tandis que les pseudo-Talleyrand de la diplomatie française croient jouer au plus fin et triompher dans leurs objectifs, ils sont ramenés aux réalités à partir de 2013-2014, par le maître américain. « *Douche froide* » pour les Français, « *Washington a compris que l'idée française ne tenait plus la route sur le terrain. Les Américains ont réalisé que les soi-disant "zones libérées" n'étaient pas sous contrôle de la CNS et de son bras militaire, l'Armée syrienne libre, mais qu'elles étaient en fait en train de tomber sous la coupe des groupes djihadistes et des salafistes les plus extrémistes alors en pleine expansion.* » « *Pas question d'accepter un gouvernement provisoire style GPRA comme le proposent les Français. L'idée pour les Américains est de constituer une structure exécutive comprenant des opposants, mais aussi des membres du régime. En fait, c'est le retour au communiqué Genève I que les Français n'ont jamais réellement soutenu. En sous-main, Américains et Russes travaillent déjà à poser les bases de la future conférence de Genève II qui aura lieu en janvier 2014. Dans cette gestion russo-américaine, la France est mise hors-jeu en douceur.* » Telle est donc, selon ces deux journalistes du *Figaro*, la trame des événements diplomatiques, où « *la France risque de perdre sur tous les tableaux* », qui précéderent l'année 2015, les attentats et massacres en France, l'appel du gouvernement Hollande-Valls-Fabius, soutenu par les partis du gouvernement précédent de Sarkozy, à l'union nationale.

Michel Sérac

Qui suit Charlie ?

**Emmanuel Todd,
*Qui est Charlie ?***

Sociologie d'une crise religieuse

Seuil, 252 pages, 18 euros

Ceux qui se sont demandé comment manifester leur indignation après les attentats du 7 janvier sans pour autant défiler derrière Hollande et les autres chefs d'Etat fauteurs de guerres liront avec intérêt l'essai d'Emmanuel Todd. En coupant l'arrivée d'eau tiède unanime et larmoyante d'une unanimité artificielle, il proteste à sa manière contre ce qu'il qualifie d'« *imposture* » et tente d'en analyser les ressorts. Nous serions, selon lui, en train de vivre une « *crise religieuse* » dont il veut faire la « *sociologie* » dans un livre, *Qui est Charlie ?*, où il apostrophe les porteurs de pancartes et autocollants « *Je suis Charlie* » du 11 janvier 2015.

«La vérité religieuse de la France en 2015, c'est une incroyance comme il n'en a jamais existé dans l'histoire»

« *Cet essai, écrit sous le coup de l'exaspération* » (p. 24), sonne un peu comme un... blasphème, provoqué par cette manifestation et par les commentaires qui l'ont accompagnée. Mais le règne de l'émotion qu'il critique chez les manifestants semble bien l'avoir saisi lui aussi. Au début de l'ouvrage (p. 15), Todd clame (pour se contredire à la fin) ce qu'il

n'a pas pu dire dès le lendemain des attentats : que « *le droit au blasphème sur sa propre religion ne devait pas être confondu avec le droit au blasphème sur la religion d'autrui, particulièrement dans le contexte socio-économique difficile qui est celui de la société française actuelle : blasphémer de manière répétitive, systématique, sur Mahomet, personnage central de la religion d'un groupe faible et discriminé, devrait être, quoi qu'en disent les tribunaux, qualifié d'incitation à la haine religieuse, ethnique ou raciale* » (souligné par l'auteur).

A partir de là, tout le livre est tourné contre ce qu'il nomme l'« *islamophobie* ». Mais sa réflexion le conduit à situer cette attitude dans son contexte politique : « *chaque pas en avant de la construction européenne se révélera, au final, comme un pas en avant dans l'islamophobie* » (p. 197). Une affirmation qui expliquera peut-être l'ampleur des réactions de rejet que ce livre a suscitées dans les classes dirigeantes et dans presque toute la presse.

Quoi qu'il en soit, à la fin de sa démonstration (p. 233), Todd, revient sur l'islam et la laïcité : « *pour éviter tout malentendu* », il rappelle le « *pacte républicain* », qui « *établit ce sur quoi la République ne saurait transiger* ». En premier lieu, « *le droit au blasphème est absolu* ». Puis : « *Les citoyens français, musulmans ou non, qui considèrent que blasphémer sur la religion d'un groupe dominé est inutile et lâche, ont le droit de le dire sans*

être accusés ni d'apologie du terrorisme ni de ne pas être de bons Français. L'Etat doit protéger leur liberté d'expression. »

Il reste que, selon l'auteur, nous avons affaire à une crise religieuse. Voire. La crise sociale ne trouve certes pas d'expression politique. Cela peut doper les réactions religieuses que provoquent les désastres de la politique des gouvernements. Cependant, Emmanuel Todd reconnaît (p. 28) que « *la vérité religieuse de la France en 2015, c'est une incroyance comme il n'en a jamais existé dans l'histoire* ».

Face à l'expression religieuse de la crise, Todd professe une conception de la laïcité qui déconcerte. Selon lui, la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905 est ambiguë (p. 221), du fait que, avec le « jacobinisme » que célèbre la III^e République, cette loi affirme « *une intolérance revendiquée qui masque la liberté de tous* ». Cela revient à considérer que son article 2 (« *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ») contredit l'article 1 (« *La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public* »). Dans l'interprétation que donne Todd, ne pas financer un culte, ce serait donc manifester une intolérance contre lui.

C'est dans l'application de plus en plus dérogatoire de la loi de 1905 que Todd pourrait trouver une source de ce qu'il appelle l'« *islamophobie* ». Comment, en effet, les gens qui sont issus de l'immigration maghrébine, renvoyés selon lui vers la religion musulmane, peuvent-ils voir cette république officiellement laïque financer l'enseignement privé, catholique à plus de 90 % ? Comment peuvent-ils accepter sans broncher que les impôts qu'ils paient, directement ou indirectement par la TVA, permettent à des gens d'inculquer à leurs enfants les dogmes d'une religion concurrente de celle à laquelle on les assigne ? Comment peuvent-ils accepter que certaines catégories de la population évacuent leurs enfants des écoles laïques dès que des enfants plus pauvres y arrivent ? Comment peuvent-ils accepter que certaines catégories enseignent à leurs enfants, dans des écoles privées financées par l'Etat, à se distinguer des classes laborieuses

(classes dangereuses) en profitant des impôts payés par ces mêmes classes laborieuses (classes toujours dangereuses) au prétexte d'un enseignement de dogmes plus ou moins affichés ?

Pour situer sa thèse d'une « crise religieuse », Emmanuel Todd évoque (p. 101), la « *catégorie fantasmatique des musulmans* », qu'il oppose à la « *catégorie bien réelle des ouvriers* », mais dénonce (p. 104) la « *double exclusion des jeunes musulmans des banlieues et des ouvriers* ». Il semble réaliser ainsi idéalement la réunion du fantasmatique et du réel. Si bien qu'il peut analyser la manière dont la France traite un « *islam, religion d'un groupe dominé* » (p. 107). Mais sa réflexion est plus complexe. Il constate ainsi (p. 190) qu'« *une observance régulière, standardisée et complète (est) assez rare* » et que, donc, « *nous devons nous demander si l'auto-définition de 78 % des enquêtés comme des "musulmans qui prennent leur religion au sérieux" n'est pas tout simplement une manifestation* » d'un phénomène général : « *Si la société globale vous met dans un sac portant l'étiquette musulman, vous vous sentez musulman.* »

**“Autrement dit,
si le Parti socialiste
parle d'intégration,
il a choisi,
par sa politique
économique,
de pratiquer
la ségrégation”**

Islamophobie, racisme... Dans un chapitre consacré aux *Français d'extrême droite* (p. 149), Todd explique la montée du Front national en se fondant sur les tendances anthropologiques profondes qui traversent historiquement le territoire de la France. Il reflète ainsi la tendance de bon nombre de chercheurs à prendre leur domaine d'activité comme source essentielle, parfois unique, d'explication des phénomènes qu'ils veulent décrire. Cependant, Todd complète cette analyse aux allures systématiques par la mise à jour de réalités

actuelles et spécifiquement politiques : « *La gestion économique des socialistes — toujours la même depuis 1983 lorsqu'ils sont au pouvoir : franc fort, marche à l'euro, défense de l'euro — enferme dans le chômage les quartiers menacés, selon Manuel Valls, d'apartheid. Cette gestion est le frein principal à l'assimilation des enfants d'immigrés, parce qu'elle interdit à beaucoup d'entre eux de se projeter pratiquement et mentalement dans un futur décent* » (p. 172, souligné par l'auteur).

Ou encore : « *Autrement dit, si le Parti socialiste parle d'intégration, il a choisi, par sa politique économique, de pratiquer la ségrégation* » (p. 172). De ce constat, Todd déduit une théorisation forte et originale de l'opposition entre le PS et le FN sur la question de la xénophobie : « *Le PS est objectivement xénophobe* » et « *l'électorat du FN est subjectivement xénophobe* » (p. 173). Au passage, Todd revient à l'explication par des « *structures anthropologiques égalitaires* » qui feraient que ces électeurs-là ne supportent pas l'« *existence d'une différence immigrée concrète* ». C'est sans doute une considération de ce genre qui explique le titre du chapitre, *Les Français d'extrême droite*, qui suggère qu'on est Français d'extrême droite comme on naît.

Cependant, cet ouvrage est assez riche en considérations diverses pour montrer que l'omniprésence de l'explication anthropologique des comportements électoraux des Français ne rejette pas la dimension politique et sociale des événements. Ainsi, Todd explique-t-il (p. 50) que « *Le référendum (de 1992 sur le traité de Maastricht) a tout d'abord mis en évidence la notion de classe sociale. Il a fait émerger à la conscience nationale — on pourrait même dire qu'il a accouché — le thème désormais constant d'une opposition entre les élites et le peuple. En haut de la structure sociale, les "cadres et professions intellectuelles supérieures" votèrent "oui" à 70 %, entraînant les "professions intermédiaires" dans un choix positif à 57 %. En bas, les classes populaires furent spontanément hostiles au traité. Les ouvriers ne l'approuvèrent qu'à 42 %, les employés à 44 %, tout comme les artisans et les petits commerçants.* »

Dans ce constat, fondé sans doute en partie sur les fabrications des marchands de sondages, mais là n'est pas la question, relevons de grands absents, le PS et les intellectuels qui l'ont suivi pour appeler à voter oui.

Un raisonnement acrobatique autour des classes moyennes

Au delà de cette approche, Todd cherche à établir le rôle de ce qu'il appelle les « *classes moyennes* » dans l'équilibre des forces politiques du pays. Or la définition même des classes sociales au travers des catégories établies par l'INSEE est problématique. Todd reconnaît l'imperfection de ses outils (p. 92) : « *La nomenclature de l'INSEE permet une approche empirique de la structure sociale absolument imparfaite sur le plan théorique (...) mais parfaitement raisonnable.* » Ce qui démontre au passage que, pour certains chercheurs en sciences sociales, il n'est pas illogique que la théorie puisse s'opposer à la raison.

A partir d'un agrégat hasardeux de catégories socioprofessionnelles de l'INSEE, Todd se fait extralucide : « *On voit bien comment cette classe moyenne, combinant une éducation et des revenus plus élevés, peut contrôler le système idéologique.* » Ce « *système* » échapperait donc à la maîtrise de l'Etat, des puissances d'argent qui possèdent les grands médias et des mille un canaux par lesquels s'exerce l'influence déterminante des classes dominantes. Surtout, une telle analyse se heurte au caractère aléatoire de la définition de cette « *classe moyenne* » à quoi Todd attribue un rôle dirigeant.

Par son raisonnement acrobatique autour de ces classes moyennes, Todd essaie de démontrer que « *les forces sociales qui se sont exprimées le 11 janvier sont celles qui avaient fait accepter le traité de Maastricht. L'émotion née de la tuerie du 7 janvier a ressuscité, non pas la République, mais la coalition qui avait voté sa dissolution dans le nouvel ordre européen. La masse de la manifestation suggère que les catégories "intermédiaires" de la nomen-*

clature socioprofessionnelle de l'INSEE, qui avaient lâché la coalition en 2005, sont revenues dans le bloc idéologiquement dominant de la société française en 2015 » (p. 82). La chose est en effet suggérée, mais pas démontrée. Ce qui est surtout démontré, c'est que ces catégories sociales, dans la mesure où elles peuvent être identifiées, ont, dans la rhétorique même d'Emmanuel Todd, un comportement erratique qui ne s'accorde guère avec une capacité de « *contrôler le système idéologique* » qu'il leur prête généreusement.

En prenant, avec une élégance qui le distingue parmi ses confrères, le contrepied des discours du chef de l'Etat et des partis qui l'ont soutenu à un degré ou à un autre, Todd démontre finalement, à son corps défendant peut-être, que ce qui a se-

coué la France en janvier est plus une crise politique et sociale qu'une crise religieuse. Cependant, la confusion politique qui règne au sommet de l'Etat, et dans les états-majors des partis qui alternent à sa tête, tend à donner aux religions et à leurs clergés une dimension et un rôle dirigeant — qu'ils revendiquent par nature. En ce sens, la responsabilité des gouvernements qui se succèdent depuis 1983 est immense. Et Emmanuel Todd qualifie très justement (p. 135) les attentats du 7 janvier 2015 comme « *le retour soudain du tragique dans l'Histoire de France* ». En effet, les contorsions parfois comiques des sommets de l'Etat ne peuvent plus faire oublier qu'elles conduisent le pays aux catastrophes.

Fabrice Toscan

Chroniques des falsifications

La Russie tsariste un paradis ?

L Il n'est jamais trop tard pour débusquer une falsification... En voici une d'envergure que j'ai découverte dans un article du journal russe *Itogui* publié dans le *Courrier International* du 4 au 10 mars 2010. L'auteur de l'article est un certain Alexandre Kloponine, ancien oligarque qui a dirigé le géant du nickel russe Norilski Nickel de 1996 à 2001, puis gouverneur du territoire de Krasnoïarsk et nommé en 2010 à la tête du nouveau district fédéral du Nord-Caucase (le 8^{ème} de Russie). Il a publié donc dans *Itogui* un article que le *Courrier International* reproduit sous le titre « Quand la Russie épatait le monde », dont je ne sais s'il est le titre original. On y apprend que la Russie tsariste était un état social avancé...

« Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, la Russie se trouva soudain à l'avant-garde européenne, non seulement dans le domaine des arts et du ballet, mais aussi par son rythme de croissance. Menée avec brio, la modernisation de l'économie la plus archaïque d'Europe avait en l'espace d'une décennie, fait du pays un champion absolu en matière de production et d'exportation de blé, le cinquième fabricant d'acier, le premier producteur mondial de charbon et de pétrole. Personne n'avait de doute : d'ici vingt à trente ans, la Russie allait

devenir la plus grande puissance de la planète. »

Après cette mâle proclamation quelque peu exagérée sur le devenir de plus grande puissance de la planète promis à la Russie par tout le monde, (ce qui évite de citer des sources), Kloponine salue l'action du ministre des finances Serge Witte : *« Le PIB se mit à augmenter de 12 % par an en moyenne ; le volume de production industrielle tripla presque et les recettes budgétaires doublèrent. »*

Après ce tableau quasiment idyllique Kloponine s'interroge : *« Pourquoi alors, avec de pareils résultats le prolétariat fut-il séduit par la révolution ? Certains grands esprits se le demandent encore. En effet un ouvrier qualifié des usines Poutilov touchait 1 300 roubles par an, un salaire équivalent à celui de ses homologues de chez Krupp ou Ford. Même un simple manœuvre payé 1,30 rouble par jour n'était pas misérable : une bouteille de vodka coûtait alors 17 kopecks et un poulet 40. Pour le pays pionnier de l'ère capitaliste qu'était la Grande-Bretagne post-victorienne, où le coût des denrées était plus élevé, le niveau de vie des grandes villes de l'Empire russe semblait alors un rêve inaccessible. En outre la loi veillait sur les conquêtes sociales de cette Russie « arriérée » : il*

était interdit de baisser les salaires ou de payer un ouvrier en nature. »

Décidément les ouvriers russes étaient totalement aveugles pour ne pas ressentir toute la félicité que leur procurait le régime tsariste. Pourquoi donc en effet s'étaient-ils lancés dans la grève générale en octobre 1905 et avaient-ils recommencé à Saint-Pétersbourg en juillet 1914 alors que les

ouvriers britanniques ne pouvaient même pas rêver de connaître un sort aussi enviable que le leur. Les grands esprits se le demandent encore selon Kloponine. Je ne sais qui affirmait que les statistiques relèvent de l'art du mensonge. On en a là un exemple très éclairant.

Jean-Jacques Marie

Cahier du CERMTRI n°159

**LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,
DU 12 FÉVRIER 1934
AU FRONT POPULAIRE**

Le Parti communiste français, du 12 février 1934 au Front populaire

Présentation

Nous avons vu dans un précédent numéro (n° 66) les conséquences de la prise de pouvoir par Hitler et la politique suivie par l'Internationale communiste et sa section française. Nous le terminions après le 6 février 1934, juste avant la mobilisation ouvrière dans la grève générale du 12 février, mobilisation qui impose l'unité des organisations ouvrières dans la manifestation. Unité très provisoire, fragile, mal acceptée, tant par la direction du PCF (Thorez, malade, disparaît pendant un mois) que par la direction de la SFIO.

La situation politique et sociale du pays est pourtant particulièrement difficile, la crise économique se fait sentir très durement.

Les années 1934-1935 sont les véritables années de la crise en France : de 1929 à 1935, l'indice des revenus est passé de 100 à 70, et la valeur des exportations est tombée de 50 milliards en 1929 à 15 en 1935. Toutes les catégories sociales ne sont pas touchées de la même manière, mais la dégradation de la condition ouvrière apparaît considérable, et elle devient elle-même facteur de crise par la contraction du pouvoir d'achat. Ajoutons le chômage, qui frappe officiellement 425 000 salariés (le chiffre réel est sans doute le double). Depuis 1933, les différents gouvernements auxquels participent des ministres radicaux-socialistes répondent à la crise par une politique de déflation : réduction de salaire des fonctionnaires, sous la forme d'un prélèvement de 6 %, limitation du recrutement, retards à

l'avancement. La politique de déflation, qui sera poursuivie par Laval en 1934 et 1935, touche aussi les commerçants, les artisans et les paysans. Comment allaient s'orienter ces catégories sociales face à la crise ? Vers la classe ouvrière ou vers les ligues fascistes ?

A la crise économique s'ajoute la crise politique ouverte par l'affaire Stavisky en janvier 1934. C'est la valse des ministères : le ministère de Doumergue, mis en place le 7 février, démissionne en novembre 1934 (après le départ des radicaux). Il est remplacé par un gouvernement de Pierre-Etienne Flandin jusqu'au 1^{er} juin 1935. Il sera suivi d'un gouvernement Laval jusqu'au 24 janvier 1936. Ces gouvernements suivent la même politique de baisse des salaires pour enrayer la crise, par une série de décrets-lois. (juillet 1935).

De l'unité dans la rue, le 12 février, au pacte d'unité PC-PS (27 juillet 1934)

Le 12 février, la classe ouvrière imposait par la grève et la manifestation l'unité prolétarienne, le front unique SFIO-PCF. Imposé est bien le terme exact, car tant la direction du PCF que celle de la SFIO ont plus subi qu'initié le mouvement. La décision de la grève générale du 12 février par la CGT de Jouhaux l'a été plus pour soutenir le gouvernement Daladier que pour appeler à une mobilisation populaire.

La réplique ouvrière du 12 février tourne une page du mouvement ouvrier

et des rapports de classe en France. En effet, à partir de là, on assiste à une véritable renaissance, qui va se traduire d'abord par un afflux vers les partis ouvriers, PCF et SFIO, et ensuite vers la CGT réunifiée.

Mais les résistances au front unique vont encore s'exprimer avec force au sein même des organisations communiste et socialiste. Le PCF écrit en plein cœur des événements de février : « *Travailleurs ! Camarades ! Le gouvernement sanglant Daladier-Frot a préparé la venue au pouvoir de l'union nationale. Il vient de lui céder la place. C'est ainsi que le Parti radical et le Parti socialiste font le lit du fascisme ! (...) Abas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le Parti radical et le Parti socialiste. Vive le gouvernement ouvrier et paysan (...).* » Orientation réaffirmée au comité central du PCF de mars 1934. Ajoutons que, le 11 mars, le conseil national de la SFIO répondait en écho : « *La lutte contre le fascisme ne peut être conduite que sous l'action socialiste et dans le sens de la doctrine socialiste.* » Réponse du berger à la bergère...

Cependant, la pression de la base ouvrière allait s'exercer jusqu'à l'intérieur des partis. Dans le PCF, une opposition se fait entendre autour de Doriot et de Renaud-Jean, alors que, dans la SFIO, la gauche, incarnée par Zyromsky et Marceau Pivert, relaie la volonté d'unité d'action qui s'est exprimée en février.

C'est en fait le PCF qui va évoluer le premier, non pas de sa propre initiative, mais par l'évolution des positions de Staline et de l'Internationale communiste.

Staline a semblé hésiter un certain temps, mais sa décision est prise vers la fin du printemps 1934. Face au danger du nazisme enfin pris en compte, Staline cherche à rompre l'isolement en se rapprochant des démocraties occidentales. Sa décision de faire entrer l'URSS à la SDN est significative de son évolution...

Les nouvelles positions communistes sont reprises dans *L'Humanité*, datée du 31 mai 1934, dans un article de la *Pravda*, qui indique que « *l'IC estime*

que l'appel au front unique devant la menace fasciste (...) est nécessaire dans certaines conditions ».

La conférence du PCF d'Ivry, le 23 juin, va permettre, avec quelques difficultés encore, de s'aligner sur la politique du Komintern. La proposition d'un pacte d'unité avec la SFIO est faite, mais les socialistes restent réticents tant que les communistes ne s'engageront pas à cesser leurs attaques. A la base, les travailleurs désirent ardemment l'unité. La préparation de la grève générale a permis, dans de nombreuses villes, la reprise de relations entre la CGT et la CGTU, et des cortèges sont organisés conjointement. Pour preuve, le succès du meeting organisé par les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise de la SFIO et de la région parisienne du PCF, le 2 juillet, salle Bullier, trop petite pour accueillir les participants.

Le 27 juillet 1934, SFIO et PCF adoptent le pacte d'unité d'action antifasciste. Les principales mesures sont les suivantes :

- désarmement et dissolutions des ligues fascistes ;
- dissolution de la Chambre et représentation proportionnelle ;
- lutte contre les préparatifs de guerre ;
- lutte contre les décrets-lois ;
- contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche ;
- libération de tous les antifascistes emprisonnés.

Un comité de coordination est créé.

Ce pacte, quelles qu'en soient les limites, a une portée politique considérable, car il incarne l'unité entre les deux organisations ouvrières, ce qui correspondait à l'aspiration essentielle des masses et de bon nombre de militants socialistes et même communistes. Mais, évidemment, il reste dans le cadre du respect du parlementarisme, de la propriété privée des moyens de production et ne demande pas de chasser le gouvernement Doumergue, qui continue de prendre décrets sur décrets de déflation et qui accroît la répression contre les grévistes. En juillet 1934, 5 000 insti-

tuteurs sont mis d'office à la retraite pour faits de grève.

Les actions unitaires se multiplient. Dès le mois d'août, une manifestation réunit socialistes et communistes pour l'anniversaire de la mort de Jaurès.

L'élargissement de l'unité aux radicaux (octobre 1934)

Mais, en abandonnant l'amalgame entre fascisme et démocratie bourgeoise, les communistes esquissent une nouvelle théorie, celle de l'alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes. L'impulsion vient une fois encore de Moscou. Le 21 août, le secrétaire de l'IC envoie une lettre au PCF en demandant l'élargissement du front unique aux partis et organisations représentant la petite bourgeoisie et la paysannerie.

Message bien reçu par Thorez.

Le 9 octobre, dans le comité de coordination, Thorez presse les socialistes d'accepter l'élargissement de l'alliance aux représentants des classes moyennes. Étendre l'alliance aux classes moyennes, cela signifie l'élargir aux chefs radicaux... Certains siègent dans les gouvernements Doumergue, puis Flandin et Laval, il va falloir donc faire une subtile distinction entre les « bons », personnifiés par Daladier, et les autres, représentés par Edouard Herriot.

Le 9 octobre, dans un meeting, salle Bullier, Thorez lance la formule du « *Front populaire du travail, de la liberté et de la paix* ». Les chefs communistes ont également proposé l'élaboration d'un programme devant servir de base au front.

Le 24 octobre, à la veille du congrès des radicaux, qui doit se tenir à Nantes, Thorez leur adresse l'appel suivant : « *Nous, communistes, nous luttons pour le pouvoir des soviets (...). Mais nous sommes décidés à ne rien négliger pour assurer la défense des revendications des travailleurs manuels et intellectuels et pour le maintien des libertés démocratiques.* » Au congrès radical, la résolution de synthèse d'Herriot ne semble pas influencée par l'appel des communistes, et la participation des radicaux au gouverne-

ment Doumergue n'est pas remise en question. Cela n'empêche pas Thorez, devant le comité central, le 1^{er} décembre, de se déclarer d'accord avec le programme radical : « *Tout cela n'est certes pas le programme des communistes. Mais ces revendications, ces aspirations exposées dans la déclaration du Parti radical s'y trouvent, croyons-nous, parce qu'elles correspondent en général au désir du peuple de France.* » Evolution significative du vocabulaire qui fait désormais référence au « *peuple de France* ».

Le Parti socialiste reste assez réticent : il faudra attendre le congrès du Mulhouse, en juin 1935, pour que l'accord politique se fasse complètement.

Comment comprendre que les chefs radicaux aient accepté l'alliance avec le PCF ?

Il y a, en premier lieu, l'évolution du corps électoral. Les élections cantonales d'octobre 1934 traduisent le mouvement de regroupement de la classe ouvrière derrière ses organisations : le PCF gagne 100 000 voix et passe de 10 à 28 élus, alors que la SFIO maintient ses positions : de 105 à 109 sièges ; le grand perdant est le Parti radical qui perd, lui, 21 sièges. La baisse des résultats du Parti radical ne peut s'expliquer que par le discrédit auprès des travailleurs de sa participation aux gouvernements réactionnaires. Les élections législatives approchant, il faut redorer son blason ! La même tendance se vérifie dans les élections municipales de mai 1935. Les conseillers communistes passent de 1 à 8 à Paris, le nombre de mairies communistes dans la proche banlieue passe de 9 à 26 et, en Seine-et-Oise, de 6 à 29, des villes comme Montreuil, Drancy, Argenteuil, Aubervilliers sont conquises.

Sur le plan international, les choses continuent d'évoluer. Staline poursuit sa politique d'ouverture envers les démocraties occidentales.

Le 2 mai 1935, Laval, alors ministre des Affaires étrangères, signe le pacte Laval-Staline et, le 15 mai, il obtient de Staline la fameuse phrase : « *M. Staline comprend et approuve pleinement la*

politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

Le parti va alors procéder à une réorientation en profondeur de sa politique : mise en sommeil de sa politique anti-coloniale, de son action antimilitariste, et il va prôner « la défense nationale ». Le PCF adopte le drapeau tricolore, entonne à tout propos *La Marseillaise*, et l'armée française devient « l'armée républicaine ».

Cette évolution suscite quelques remous, des militants quittent le parti, mais les adhésions de jeunes ouvriers masquent ces départs.

En juin 1935, le Comité international contre la guerre et le fascisme, créé l'année précédente, présidé par Romain Rolland et Barbusse, lance l'idée d'une grande manifestation à l'occasion du 14 Juillet, cette proposition est reprise par le Comité de vigilance des intellectuels et la Ligue des droits de l'homme.

Une étape importante était de lever les dernières résistances socialistes : ce qui fut fait au congrès de Mulhouse, en juin 1935.

Depuis août 1934, les trotskystes étaient entrés à la SFIO et avaient constitué le groupe bolchevik-léniniste. Leur influence était importante dans la fédération de la Seine et dans les Jeunesses socialistes. Leurs positions restent minoritaires au congrès de Mulhouse : 105 mandats à la motion Molinier-Rous, contre 777 à la motion de la Bataille socialiste, à laquelle Pivert s'est rallié « pour un Front populaire de combat », et 2 025 à la motion Blum. Ce congrès scelle l'accord définitif des socialistes avec le Front populaire.

Vers le Front populaire : le rassemblement du 14 Juillet 1935 et la montée des grèves

La journée du 14 Juillet est une grande manifestation d'unité nationale. Le Rassemblement populaire est fondé par un

serment présenté par le communiste Rabaté. Il faut préparer un programme pour les élections législatives de 1936.

Derrière les belles paroles et l'enthousiasme, se joue une autre partie.

Le 12 février 1934 a été, nous l'avons dit, un événement fondateur dans la mobilisation du mouvement ouvrier et dans la marche à la réunification syndicale.

La lutte contre les menées fascistes et la lutte pour les revendications ouvrières sont étroitement mêlées. En témoigne l'appel du syndicat des ouvriers autonomes du port du Havre. Le rapport d'activité de la commission exécutive de la CGTU pour son VIII^e Congrès confédéral exprime la même chose : « *Pendant la même période (entre le VII^e et le VIII^e Congrès) s'est développé dans notre pays d'une manière impétueuse le mouvement d'unité parmi les couches laborieuses de la population.*

Dans toutes les grèves, s'est réalisée l'unité des travailleurs. L'unité syndicale a fait de grands progrès, elle apparaît maintenant aux yeux des masses comme une chose prochaine. »

Ce même rapport cite les principales grèves : celle de la confection parisienne, des midinettes, des ouvriers du bâtiment de Nantes, du textile dans le Roannais, à Saint-Omer, dans la métallurgie...

Ces grèves se déroulent dans des villes où la mobilisation pour la grève générale du 12 février a été importante, où les appels unitaires des deux centrales ont été entendus... Les syndicats CGT et CGTU jouent un rôle essentiel dans la mobilisation ouvrière. Le mouvement débute en général à cause des salaires. Ainsi, la grève des ouvriers du textile rouennais éclate lorsque le patron veut appliquer une diminution de 12 % des salaires... Le comité de grève développe une tactique unitaire : les secrétaires fédéraux de la CGT et de la CGTU prennent la parole à la même tribune, et les ouvriers réclament un seul syndicat : le conflit durera neuf semaines.

Ce sont souvent des jeunes ouvriers que l'on retrouve dans les manifestations et dans les grèves.

La réunification syndicale

Dans ces grèves, la question de l'unité syndicale a été posée inévitablement.

Lors de la conférence d'Ivry, les communistes avaient, sous la pression de Moscou, fait de la réunification syndicale un axe important de leur politique.

La situation des organisations syndicales en 1934 n'est pas très brillante.

En 1921, la CGT avait 488 000 adhérents et la CGTU 349 000. En 1934, la CGT passe à 491 000 adhérents et la CGTU à 264 000. Depuis 1927, la CGTU est en perte de vitesse, sans doute à cause de son alignement sur le PCF, de plus en plus stalinien (troisième période). Si, à la base, l'unité se réalise souvent facilement, les choses sont encore difficiles au niveau des « sommets ». Les divergences sont importantes : la CGTU veut l'unité organique, alors que la CGT souhaite la formation de syndicats uniques, rassemblant sous une direction commune les sections syndicales locales et d'entreprise, mais le débat essentiel porte sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques. La CGT, après le 12 février, va consacrer l'essentiel de son énergie à la rédaction et à la popularisation de son « *programme de rénovation de l'économie française* ». La CGTU ne cesse d'adresser à la CGT des demandes de rencontre sans réponse positive.

Le 9 juin 1934, la CGTU propose des contacts à la CGT en vue de réaliser la réunification syndicale. La CGT refuse d'abord, mais la pression de la base est forte : sa fédération des services publics a voté une résolution mandant ses représentants au comité confédéral national pour « *exiger la reprise immédiate de contacts entre les deux CCN en vue de conclure un accord de fusion* ». Ce qui débloque la situation, c'est la décision du PCF et de la CGTU de

renoncer à la pratique des fractions. L'accord est acquis le 2 juillet 1935, et une déclaration commune est signée entre les deux directions, unitaire et confédérée, qui engage définitivement le processus de réunification. En septembre, les deux congrès décident l'unification qui se réalisera au congrès de Toulouse de mars 1936.

Pour sa part, le PCF, au congrès de Villeurbanne, scelle définitivement la politique du Front populaire. Dimitrov, secrétaire de l'IC, y déclare : « *C'est au Parti communiste français que revient le mérite d'avoir compris ce qu'il faut faire aujourd'hui.* »

Si le PCF tire dans ce congrès un bilan triomphal, enregistrant des adhésions importantes, les socialistes et les ex-confédérés constatent avec amertume que le plan de la CGT a été l'objet d'une critique sévère et que les responsables syndicaux unitaires n'ont pas abandonné leur mandat politique, puisque Racamond et Frachon viennent d'être réélus au comité central lors du congrès de Villeurbanne. Mais c'est la préparation des élections législatives d'avril-mai 1936 qui mobilise toutes les attentions...

Le congrès de Toulouse réunit plus de mille délégués, les confédérés sont largement majoritaires, ils peuvent donc faire accepter leurs positions sur la structure de la confédération, sur l'interdiction des cumuls des fonctions politiques et syndicales et sur l'affiliation à la FSI. L'unité syndicale va porter immédiatement ses fruits : de mars à mai 1936, 240 000 travailleurs rejoignent la CGT unifiée. Les luttes ouvrières se multiplient : pour la première fois, le 1^{er} mai 1936, les usines Renault sont obligées de fermer leurs portes, car 25 000 ouvriers ont cessé le travail. La révolution française est en marche...

Repères chronologiques : février 1934-mars 1936

1934

- 6 février** Manifestation des ligues d'extrême droite et des anciens combattants place de la Concorde. Manifestation antiparlementaire, 15 morts.
- 7 février** La CGT, appuyée par la SFIO, lance un appel à la grève générale contre la menace fasciste.
- 9 février** Le PCF appelle à manifester contre le gouvernement radical des fusilleurs.
- 12 février** Rejoints par le PCF et la CGTU, les militants des deux courants imposent une manifestation commune.
- Janvier-février** 17^e Congrès du Parti bolchevique, congrès « des vainqueurs ». Opposition de Kirov à Staline
- 5 mars** Paul Rivet, Paul Langevin et le philosophe Alain créent le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). Les organisations ouvrières manifestent séparément.
- 1^{er} mai** Congrès SFIO de Toulouse. Les thèses « planistes » sont écartées.
- 20-23 mai** Fin de la conférence nationale du PCF d'Ivry.
- 25 juin** Maurice Thorez y annonce l'abandon de la tactique « classe contre classe » et préconise l'unité d'action avec la direction de la SFIO.
- 27 juin** Doriot exclu du PCF.
- 2 juillet** Meeting de la fédération SFIO de la Seine (sous influence de Zyromski et Pivert) et direction régionale du PCF salle Bullier.
- 27 juillet** Pacte d'unité SFIO-PCF.
- 29 juillet** Manifestation commune SFIO-PCF pour commémorer l'assassinat de Jaurès.
- Août** Barbé exclu, entrée des bolcheviks-léninistes à la SFIO.
- 18 septembre** Entrée de l'URSS à la Société des Nations.
- 9 octobre** Thorez tend la main aux radicaux.
- Octobre** Congrès radical à Nantes. Elections cantonales.
- 6 au 13 octobre** Insurrection des Asturies avec l'Alliance ouvrière.
- Novembre** Le gouvernement Flandin remplace le gouvernement Doumergue.
- 1^{er} décembre** Assassinat de Kirov.
- 4 décembre** Début de la répression de masse contre « les assassins de Kirov ».

1935

- Janvier** Référendum sur la Sarre : par 477 000 voix contre 48 000, les Sarrois optent pour le rattachement à l'Allemagne.
- 5 et 12 mai** Premiers procès contre Zinoviev et Kamenev. Elections municipales des 5 et 12 mai : les communistes doublent le nombre de leurs élus. SFIO stable, effondrement des radicaux.
- 2 mai** Signature du pacte franco-soviétique, et communiqué officiel le 15 mai.

1^{er} juin	Gouvernement Laval.
8 juin	Appel lors d'un meeting salle de la Mutualité (intellectuels du comité de vigilance, militants socialistes et radicaux) pour un rassemblement populaire le 14 juillet.
18 juin	Trotsky en Norvège.
14 juillet	Meeting le matin, au stade Buffalo, où les présents font le serment « <i>de rester unis, contre les ligues factieuses</i> ».
Juillet	Exclusion de la SFIO des dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine.
6-8 août	Événements de Brest et de Toulon.
27 juillet	Début du VII ^e Congrès de l'Internationale communiste.
Septembre	Exclusion des bolcheviks-léninistes de la SFIO.
Septembre	Formation de la gauche révolutionnaire.
27 septembre	CGT et CGTU tiennent leurs congrès et fixent la procédure de « réunification ».
28 septembre	Réunion commune des deux organisations syndicales.
Octobre	Guerre d'Ethiopie
27 octobre	Le congrès du Parti radical rallie officiellement le rassemblement populaire.

1936

10 janvier	Agression contre Léon Blum.
12 janvier	Publication du programme du rassemblement populaire.
16 février	Victoire du « Frente popular » en Espagne.
22-25 janvier	Congrès du PCF à Villeurbanne.
27 février	Ratification du traité franco-soviétique.
Mars	Réunification syndicale au congrès de Toulouse.
Mars	Remilitarisation de la Rhénanie.

Comité havrais de lutte contre la Guerre et le Fascisme

Grève générale lundi

BRISONS LA VAGUE FASCISTE MONTANTE

Nulle part le fascisme n'a supprimé la crise.

Le Fascisme, c'est le travail forcé dans les camps, c'est encore plus de misère pour la classe ouvrière. Hitler avait promis de supprimer le chômage. Après un an de fascisme, 7 millions de chômeurs!

Le Fascisme dit qu'il apporte l'ordre; mais il n'apporte que la trique pour mater la révolte de la classe ouvrière.

Le Fascisme a transformé l'Allemagne en une plaque de sang; il emprisonne là-bas 120.000 travailleurs.

Le Fascisme, c'est l'antisémitisme, c'est le nationalisme le plus exacerbé. C'est donc la guerre.

Dockers, Marins, Ouvriers des Usines et des Entreprises du Havre

VOUS FEREZ GRÈVE LUNDI

avec les Fonctionnaires, les ouvriers et
employés des Services publics

LUTTONS ENSEMBLE :

**POUR L'ARRRESTATION IMMÉDIATE DU PROVOCATEUR
CHIAPPE**

POUR LA DISSOLUTION DES LIGUES FASCISTES

CONTRE LES LOIS SCÉLÉRATES

CONTRE LE FASCISME, CONTRE LA GUERRE

LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

Le Havre-Eclair et le Petit Havre ont donné la version policière que notre manifestation de la place Thiers était dirigée contre les magasins à Prix Conquis. C'est une canaillerie. Nous avons manifesté contre la Guerre et le Fascisme, comme nous appelons les ouvriers à le faire lundi.

1.

De l'unité dans la rue, le 12 février, au pacte d'unité PC-PS (27 juillet 1934)

C'est au cours du printemps 1934 que Staline, qui a enfin pris conscience que l'hitlérisme n'est pas un phénomène passager, va déterminer le tournant politique qui conduira au Front populaire.

De plus, la crise interne couve à Moscou : lors du VIII^e Congrès du Parti bolchevique, le vote au comité central a été plus favorable à Kirov, qui recueille 200 voix de plus (sur 1 700) que Staline... Or Kirov semble partisan d'une certaine détente en URSS.

On connaît la suite, Kirov est assassiné le 1^{er} décembre 1934. Son assassinat ouvre la période d'exécutions et d'arrestations massives qui déboucheront sur les premiers procès de Moscou.

En janvier 1935, Zinoviev et Kamenev sont accusés de complicité dans l'assassinat de Kirov... Notons que, sans états d'âme, le PCF suivra le mouvement en s'acharnant contre Trotsky, alors réfugié en France.

Depuis la grève générale et la manifestation du 12 février, le PCF n'a pas modifié sa position, et au CC du 15 mars, c'est toujours l'unité à la base, contre les sociaux-démocrates sur le terrain de « la lutte révolutionnaire », qui est revendiquée.

Au CC de janvier 1934, une opposition à cette ligne s'était exprimée dans le parti autour de Doriot et de Renaud-Jean. Le conflit est ouvert dans la direction du parti et l'Internationale tente de résorber la crise en convoquant à Moscou Thorez et Doriot. Celui-ci est déjà décidé à quitter le PCF et ne se rend pas à Moscou.

Pour Thorez, ce voyage n'est pas une partie de plaisir. Mal accueilli, il semble en disgrâce, il s'entend exposer par le

nouveau secrétaire de l'IC, Dimitrov, les nouvelles orientations : « *La politique de front unique doit être dégagée des vieux schémas dogmatiques du temps de Zinoviev.* » Il conseille de tenir compte des formes d'organisation et des traditions qui rattachent les ouvriers socialistes à leur parti. Il précise : « *Tant que l'ouvrier social-démocrate n'a pas compris pourquoi exactement nous critiquons sa direction en la taxant de trahison, nous l'attachons bien plus fortement à elle.* »

Pour celui qui, à longueur de colonnes dans l'*Humanité*, dénonçait le « *bloc social-fasciste* » et condamnait « *la déviation social-démocrate* » du groupe Barbé-Doriot pour avoir réclamé « *une tactique de pourparlers* » avec les dirigeants socialistes, le choc est rude.

Survient alors l'affaire du dirigeant communiste allemand Thaelmann, arrêté par les nazis. L'Internationale demande au Parti communiste français de s'adresser aux socialistes pour organiser une démarche unitaire pour sauver Thaelmann. Le PCF prend contact avec les socialistes, qui répondent positivement. Ils sont prêts à les rencontrer, mais y mettent une condition : que les attaques communistes contre leur parti cessent. Fried (conseiller pour l'IC en France) et Thorez refusent, suscitant la colère de l'Internationale.

L'*Humanité* publie l'article de la *Pravda* qui donne la ligne nouvelle le 31 mai (article que nous avons reproduit ci-après). Thorez, lui, évolue doucement, c'est pour lui plus une inflexion de la ligne qu'un véritable changement.

La conférence nationale du parti est convoquée le 23 juin 1934 à Ivry. (Maurice Thorez en fait un compte rendu dans ses *Œuvres*). Vassart, qui est le représentant du parti à Moscou, reçoit

des consignes précises, qu'il adresse aux dirigeants français. La conférence commence par une longue série de louanges envers le Parti bolchevique, et surtout envers Staline, « *dirigeant mondial de la lutte révolutionnaire* »... Puis Thorez présente le rapport, jugé insuffisant par le secrétariat du Komintern. Un télégramme leur parvient pendant la conférence. Thorez annonce alors que les communistes français vont cesser les polémiques et il prône « *l'unité d'action à tout prix* ». La conférence donne mandat au bureau politique du parti pour proposer à la SFIO un pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre.

Les choses vont aller vite : dès le 25 juin, la commission administrative permanente du Parti socialiste est saisie. Si la proposition des communistes satisfait la gauche socialiste, la direction de la SFIO est encore réticente... Le 2 juillet, le meeting de la salle Bullier est un grand succès. Maurice Lampe, secrétaire de la région parisienne du PC, résume : « *Ce que nous avons réalisé régionalement sera réalisé demain sur le plan national.* »

La gauche socialiste mène campagne pour l'acceptation des propositions communistes ; Marceau Pivert écrit : « *Nous souhaitons que le conseil national dise avec le maximum de netteté : camarades du Parti communiste, pour l'action commune à l'échelle nationale, voici notre signature, voici nos mains fraternelles.* »

Le 16 juillet 1934, à une écrasante majorité, le conseil national de la SFIO accepte le pacte d'unité, qui est signé le 27 juillet 1934. (Nous avons reproduit l'intégralité de ce pacte.)

C'est alors que le Parti communiste français va étendre la formule. Il demande « *un front populaire du travail, de la liberté et de la paix* ».

Dès les élections cantonales d'octobre 1934, la question des radicaux est constamment évoquée dans l'*Humanité*. Les articles de Paul Vaillant-Couturier (cf. l'article du 22 octobre), Marcel Cachin et Thorez déclarent que les communistes sont prêts à se désister pour les radicaux antifascistes. Le 19 octobre, l'*Humanité* se félicite de la présence d'un radical, d'un membre de la Ligue des droits de l'homme et de Marc Sangnier, du catholicisme social, à la tribune du meeting au stade Buffalo. La tenue du congrès radical à Nantes suscite les appels : « *Elargissons le front populaire.* »

Cette nouvelle orientation de l'IC et de sa section française suscite aussi la critique acerbe de Trotsky, qui séjourne alors en France. Il dénonce l'alliance avec les radicaux et la constitution du Front populaire : « *Le front populaire est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce* » (in *Front populaire et comités d'action, Où va la France ?*, p. 79).

La riposte des 9 et 12 février

Dans la nuit du 6 au 7 février, tandis que je fais mon rapport téléphonique à Marceau Pivert, les commissions exécutives des Fédérations socialistes de Seine et Seine-et-Oise siègent fiévreusement dans le petit local de la rue Feydeau. Elles lancent un appel sur le thème : *Trêve aux divisions, unité d'action loyale !* Peu après minuit, elles envoient une délégation au Parti Communiste, lui proposant, à titre de riposte immédiate, une manifestation de rue pour le 8 février. Au même moment, au Comité central du P.C., Renaud Jean et Jacques Doriot pressent la direction de proposer aux socialistes une contre-manifestation rapide. Mais Maurice Thorez, qui a des ordres et qui, au surplus, n'a encore rien appris, s'obstine : pas de front unique « à la tête ». Les communistes refusant de s'associer à la manifestation du 8, celle-ci est annulée. Ils veulent leur manifestation à eux. Elle aura lieu le 9 au soir, à partir de la place de la République. En dépit du sectarisme stalinien, nombre de militants socialistes de la Seine, pour la plupart des « pivertistes », se sont joints, dans la rue, aux manifestants communistes.

Tout le quartier de la République est en état de siège.

Pendant cinq heures, de sept heures à minuit, nous nous battons violemment avec les flics. Nous dressons un peu partout des barricades et échangeons avec la police force coups de feu. L'émeute fait tache d'huile jusqu'aux faubourgs ouvriers du XX^e. Dans les ruelles avoisinant les rues de Belleville et de Ménilmontant, on se bat furieusement : charges et contre-charges. J'ai l'impression — à la fois excitante et un peu terrifiante — que le quartier, qui m'est si familier, a repris son visage du temps de la Commune. Le bilan est lourd : six morts, plusieurs centaines de blessés. Les combattants ont fait preuve de courage. Par ce « baroud d'honneur », le Parti Communiste se flatte à la fois de racheter son inconduite du 6 février et de prouver l'inutilité du front unique « à la tête ». Mais ce ne sont pas les maigres

effectifs dont il dispose qui peuvent suffire à barrer la route au fascisme. Là où les sectes politiques sont impuissantes, la *classe* elle-même va entrer en scène.

*

La grève générale du 12 février a été manigancée, le 7 au matin, par le ministre de l'Intérieur de Daladier, Eugène Frot, avec Léon Jouhaux et Léon Blum. A l'origine, ses objectifs sont limités et nullement révolutionnaires : elle vise à faire contrepoids à la pression exercée par les ligues factieuses sur un gouvernement qui n'est pas encore démissionnaire. Mais, à l'insu, ou au-delà de l'attente, de ses initiateurs, elle va prendre figure de formidable démonstration de masses. A travers la France, quelque cinq millions de travailleurs se croisent les bras. A Paris, ni journaux, ni spectacles, ni moyens de transport. J'ai passé, pour ma part, toute la journée du 11 à rouler dans les rames du métro, avec en bandoulière une grosse gibecière de cuir, qui servait à mon grand-père pour la chasse, et que j'ai bourrée de tracts de la C.G.T. L'accueil des voyageurs, leur chaude sympathie, leurs encouragements fraternels m'ont déjà permis de prendre la température des masses ; le triomphe de la journée du lendemain ne me surprendra pas.

L'après-midi du 12, en pleine grève, les socialistes ont organisé une manifestation au cours de Vincennes. Les communistes, tempérant, enfin, leur hargne sectaire, ont décidé de s'y rallier. Une marée humaine déferle sur la place de la Nation. C'est le premier des rassemblements gigantesques qui marqueront l'âge dit du Front populaire. Le cortège communiste tourne autour du rond-point dans un sens, le cortège socialiste dans le sens contraire. Puis, quand ils se rencontrent, leurs flots se rejoignent, se fondent, au cri de « *Unité !* »

Syndicat Autonome des Ouvriers du Port, Commis Auxiliaires
et Similaires du Havre

Aux Ouvriers du Port !

Camarades,

Votre Conseil Syndical vous invite à répondre
en masse, LUNDI 12 FÉVRIER, au mot d'ordre de


GRÈVE GÉNÉRALE

Nous comptons que fidèles à votre habitude
de lutte vous serez à la pointe du combat et que
vous prouverez, une fois de plus, votre aptitude à
défendre avec vos revendications immédiates, les
libertés syndicales et ouvrières.

Nous comptons sur vous !

LE CONSEIL SYNDICAL.

P.-S. — Tous les dockers doivent se trouver aux postes
d'embauchages où il est prévu un pointage des cartes syndi-
cales. — Rendez-vous à 9 heures au Cercle Franklin.

 IMP. DE L'UNION-HAVRE

Unité ! ». Leur masse avance maintenant, en rangs serrés, sur toute la largeur du cours de Vincennes, chantant *l'Internationale*.

Quant à chacun de nous, fêtus de paille au milieu de cet océan, la confiance nous gonfle la poitrine. Enfin, pour la première fois, nous agissons ensemble. Ce dont le mouvement ouvrier allemand s'est révélé incapable, jusqu'à la dernière minute, contre Hitler, nous venons de le faire, nous. Les fascistes et leurs complices policiers peuvent s'amuser à allumer des

incendies sur nos places publiques : ce sont là jeux de gamins. Nous, nous venons de prouver que nous sommes capables de paralyser toute la vie du pays. Nous voilà délivrés, enfin, des complexes d'infériorité qui, depuis si longtemps, nous inhibaient : nous découvrons que nous sommes forts.

Daniel Guérin

*Front populaire,
révolution manquée*
Ed. Julliard – Paris – 1963 –
pp. 53 à 55



12 février 1934

L'Humanité du 31 mai 1934

Un article de la *Pravda* Pour le front unique, contre la scission

Les nombreux travailleurs qui suivent avec attention la lutte du Parti et de son Comité central pour le développement du front unique d'action ne manqueront pas de saisir l'importance de l'article ci-après que vient de publier la *Pravda* sur cette question.

Le grand organe de lutte et de combat du Comité central du Parti bolchevik qui a conduit les ouvriers russes à la victoire sur l'autocratie et le capitalisme, qui les dirige aujourd'hui par bonds formidables dans la voie de l'édification socialiste et de la société sans classe, dénonce avec une précision et une netteté toutes bolcheviques les moyens avec lesquels Doriot voudrait tenter de scissionner le Parti.

Sans nul doute, cet important document aidera les quelques ouvriers de Saint-Denis qui hésitent encore à mieux comprendre dans quelle voie voudrait les entraîner Doriot, dans celle du trotskysme, c'est-à-dire de l'avant-garde de la contre-révolution.

Pour le front unique, contre la scission

La décision du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur Doriot que la *Pravda* publie aujourd'hui est un document de principe dénonçant en termes concis et succints la tentative faite par Doriot de couvrir le travail scissionniste mené dans les rangs du Parti Communiste par une plate-forme de « front unique ».

Ce document montre toute la patience, toute l'opiniâtreté avec lesquels l'Internationale communiste, avant de prendre des mesures d'organisation, même contre ceux qui portent atteinte à l'unité du Parti, s'efforce de les influencer par des mesures de persuasion, comme on le fait à

l'égard de camarades, afin de corriger leurs erreurs et de les conserver, autant que possible, pour le mouvement ouvrier.

Ce document donnera aux ouvriers de tous les pays capitalistes une notion claire de la véritable démocratie intérieure du Parti, de la démocratie prolétarienne de l'I.C. qui, veillant jalousement sur les intérêts du Parti, ménage en même temps chacun de ses membres.

Les attaques de Doriot contre le Parti

Depuis quelques semaines déjà, Doriot mène une campagne contre le Comité central du P.C. français, l'accusant d'être contre le front unique de lutte, de ne pas admettre, par principe, la possibilité de pourparlers quels qu'ils soient avec la direction du Parti Socialiste en vue de la réalisation du front unique, que la campagne menée dans *l'Humanité* contre les socialistes est conduite d'une manière telle qu'elle entrave la réalisation du front unique ouvrier. Si ces accusations étaient justes, l'Internationale communiste devrait évidemment corriger les erreurs du Parti communiste français. La ligne que Doriot attribue au Parti serait en contradiction avec les principes fondamentaux de l'Internationale communiste dans la question du front unique de lutte de la classe ouvrière.

Doriot a formulé ces attaques contre le Parti dans un mémoire qu'il a adressé à l'I.C., lui demandant d'intervenir dans le différend politique entre Doriot et le Comité central du Parti. En agissant ainsi, Doriot voulait que l'I.C. prît sa défense, il créait chez les ouvriers qui l'ont suivi l'impression qu'il était prêt à soumettre le litige au Comité exécutif de l'Internationale communiste. Et cette manière d'agir était parfaitement juste.

Tout membre du Parti, et à plus forte raison, un membre du Comité central, s'il est convaincu que la politique du Parti est erronée, a le droit d'en appeler à l'I.C. Mais tout en agissant ainsi justement, *Doriot s'engageait dans la voie inadmissible de la lutte fractionnelle contre son propre Parti.* [...]

La tactique du front unique

Si les divergences de Doriot avec le Comité central du P.C.F. se réduisaient à la question de savoir si le Parti Communiste français peut et doit, devant la menace du fascisme, proposer le front unique de lutte à la direction du Parti Socialiste, ces divergences auraient pu être très rapidement résolues avec l'aide de l'I.C. D'accord avec le Comité central du P.C.F., l'Internationale communiste estime que cet appel au front unique, devant la menace fasciste, non seulement se justifie, mais est nécessaire dans certaines conditions. C'est ce que prévoit la résolution de l'assemblée plénière du Comité de janvier.

Gitton, rapporteur du bureau politique, en a parlé le 14 mars 1934 à l'assemblée plénière du Comité central. On sait que le Parti communiste allemand, avant l'accession des fascistes au pouvoir, s'adressa plus d'une fois — le 20 juillet 1932, le 30 janvier et le 5 mars 1933 — à la direction du Parti social-démocrate allemand pour lui proposer le front unique de lutte. Malheureusement, ses tentatives ne furent pas couronnées de succès, la social-démocratie ayant refusé de réaliser le front unique de lutte.

A plus forte raison, un pareil appel aux dirigeants socialistes est-il possible dans un pays comme la France, où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où les éléments d'extrême droite ayant quitté les rangs du Parti Socialiste, les ouvriers socialistes pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la social-démocratie allemande, où il faut, pour saper dans les masses de fortes illusions parlementaires, que les masses elles-mêmes fassent leur expérience concrète dans la lutte. En outre, les ouvriers social-démocrates,

instruits par l'exemple de la capitulation de la social-démocratie allemande devant le fascisme, prennent garde, plus qu'ils ne le faisaient auparavant, aux manœuvres du Parti social-démocrate.

Aujourd'hui, le fascisme étant au pouvoir en Allemagne, les appels du Parti Communiste tombent en France sur un terrain chauffé à blanc par la haine du fascisme. Ils trouvent un écho sympathique et un appui dans les rangs des ouvriers socialistes. La question de s'adresser à la direction du Parti social-démocrate n'a jamais été pour les communistes, en France, une question de « programme ». Leur position à cet égard découlait de considérations d'opportunité révolutionnaire. On sait, par exemple, que le Comité central du PCF, se conformant aux instructions de l'I.C., adressa à la direction de la social-démocratie française, en mars 1933, une proposition de front unique de lutte. Mais cette proposition fut repoussée par les social-démocrates français, comme par les partis socialistes des autres pays capitalistes. Au plus fort des événements de février, le 7, cinq des syndicats unitaires les plus importants de la région parisienne s'adressèrent aux syndicats réformistes correspondants, leur proposant de déclarer une grève de 24 heures. C'était également un appel s'adressant non seulement à la « base », mais aussi au « sommet ».

Il n'y a pas de question de prestige

Dans la réalisation du front unique de lutte de la classe ouvrière, la question du prestige n'a jamais joué aucun rôle pour les camarades français. Lorsque la CGT, sous la pression des masses, décida la grève générale, le 12 février, le P.C. et la C.G.T.U. appelèrent immédiatement, eux aussi, à la grève générale pour ce même jour. *Dans aucun pays, les ennemis jurés du communisme ne pourraient citer aucun exemple où les communistes ne furent pas aux premiers rangs des combattants, lorsque la social-démocratie, sous la pression des masses, appelait les ouvriers à la lutte.* Doriot peut-il en dire autant du Parti socialiste,

qui a systématiquement saboté les mouvements organisés par le Parti communiste ? Qui croira Doriot lorsqu'il prétend que ses divergences avec le Comité central du P.C.F. consistent en ce qu'il veut le front unique, mais que tout le parti est contre cette unité d'action ? Un homme peut-il être un partisan honnête du front unique quand il *fait* bloc contre le Parti communiste avec les chefs socialistes qui ont systématiquement saboté ce front unique de lutte ?

Le front unique de lutte de la classe ouvrière ne signifie-t-il pas la rupture avec la bourgeoisie ? Mais qui a été et reste partisan de la collaboration avec la bourgeoisie, si ce n'est le sommet dirigeant de la social-démocratie ? Le Parti Communiste français n'a-t-il pas montré dans des cas multiples, au cours de ces dernières années, que c'est lui, avant tout, qui est le parti de l'unité

d'action de la classe ouvrière ? Il l'a prouvé par le mouvement d'Amsterdam, par la manifestation du 9 février, par la grève générale du 19 et par toutes les actions au cours desquelles ouvriers communistes et socialistes ont marché coude à coude et dispersé les réunions fascistes.

L'expérience concrète a montré plus d'une fois aux masses quels sont les véritables partisans du front unique et quels sont ceux qui ne parlent de front unique que pour manœuvrer et tromper encore une fois les ouvriers. C'est là ce qui explique l'influence croissante du Parti Communiste, la confiance qu'il inspire de plus en plus aux larges masses travailleuses. Et le fait que Doriot a éludé la proposition tendant à soumettre ses divergences avec le Parti au comité exécutif de l'I.C. montre que ce n'est pas du front unique qu'il s'agit. [...]

Les communistes et le Front populaire

Le comité central siège pour la première fois depuis notre conférence nationale d'Ivry. Quatre mois se sont écoulés, qui furent riches en événements.

Sur le plan international, rappelons l'entrée de l'Union soviétique à la Société des Nations. La lutte des masses contre le fascisme atteint en Espagne un degré des plus élevés. Il est porté aux Asturies jusqu'à la lutte consciente pour le pouvoir. Celle-ci apporte une nouvelle confirmation de la ligne bolchevik, fixant et préparant politiquement les masses en vue de ses combats décisifs. Elle souligne la nécessité de travailler avec acharnement à l'unité d'action des masses laborieuses.

Rappelons encore la proposition de notre Internationale communiste à l'Internationale ouvrière socialiste pour le soutien immédiat de nos frères d'Espagne ; la journée sanglante du 30 juin en Allemagne.

En France, notons l'attentat de Marseille, qui a entraîné, outre de grandes complications extérieures, le remaniement du ministère Doumergue ; la révolte du peuple tunisien contre l'impérialisme français ; les élections cantonales, le récent congrès du parti radical et surtout la signature du pacte de lutte commune contre le fascisme et la guerre entre le Parti communiste et le parti socialiste.

Il est possible maintenant de dresser un premier bilan de l'activité déployée de notre Parti sur la base des décisions de la conférence nationale du Parti.

Le fascisme, danger principal

La conférence du Parti avait souligné que le fascisme constitue le danger principal. Pour empêcher qu'il ne triomphe en France, la tâche capitale des communistes a été fixée dans ces premières lignes de la résolution d'Ivry : « *Le Parti communiste veut obtenir à*

tout prix l'unité d'action des masses contre la bourgeoisie et le fascisme. » « *Dans ce but, répète à deux reprises la résolution, le Parti communiste met au premier plan la défense des revendications des masses laborieuses. »*

Qu'avons-nous fait ? Dans quelle mesure avons-nous réalisé ? Avons-nous remporté des succès ? Ne se présente-t-il pas de nouvelles difficultés ? Et que convient-il de faire pour poursuivre à une cadence accélérée l'œuvre de rassemblement populaire décidé à la conférence du Parti ?

Les résultats de la politique unitaire de notre Parti communiste se sont exprimés, avant tout, par la signature du pacte.

Constatons que :

1° Le pacte a ralenti la poussée des éléments du fascisme. Ainsi que les élections cantonales l'ont confirmé, le pacte a consolidé les positions de la classe ouvrière. Il a accentué les contradictions dans le camp profasciste et dans la coalition dite d'Union nationale. Il a rendu plus difficile au fascisme le rassemblement d'une base de masse. Exemple : l'échec des dirigeants de l'Union nationale des combattants qui ne sont pas parvenus à entraîner l'ensemble des anciens combattants dans la voie de l'aventure fasciste.

2° Le pacte, en facilitant le rapprochement pour la lutte des ouvriers socialistes et communistes, a imprimé un nouvel élan au courant profond d'unité syndicale de classe. Il a encouragé la constitution des syndicats uniques ; il a déterminé de nombreux ouvriers socialistes à soutenir dans leurs syndicats et jusque dans les congrès confédérés, la thèse de l'unité syndicale par la fusion de la base au sommet.

3° Le pacte a accru notablement le prestige et l'autorité de notre Parti communiste, malgré les tentatives des ennemis du front unique, des trotskistes et du liquidateur Doriot, qui ont essayé

de nous discréditer en parlant de nos prétendus « *changements* », de notre « *tournant* » imposé soi-disant par la politique extérieure de l'URSS. Mais on ne pouvait pas réussir à voiler le fait que notre Parti communiste est l'initiateur et l'animateur de l'unité d'action, le champion et l'organisateur de l'unité ouvrière.

Cependant, nous devons surtout considérer nos défauts et nos faiblesses :

1° Le niveau de l'action commune est peu élevé. Nous n'avons pu faire admettre notre proposition tendant à la préparation et au déclenchement de grève contre les *décrets-lois*. Toutefois nous avons fait accepter le principe « *d'une large action de lutte contre les décrets-lois* ». Or, il faut constater que l'action commune se réduit à des meetings et à quelques manifestations.

2° Le contenu de l'agitation est assez restreint. On parle contre le fascisme en général. On ne porte pas une attention suffisante aux luttes économiques et revendicatives.

3° L'application du pacte est beaucoup mieux assurée dans les centres où notre Parti communiste est relativement fort.

4° Le pacte devrait conduire à un renforcement de l'organisation du front unique, à l'élection, à la constitution de nombreux comités de base, comités de lutte, comités de liaison, etc. Ce n'est pas toujours le cas ; et l'on n'accorde pas une attention suffisante aux comités existants.

Il faut se rendre à l'évidence. Sans un effort constant et tenace des communistes, on n'obtiendra pas une application satisfaisante de toutes les dispositions même limitées du pacte.

On ne peut oublier que le pacte a été accepté par le parti socialiste sous la pression des masses, malgré maints refus à nos propositions antérieures de front unique, parce que nous étions parvenus à *organiser* et à *réaliser* des actions communes avec les ouvriers socialistes. Au moment où la Commission administrative permanente, comme aujourd'hui la Commission administrative de la

CGT, estimait que des pourparlers avec notre Comité central étaient superflus, nos organisations régionales concluaient des accords avec les sections et les fédérations socialistes, notamment avec la fédération de la Seine. [...].

L'unité syndicale

On lit dans la résolution d'Ivry :

« Les communistes attachent un grand prix à la réalisation de l'unité syndicale, parce que c'est un moyen puissant de développer l'action des masses ouvrières et de barrer la route au fascisme. »

L'effort des communistes, et notamment de ceux que la confiance des ouvriers a placés à la direction des syndicats unitaires, n'est pas encore parvenu à imposer la reconstitution de l'unité syndicale.

Cent quatre-vingt-quinze syndicats uniques ont été constitués à ce jour. En tête viennent les cheminots, puis les postiers. La volonté d'unité pour la résistance aux décrets-lois, et l'activité des militants unitaires, avaient conduit plusieurs congrès des syndicats confédérés à accepter la thèse de la fusion et, en tout cas, à se rapprocher des propositions de la CGTU, notamment les congrès des Services publics, des Instituteurs et aussi des Postiers.

Malheureusement, les dirigeants confédérés ont réussi une fois de plus à faire repousser par le Comité national confédéral ces propositions. Les dirigeants confédérés ne veulent pas l'unité pour la lutte contre le patronat et le fascisme. Ils veulent atteindre le mouvement révolutionnaire, liquider le mouvement syndical révolutionnaire.

Il faut dire que les chefs confédérés ne peuvent se maintenir sur ces positions d'hostilité déclarée à l'unité syndicale qu'en raison des insuffisances et des lacunes du travail des communistes en vue de l'unité syndicale. On a eu tendance à oublier que sa réalisation exige une lutte persévérante et tenace. Les illusions facilitent les manœuvres scissionnistes de certains dirigeants confédérés [...].

Les classes moyennes

Relisons à nouveau notre résolution de la conférence nationale :

« Dans le moment actuel, le fascisme constitue le danger principal. Il faut concentrer contre lui toutes les forces des actions de masse du prolétariat et gagner à cette action toutes les couches de la population laborieuse. »

Et l'on répète :

« Le Parti communiste met au premier plan la défense des revendications de toutes les masses laborieuses. »

Après avoir condamné le groupe Barbé-Celor, dont la pratique sectaire, le mépris des revendications partielles et l'hostilité au front unique servirent si bien la bourgeoisie, le Parti est revenu à la politique communiste, résumée dans cette phrase du *Manifeste du Parti communiste*, de Marx et Engels : « Les

communistes... combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière. » Le Parti est revenu à la politique de Lénine et de Staline, et cela nous a permis d'arracher un premier grand succès dans le travail de masse, de réaliser des actions communes avec les ouvriers socialistes, d'aboutir à l'unité d'action et de faire progresser la classe ouvrière dans la voie de l'unité syndicale.

Mais il fallait plus, et la conférence du Parti a mis l'accent sur les revendications des catégories sociales non prolétariennes, sur les besoins des classes moyennes. Nous reviendrons en détail sur ces revendications en exposant le programme du Front populaire [...].

Maurice THOREZ

Œuvres – Livre deuxième –

Tome septième –

(septembre 1934-janvier 1935)

Editions sociales, 1952

Le pacte d'unité d'action conclu entre le Parti socialiste SFIO et le Parti communiste SFIC le 27 juillet 1934

Le Comité Central du Parti Communiste et la Commission administrative permanente du Parti Socialiste sont animés de la volonté de battre le Fascisme.

Il est clair que ce but ne peut être atteint que par l'action commune des masses laborieuses pour des objectifs précis de lutte. L'intérêt de la classe ouvrière exige donc que le Parti Socialiste et le Parti Communiste organisent cette action commune contre le fascisme.

En présence du danger que représente le fascisme pour la population laborieuse, des attentats organisés par des bandes armées contre le prolétariat, le Parti Communiste et le Parti Socialiste reconnaissent la nécessité de mener d'un commun accord l'action déterminée et en précisent ainsi les modalités et les conditions.

I. - Le Parti Socialiste et le Parti Communiste signent un pacte d'unité d'action par lequel ils s'engagent à organiser en commun et à participer avec tous leurs moyens (organisations, presse, militants, élus, etc.) à une campagne dans tout le pays, se proposant :

a) de mobiliser toute la population laborieuse contre les organisations fascistes, pour leur désarmement et leur dissolution ;

b) de défendre les libertés démocratiques, de réclamer la Représentation Proportionnelle et la dissolution de la Chambre ;

c) d'agir contre les préparatifs de guerre ;

d) d'agir contre les décrets-lois ;

e) d'agir contre la terreur fasciste en

Allemagne et en Autriche, pour la libération de Thaelmann et de Karl Seltz, et de tous les antifascistes emprisonnés.

II. - Cette campagne sera menée au moyen de meetings communs dans le plus grand nombre possible de localités et d'entreprises, au moyen de manifestations et contre-manifestations de masse dans la rue, en assurant l'auto-défense des réunions ouvrières, des manifestations, des organisations et de leurs militants, et en veillant toujours à ce que les conditions psychologiques, matérielles et morales pour leur donner le maximum d'ampleur et de puissance soient réunies.

La campagne contre les décrets-lois sera menée par les mêmes moyens (meetings et manifestations), mais aussi en mettant en œuvre les méthodes d'agitation et d'organisation propres à aboutir à la réalisation d'une large action de lutte contre les décrets-lois.

Si, au cours de cette action commune, des membres de l'un ou l'autre parti se trouvent aux prises avec des adversaires fascistes, les adhérents de l'autre parti leur prêteront aide et assistance.

III. - Au cours de cette action commune, les deux partis s'abstiendront réciproquement d'attaques et critiques contre les organismes et les militants participant loyalement à l'action.

Toutefois, chaque parti, en dehors de l'action commune, gardera son entière indépendance pour développer sa propagande sans injures ni outrages à l'égard de l'autre parti et pour assurer son propre recrutement.

Quant aux manifestations d'action commune, elles doivent être exclusivement consacrées à l'objet commun et

ne pas se transformer en débats contradictoires touchant à la doctrine et à la tactique des deux partis.

IV. - Chaque parti s'engage à réprimer les défaillances et les manquements qui pourraient se produire dans les rangs de ses propres organisations en ce qui concerne l'action commune engagée.

Un comité de coordination composé de sept délégués de chacun des deux partis est constitué pour fixer le plan

d'ensemble et le caractère des manifestations communes. Ce comité sera saisi des litiges et conflits qui pourraient surgir. Les décisions de ce comité seront consignées dans un procès-verbal, rédigé en commun et porté à la connaissance des travailleurs.

Cité par **Georges Lefranc**
In *Histoire du Front populaire* -
Annexe N° 5 -
(Ed. Payot - 1965)



Marcel Cachin

L'Humanité du 22 octobre 1934

Front populaire contre le fascisme

[...] C'est donc l'heure de l'union pour tous les travailleurs visés directement dans leurs intérêts par cette politique réactionnaire. C'est l'heure, pour nous, les communistes, de faire nos efforts pour grouper *tous les travailleurs sans exception* désireux de lutter contre le fascisme, lequel a trouvé des appuis et des complicités dans les rangs du pouvoir en attendant de l'occuper lui-même par la force comme à Berlin, à Vienne.

Le front uni avec les socialistes, il semble bien que toute action le renforce et qu'elle fasse disparaître les petits froissements du début. Il se trouve bien encore quelques très rares chefs socialistes qui s'y déclarent hostiles, mais le courant d'unité emportera toutes les résistances. Les ouvriers, les petites fonctionnaires, les artisans, les petits paysans du Parti socialiste acclament unanimement l'unité d'action. Ils en sont, il faut le dire, enthousiastes. On l'a vu à cette extraordinaire réunion de Buffalo samedi soir. On le verra encore mercredi dans les trois rassemblements de Paris. De même en province en toute occasion.

Nous avons salué à Buffalo la présence à la tribune d'un radical, d'un membre important de la Ligue des Droits de l'Homme, d'un chrétien comme Marc Sangnier. Leurs affirmations antifascistes sincères et nettes ont été accueillies avec chaleur par les

auditeurs ouvriers dont le sens politique n'est jamais en défaut. Ces trois militants se faisaient les échos de diverses couches des classes moyennes qui, elles aussi, ont, comme nous, le fascisme en horreur. Contre le fascisme, ils se déclarent décidés à la lutte énergique côte à côte avec les prolétaires.

Dans quelques jours s'ouvre à Nantes le congrès du Parti radical. Là aussi, à leur manière, les représentants des travailleurs de la base, ceux des champs comme ceux des villes, ne manqueront pas de manifester leur sentiment contre le fascisme et contre ceux qui préparent et favorisent sa montée au pouvoir. Nombreux sont les ouvriers, les paysans, les artisans encore attachés au radicalisme qui proclament l'impossibilité de lutter efficacement contre le fascisme sans l'appui et la collaboration du prolétariat. Dans des temps aussi lourds que ceux où nous vivons, l'union de toutes ces forces antifascistes est une nécessité primordiale. Alors que nous entendons les chefs des organisations fascistes appeler ouvertement à l'émeute, à l'action de rue, à l'assassinat de tous leurs adversaires, ce serait folie de ne pas tout faire pour grouper les bonnes volontés d'où qu'elles viennent, si elles sont résolues à barrer la route à la terreur blanche.

Marcel Cachin



Souvenir des Journées du 14 Juillet 1935

**LE FRONT POPULAIRE
ECRASERA LE FASCISME**

En avant pour son élargissement



2.

Été 1935... de l'unité des organisations ouvrières au rassemblement populaire

Le mouvement de regroupement des masses derrière les partis politiques PCF et SFIO se poursuit, s'exprimant, notamment, à travers les élections municipales de mai 1935.

La situation internationale évolue avec la signature du pacte franco-soviétique le 2 mai. Sans états d'âme, le Parti communiste emboîte immédiatement le pas, il fait placarder sur les murs parisiens une affiche où l'on peut lire : « *Staline a raison.* » « *Pour faire face au danger menaçant, l'Union soviétique, dont l'intérêt permanent est la Paix, a raison d'agir de concert avec les puissances qui ont un intérêt momentané à maintenir la Paix. Ainsi s'exprime la politique réaliste des communistes, qui veulent de toutes leurs forces la sauvegarde de la paix.* »

Au congrès de Mulhouse, la SFIO a rejoint définitivement le Front populaire en repoussant les thèses « planistes » influentes dans la CGT.

Le 17 juin, le comité du rassemblement populaire reprend la proposition d'une grande manifestation le 14 juillet 1935. Le choix de la date n'est évidemment pas innocent, il s'agit d'une manifestation d'unité nationale contre le fascisme.

Le 14 juillet 1935, au cours du meeting du matin au stade Buffalo, le communiste Oscar Rabaté présente le serment suivant :

« *Au nom de tous les partis et groupements de liberté, et des organisations ouvrières et paysannes, au nom du peuple de France rassemblé aujourd'hui sur toute l'étendue du territoire, nous, représentants mandatés ou membres du rassemblement populaire du 14 juillet 1935, animés de la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du*

travail à la jeunesse et la paix au monde, nous faisons le serment de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la grande paix humaine. »

En conclusion de cette journée, les manifestants saluaient « *les armées de terre, mer, de l'air, officiers, sous-officiers, soldats, marins des forces nationales constituées pour la défense des libertés.* »

Duclos déclare : « *Nous voyons dans le drapeau tricolore le symbole des luttes passées et dans notre drapeau rouge le symbole des luttes et des victoires futures. Et si l'immense foule chante notre hymne d'espérance et de lutte — l'Internationale —, mais aussi la Marseillaise, nous n'oublions pas que la Marseillaise est un chant révolutionnaire dont nous reprenons volontiers l'appel vibrant "Liberté, liberté chérie, combats avec tes défenseurs".* »

Après cette journée de meeting et de manifestation, le comité d'organisation du 14 juillet décide de continuer sa tâche en devenant le Comité national de rassemblement populaire. Il se fixe l'objectif de rédiger un programme électoral pour les élections législatives à venir.

Il restait donc à élaborer un programme.

La CGT avait préparé son projet de « plan de rénovation de l'économie », qu'elle souhaitait présenter au comité pour le rassemblement. Elle avait fait une campagne de propagande sur ce thème pendant l'année 1934.

Trotsky a rédigé une analyse critique de ce plan de la CGT, critique qui fut lue au Comité confédéral national des 18-19 mars 1935 par le délégué de l'union

départementale des syndicats confédérés de l'Isère (1)... Ce texte se termine ainsi : « *Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L'Ud de l'Isère est pour l'action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : présent !* »

Le comité du rassemblement populaire refuse le projet de la CGT, préférant élaborer son propre plan. Commencent alors des négociations étonnantes...

Comme l'indique Georges Lefranc : « *Pour nombre de participants, l'attitude du Parti communiste représentait une énigme* » (p. 91 — in *Histoire du Front populaire* — Payot, 1965).

En effet, les socialistes, par la voie de Vincent Auriol, proposent les mesures suivantes : nationalisation des chemins de fer, des assurances, des mines et des sociétés de distribution électrique, contrôle du Comité des forges et des industries clés pour déterminer la base des prix, organisation nationale du crédit et contrôle des banques. Les radicaux ne veulent accepter que la nationalisation des fabrications de guerre. Ils vont trouver un allié inattendu auprès des communistes. Ceux-ci refusent toute

mesure qui pourrait sembler porter atteinte au capital et que mettait en avant la gauche socialiste de Pivert. Pourquoi ?

Les communistes voulaient-ils un accord à tout prix avec les radicaux pour appliquer ce que Moscou souhaitait ?

Au VII^e Congrès de l'Internationale communiste, les communistes français font figure d'élèves modèles. Lors du congrès de Villeurbanne, en janvier 1936, Dimitrov déclare :

« *C'est au Parti communiste français que revient le mérite d'avoir compris ce qu'il faut faire aujourd'hui. Il n'a pas prêté l'oreille aux sectaires qui voulaient empêcher le parti de réaliser le front unique contre le fascisme, mais a préparé courageusement, au moyen du pacte conclu avec le Parti socialiste en vue d'actions en commun, le front unique du prolétariat comme base du front populaire de lutte contre le fascisme. Grâce à cette action, les communistes ont ramené le mouvement ouvrier français à la première place en Europe capitaliste et prouvé qu'ils sont les dignes héritiers des communards et les continuateurs des glorieuses traditions de la Commune de Paris.* »

(1) Il s'agit d'Alexis Bardin, bolchevik-léniniste (Trotsky — *Le Mouvement communiste en France* — Ed. de Minuit — p. 485, note 319).

Déclaration de Moscou (15 mai 1935)

MM. Staline, Molotov, Litvinov et M. Pierre Laval ont exprimé leur satisfaction de l'accord signé à Paris le 2 mai 1935, qui a établi les obligations d'assistance mutuelle entre l'Union Soviétique et la France, et qui en a fixé l'interprétation. Au cours de leurs entretiens à Moscou, les 13, 14 et 15 mai, les représentants de l'Union Soviétique et de la France ont pu constater l'esprit d'amicale confiance créé entre eux par cet accord, et dont l'heureuse influence s'est fait sentir dans l'examen de toutes les questions d'ordre franco-soviétique ou européen intéressant la collaboration des deux gouvernements. Ils ont procédé à cet examen avec la plus entière franchise et ont pu ainsi s'assurer que leurs efforts constants dans toutes les entreprises diplomatiques envisagées, tendaient clairement au même but essentiel : le maintien de la paix dans l'organisation de la sécurité collective. Ils ont été pleinement d'accord pour reconnaître, dans l'état actuel de la situation internationale, les obligations qui s'imposent aux Etats sincèrement attachés à la sauvegarde de la paix et qui ont clairement manifesté cette volonté de paix par leur participation à toute recherche de garanties mutuelles.

Le devoir tout d'abord leur incombe, dans l'intérêt même du maintien de la paix, de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur défense nationale. A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa

sécurité. Les représentants soviétiques et français ont, d'autre part, confirmé leur résolution de ne rien négliger dans la poursuite de leur collaboration pour accroître avec l'aide de tous les gouvernements solidaires une politique de paix, d'amélioration des conditions politiques qui peut seule rétablir entre les peuples la confiance indispensable au développement des intérêts matériels et moraux de la collectivité européenne.

Il a été reconnu notamment que la conclusion du pacte d'assistance mutuelle entre l'Union Soviétique et la France ne diminue en rien l'intérêt de poursuivre sans délai la réalisation d'un pacte régional en Europe orientale, qui réunirait les parties contractantes, primitivement envisagé sur la base d'engagements de non-agression, de consultation et de non-assistance à l'agresseur. Les deux gouvernements continueront d'associer leurs efforts pour l'aménagement à cet effet de la procédure diplomatique la plus appropriée.

En faisant état publiquement de ces dispositions communes, les représentants de la France et de l'Union Soviétique ont conscience d'affirmer leur fidèle attachement à une œuvre constructive qui, loin d'exclure aucune contribution, ne peut trouver sa pleine réalisation que dans la libre et sincère collaboration de tous les Etats intéressés.

Cité par **Georges Lefranc**
In Histoire du Front populaire –
Annexe 6 – (Ed. Payot – 1965)

L'Humanité

(15 juillet 1935)

**A Buffalo, devant dix mille délégués
venus de la France entière**

Les émouvantes Assises de la paix et de la liberté

A 9 heures, le vaste vaisseau du vélodrome Buffalo est déjà occupé par les nombreuses délégations de Paris, de banlieue, de province, qui se massent sur le côté, face à la tribune.

A 9 heures trois quarts, lorsque Victor Basch ouvre la séance, dix mille délégués des organisations antifascistes de la France entière sont là, graves et attentifs, conscients des heures historiques qu'ils vivent.

Victor Basch, président de la Ligue des droits de l'homme s'écrie :

« Au nom du Comité national du rassemblement du 14 juillet 1935, je déclare ouvertes les Assises de la paix et de la liberté... »

« Comme lors du 14 juillet 1789 où le peuple de Paris a démoli pierre par pierre le donjon royal, en ce 14 juillet 1935, le peuple est résolu à donner l'assaut aux Bastilles survivantes : Bastille du fascisme, Bastille des lois scélérates, Bastille de la misère, Bastille des congrégations économiques et financières, Bastille de la guerre, que cent cinquante ans de lutte ardente et quatre révolutions n'ont pas su abattre (...). »

Les applaudissements montent... (...).

Le socialiste P. Rivet

Au nom du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, le professeur Rivet, conseiller municipal socialiste de Paris, accueilli par *L'Internationale*, salue les délégués :

« Aujourd'hui, dix mille intellectuels français me chargent de vous apporter le témoignage de leur émotion et de leur confiance... »

« Camarades, une poignée d'hommes dispose des moyens d'existence de millions d'hommes ; ils sont dans tous les conseils des grands trusts, à la régence de la Banque de France, aux postes de commandes des finances publiques ; ils corrompent les uns, ils calomnient les autres. Pour eux, la défense nationale est un débouché, la guerre une affaire, la volonté du peuple une dérision. »

« Camarades, les ennemis de nos libertés, les ennemis du peuple, les ennemis de la culture, les ennemis de la paix, les ennemis de la patrie, les voilà. » (Applaudissements.)

Henri Barbusse

Henri Barbusse, également accueilli par *L'Internationale*, parle au nom du comité Amsterdam-Pleyel :

« A toutes les tentatives factieuses des suppôts d'un régime qui n'a et ne peut avoir pour programme que la crise, la misère et la catastrophe, le front unique, le front populaire, a répondu en grandissant chaque jour depuis 32, depuis 33, depuis 34, depuis cette année, et jusqu'à cette journée où l'on voit loyalement unies pour des buts communs, simples, clairs et éclatants, toutes les forces vives du peuple de France – ouvriers, paysans, intellectuels, fonctionnaires, petits employés et petits commerçants. »

« Nos ennemis, qui ont des moyens officieux et même officiels que nous n'avons pas, qui ont de l'argent et la police et la justice de classe, et la grande presse, et des ministres, sont obligés de joindre aujourd'hui l'hypocrisie au cynisme. »

« Nous avons déjà entendu ces promesses et ces principes démocratiques dans la bouche de Hitler et de Mussolini, car ces gens-là avant de jeter le masque nous avaient volé une partie de nos idées pour attirer les foules comme avec un appât. » (Applaudissements prolongés.)

Sennac, au nom des 48 associations d'anciens combattants, précise leur rôle dans la lutte antifasciste :

« Nous voulons qu'on reprenne les bénéfices de guerre, qu'on révisé les dommages de guerre... »

« Anciens combattants, le mouvement d'Action combattante vous demande de vous unir pour la défense de vos droits, pour opposer une barrière infranchissable non seulement au fascisme et à la guerre, mais aux visées des congrégations, bastilles économiques. »

(Applaudissements prolongés.)

Jouhaux

Au nom de la CGT, Jouhaux proclame que « l'heure de la transformation sociale est venue, que le règne du profit doit être aboli. »

« Jurons, dit-il, que la réaction ne passera pas et que nous conserverons le patrimoine de nos pères. »

(Applaudissements.)

Victor Basch demande à l'assemblée, afin de gagner du temps et de ne pas établir de distinction entre les orateurs, de s'abstenir de les saluer par des chants.

La voix de la CGTU

Racamond, au nom de la CGTU, déclare :

« Les masses laborieuses attendent de nous des mots d'ordre clairs et positifs. Les syndicats ouvriers, qui constituent dans notre front populaire la force la mieux aguerrie par les luttes incessantes contre le grand patronat, sont soucieux de combattre le chômage, de défendre les salaires, les traitements, les retraites, les assurances sociales et les conditions de travail. »

« Ils proclament que leurs revendications se confondent avec celles des autres catégories de laborieux représentés ici. »

« Donner du travail aux millions de

chômeurs, garantir les salaires et les traitements des fonctionnaires et travailleurs des services publics, c'est combattre les effets désastreux de la crise dans les classes moyennes. Rien ne peut nous séparer sur ce terrain. Tout, au contraire, milite pour notre union durable et solide. La CGTU rappelle qu'elle est prête à contribuer en pleine loyauté à l'élaboration d'un programme revendicatif d'action dont la mise en vigueur garantira aux masses le travail et le pain. (Longs applaudissements.) Depuis les événements de février 1934 et comme une riposte agissante aux provocations fascistes, de grands progrès ont été réalisés. Déjà, contre l'ennemi commun les syndiqués de toutes tendances ont uni leurs forces dans l'action et travaillent à forger l'unité syndicale, arme incomparable pour le prolétariat. »

(Applaudissements.)

Pernet, du Parti radical

Pernet, vice-président du Parti républicain radical et radical-socialiste, déclare :

« A cette heure, le Parti radical-socialiste, profondément attaché à sa propre doctrine, se devait d'être présent à ce rassemblement avec tous ceux qui veulent défendre, à la fois, la nation et la liberté, contre toutes les entreprises, quels que soient les masques dont elles s'affublent. »

« Les ennemis du régime se trompent s'ils veulent nous diviser. Plus ils s'y efforcent et mieux ils nous apprennent à serrer les rangs ! » (Applaudissements.)

Paul Faure

Paul Faure, secrétaire général de la SFIO proclame :

« Le Parti socialiste affirme avec tout un peuple debout pour la défense de ses libertés, sa volonté d'en finir avec les insolentes menaces d'un fascisme entretenu par la grosse industrie et toléré par des gouvernements plus ou moins complices. »

« Allons-nous voir se réaliser, ou commencer à se réaliser, le rêve de toute notre vie de militant ? »



14 juillet 1935

« *En avant pour sauver la République politique !*

« *Pour réaliser la République sociale !*

« *Pour construire la paix du monde.* »
(Applaudissements.)

Jacques Duclos

Jacques Duclos, secrétaire du Parti communiste, salue à son tour le rassemblement. Son discours net, précis, produit une impression profonde et il est souvent coupé de vifs applaudissements. Lorsque Duclos lance :

« *Nous reprenons volontiers l'appel suivant :*

« *Liberté, liberté chérie,
Combats avec tes défenseurs* »...

L'assemblée unanime entonne les couplets révolutionnaires de *La Marseillaise* et ensuite, d'un élan plus vigoureux encore, les strophes de *L'Internationale*.

D'interminables applaudissements saluent la fin du magnifique discours de notre camarade (...).

Le serment

Pour clore cette inoubliable manifestation, Rabaté, du Comité

national de lutte contre la guerre et le fascisme, lit le serment qui engage toutes les organisations du Front populaire.

« **Au nom de tous les partis et groupements de liberté et des organisations ouvrières et paysannes ;**

Au nom du peuple de France rassemblé aujourd'hui sur toute l'étendue du territoire ;

Nous, représentants mandatés ou membres du Rassemblement populaire du 14 juillet 1935 ;

Animés par la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde ;

Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine. »

D'un seul élan, tous les assistants se dressent et, unanimement, clament :

« *Nous le jurons.* »

Un instant de silence suit le serment, où tous les délégués communient dans la même volonté de lutte pour la sauvegarde de la paix et le développement des libertés du peuple de France.

Puis le stade se vide, tandis que retentit *L'Internationale*.

Léon Trotsky

“La Paix, le Pain et la Liberté !”

Ainsi, la situation en France, selon l'opinion des staliniens, n'est pas révolutionnaire ; les mots d'ordre révolutionnaires, par ce fait, sont inopportuns ; il faut concentrer toute l'attention sur les grèves économiques et les revendications partielles. Tel est le programme. C'est un programme opportuniste et sans vie, mais c'est un programme.

A côté de lui, il y en a pourtant un autre. *L'Humanité* répète chaque jour le triple mot d'ordre : « La paix, le pain, la liberté. » C'est sous ce drapeau, explique *L'Humanité*, que les bolcheviks ont vaincu en 1917. A la suite des staliniens, Just répète la même idée. Très bien. Mais en 1917, en Russie, il y avait une situation notoirement révolutionnaire. Comment donc des mots d'ordre qui ont assuré le succès de la révolution prolétarienne se trouvent-ils bons comme « revendications immédiates » dans une situation non-révolutionnaire ? Que les augures de *L'Humanité* nous expliquent à nous, simples mortels, ce mystère.

Nous, pour notre part, nous rappellerons quelles « revendications immédiates » renfermait le triple mot d'ordre des bolcheviks.

« *Pour la paix !* » Cela signifiait en 1917, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, des monarchistes aux mencheviks, la revendication de la publication de tous les traités secrets, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le commandement et *l'organisation de la fraternisation sur les fronts*. « *Pour la paix !* », cela signifiait un défi au militarisme de l'Autriche et de l'Allemagne, d'une part, de l'Entente, de l'autre. Le mot d'ordre des bolcheviks signifiait ainsi la politique la plus hardie et la plus révolutionnaire qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité.

« Lutter » pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot et les « pacifistes » bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes

hypocrites, signifie simplement soutenir le statu quo, bon *au moment présent* pour la bourgeoisie française. Cela signifie endormir et démoraliser les ouvriers par les illusions du « désarmement », des « pactes de non-agression », par le mensonge de la Société des Nations, en préparant une nouvelle capitulation des partis ouvriers au moment où la bourgeoisie française ou ses rivaux trouveront bon de renverser le statu quo.

« *Pour le pain !* » Cela signifiait pour les bolcheviks en 1917 *l'expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs, et le monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans*. Que signifie « Pour le pain ! » chez nos staliniens en 1935 ? Une simple répétition verbale !

« *Pour la liberté !* » Les bolcheviks montraient aux masses que la liberté reste une fiction tant que les écoles, la presse, les lieux de réunion restent dans les mains de la bourgeoisie. « *Pour la liberté !* » signifiait : la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production.

« *Pour la liberté !* », en alliance avec Herriot et les vénérables dames des deux sexes de la Ligue des droits de l'homme, signifie soutenir les gouvernements semi-bonapartistes, semi-parlementaires, et rien d'autre. La bourgeoisie a besoin actuellement non seulement des bandes de la Rocque, mais aussi de la réputation « gauche » de Herriot. Le capital financier s'occupe d'armer les fascistes. Les staliniens restaurent la réputation gauche de Herriot à l'aide des mascarades du « Front populaire ». Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la révolution d'Octobre !

Léon Trotsky

Où va la France ?

Ed. SELIO – pp. 44-45

Extraits du discours de Maurice THOREZ au VII^e Congrès de l'Internationale communiste

(...) Nous revendiquons, au nom de la classe ouvrière, l'héritage d'audace et d'énergie révolutionnaire des Jacobins.

Lénine disait souvent : « *Les bolcheviks sont les Jacobins de la révolution prolétarienne.* »

Il écrivait :

« *Les historiens de la bourgeoisie voient dans le jacobinisme une chute. Les historiens du prolétariat y voient un des points culminants que la classe opprimée atteint dans la lutte pour son émancipation. Les Jacobins ont donné à la France les meilleurs exemples de révolution démocratique et de riposte à la coalition des monarques contre la République.*

Le propre de la bourgeoisie est d'exercer le jacobinisme. Le propre de la petite bourgeoisie est de le craindre. Les ouvriers conscients et les travailleurs croient au passage du pouvoir à la classe révolutionnaire opprimée, car c'est le fond même du jacobinisme, la seule issue à la crise, la seule façon d'en finir avec la ruine et la guerre ».

Nous exaltons le souvenir de la Commune, celle de 1793 et de la Commune de Paris de 1871. Contre le chauvinisme du fascisme et le patriotisme des marchands de canons, nous proclamons notre amour du pays, de notre peuple.

Nous disons notre fierté de son passé de luttes séculaires contre l'esclavage et l'oppression. Et nous, arrière-petits-fils des sans-culottes de 1792, des soldats de Valmy, nous dénonçons aux aristocrates, aux descendants des émigrés de Coblenz, à M. le colonel de La Rocque, président des Croix-de-Feu, dont l'arrière-grand-père était à l'armée de Condé et du roi de Prusse, nous leur

dénions le droit de parler au nom de notre pays. Nous les dénonçons comme les traîtres d'hier et de demain, prêts comme leurs aïeux autrefois, comme les gardes blancs russes aujourd'hui, à porter les armes contre leur pays pour conserver ou recouvrer leurs privilèges et leurs profits.

La conférence nationale d'Ivry, qui s'est tenue il y a déjà plus d'un an, en juin 1934, orienta hardiment le parti dans ce sens, selon la thèse développée hier si brillamment par le camarade Dimitrov. Nous avons tenu ce langage à la tribune de la Chambre et dans nos meetings. Nous avons développé la même pensée dans nos affiches, nos articles, dans tout notre matériel.

Nous luttons d'ailleurs avec encore plus d'énergie pour la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, pour l'indépendance des peuples coloniaux, de l'Afrique du Nord et de l'Indochine, que nous soutenons de toutes nos forces dans leur lutte contre l'impérialisme français.

En Algérie, sous l'influence de notre politique, les ouvriers arabes, soutenus, encouragés par les travailleurs européens, ont répondu par de grandes manifestations à la démonstration des Croix-de-Feu. En France même, nous sommes parvenus à nous entendre, contre les décrets Régnier qui frappent le peuple d'Algérie, avec de nombreux groupements et personnalités.

La presse réactionnaire a fulminé contre la présence du drapeau tricolore à côté du drapeau rouge en tête de la démonstration du 14 juillet. La bourgeoisie réactionnaire comprend très bien que c'est le signe de l'alliance entre la petite bourgeoisie et la classe ouvrière, alliance qu'elle craint plus que tout. Nous ne voulons pas laisser au fascisme

le drapeau de la Grande Révolution, ni même *La Marseillaise* des soldats de la Convention. (*Applaudissements.*)

Quand notre camarade Duclos a lu la déclaration du Parti communiste au rassemblement de Buffalo, le 14 juillet au matin, il a expliqué ce que représentait pour nous *La Marseillaise*, hymne du passé, et *L'Internationale*, hymne de l'avenir. L'assistance s'est levée et a chanté un couplet de *La Marseillaise* et un couplet de *L'Internationale*, en l'honneur du représentant du Parti communiste. (*Applaudissements.*)

Nous nous sommes, dès l'année dernière, adressés aux soldats fils du peuple et aux officiers républicains. Nous avons dit notre espoir qu'ils ne se laisseraient pas entraîner contre le peuple, qu'ils sauraient, le cas échéant, déjouer le complot que des officiers et des généraux réactionnaires et fascistes préparent contre les libertés populaires et contre le pays. Le 14 Juillet, au rassemblement du Front populaire, le député radical Rucart, vice-président de la commission de l'armée, a parlé en des termes que je vous demande la permission de citer, tant ils répondent à la pensée exprimée hier par notre camarade Dimitrov :

« Les républicains savent qu'ils peuvent compter sur le loyalisme de l'armée, expression de la force publique – de l'armée formée des fils du peuple entier – pour donner un démenti à tous ceux qui tenteraient d'en faire un instrument pour l'ambition d'un homme ou pour celle d'une minorité de factieux. Ils saluent dans les armées de terre, de mer et de l'air – officiers, sous-officiers, soldats et marins – les forces nationales constituées pour la défense de la liberté. »

Nous nous présentons aux masses populaires comme les champions de la liberté et de l'indépendance du pays, comme les représentants des intérêts actuels et futurs du peuple de France. Le ton même de nos campagnes, de nos discours, articles, affiches, exprime cette conscience de la mission historique de la classe ouvrière organisée et dirigée par son parti révolutionnaire (...).

V. L'organisation du Front populaire

(...) Nous avons travaillé, selon l'expression de Blum, à rendre le front unique « inévitable » et l'avons, en effet, rendu inévitable. En signant le pacte, certains dirigeants socialistes ont pensé rétablir leur autorité sur des adhérents et des organisations socialistes qui étaient amenés peu à peu à choisir entre la discipline de parti et le front unique nécessaire avec les communistes. Mais les ouvriers ont parfois le sentiment que certains dirigeants du Parti socialiste recherchent toutes les occasions pour susciter ou aggraver les difficultés, ralentir l'action commune, voire même rompre le front unique.

Trois faits précis ont contribué à donner cette impression.

C'est d'abord la discussion sur le Front populaire. Le Parti socialiste, dès le début, a été hostile à notre conception du Front populaire. Il a tendance à considérer les différents problèmes sous un aspect parlementaire et manifeste une certaine crainte de l'action des masses. Mais il voulait se donner une allure plus gauche. Il a trouvé notre programme trop modéré ; il a trouvé que revendiquer le prélèvement sur le capital, ce n'était pas suffisant. Il a proposé la *socialisation* des banques et des grandes industries.

Nous avons très tranquillement répliqué : *« Nous, communistes, nous sommes pour la socialisation, nous sommes pour l'expropriation pure et simple des expropriateurs capitalistes, mais nous considérons que pour socialiser, il faut remplir une condition, une toute petite condition : posséder le pouvoir, prendre le pouvoir. Or, pour prendre le pouvoir, il n'y a jusqu'alors qu'une méthode qui ait fait ses preuves, c'est la méthode des bolcheviks, l'insurrection victorieuse du prolétariat et le pouvoir des soviets. »*

(*Applaudissements.*)

Cependant, nous, communistes, nous ne vous proposons pas, à vous, socialistes, notre programme fondamental. Nous vous proposons de vous mettre d'accord avec nous sur ce qu'il

est possible de faire ensemble dès aujourd'hui. Ne nous demandez pas d'adopter votre programme. Nous pouvons ensemble lutter pour les revendications immédiates ; nous pouvons imposer un prélèvement sur le capital. Cette revendication du prélèvement sur le capital, nous avons d'autant plus de chances de la faire admettre qu'elle a figuré autrefois dans le programme du Parti radical. C'est au surplus une mesure qui a déjà été appliquée en d'autres pays.

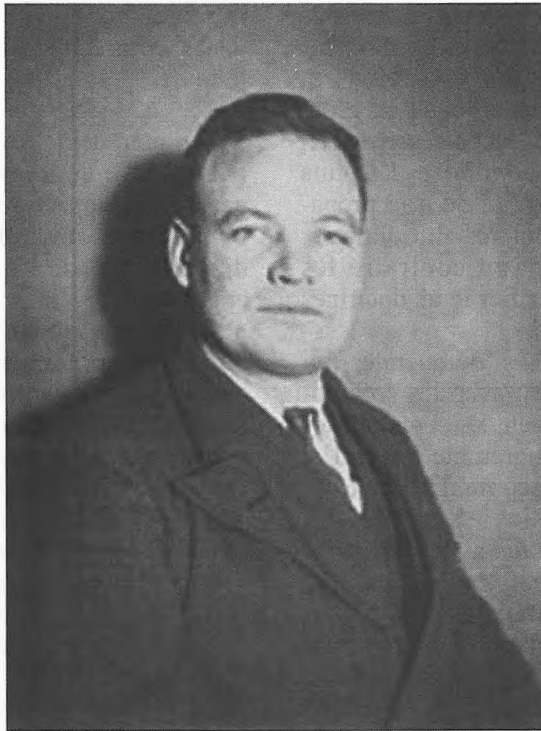
Après quatre mois de discussions publiques, menées dans les colonnes de

notre journal, *L'Humanité*, et par l'échange de documents, de lettres, de résolutions, il a fallu constater le désaccord persistant. Nous avons poursuivi notre effort. Et le congrès socialiste de Mulhouse, après les élections municipales et cantonales, a dû adopter une résolution en faveur du Front populaire (...).

Deux discours :

« *Du front unique au Front populaire* »

Marcel Cachin, Maurice Thorez
(Bureau d'Éditions sociales, Paris,
1935, pp. 36-38 et 47-48).



Maurice Thorez

L'Humanité

(12 août 1935)

Le Front populaire au VII^e Congrès de l'Internationale communiste

Je reviens du 7^e Congrès de notre Internationale plus convaincu que jamais de la nécessité de la *politique du front populaire*.

[...] Voyez quelle est la fureur de tous les réacteurs, de tous les journalistes à la solde du capital, de tous les fascistes avoués ou hypocrites ! Quelle est désormais leur tactique unique ? Ils n'ont qu'un seul objectif qui est de désorganiser, *de saboter le front populaire*. Les uns insinuent qu'il ne profite qu'à la propagande communiste et révolutionnaire. Les autres accusent au contraire les communistes d'y sacrifier leurs doctrines et leur raison d'être.

Les uns injurient les démocrates qui ont osé sceller l'union avec les communistes. D'autres somment les communistes de reprendre leur programme intégral et d'écarter de l'action commune ceux qui n'acceptent pas les Soviets. Toutes ces critiques contradictoires s'annihilent les unes les autres. Nous n'obéirons pas aux suggestions dont on nous accable. Nous conserverons, nous renforcerons le front populaire. Nous avons en nos idées une confiance si forte que nous ne redoutons nullement leur altération au contact de qui que ce soit. Mais nous rappelons les adversaires du front populaire à la réalité redoutable d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas pour nous, dans l'immédiate bataille, d'assurer le triomphe de la dictature du prolétariat, qui reste le but dont rien ne nous détournera, mais pour l'instant, le fascisme est là, fort, menaçant, appuyé par le capital, par Laval, le chef du

gouvernement, par sa politique de décrets-lois, de provocation et d'assassinats de travailleurs. Le devoir présent est clair. Il faut à tout prix battre le fascisme, et il y aurait folie à penser qu'on le battra sans grouper tous les hommes honnêtes : socialistes, démocrates, communistes, décidés à lui barrer la route.

Au nom de notre délégation française, j'ai évoqué cette politique devant nos camarades soviétiques qui ont fait une révolution et n'ont de leçons à recevoir de personne. Ils l'ont chaleureusement approuvée.

Je l'ai dit devant nos amis italiens, allemands, polonais, japonais, chinois, balkaniques qui souffrent si cruellement les uns et les autres du fascisme et lui opposent une héroïque résistance.

Tous nous ont acclamés ! Car ce sont des réalistes instruits les uns par l'expérience de leurs défaites, les autres par les victoires du prolétariat !

Qu'après cela il soit nécessaire d'assurer au front populaire un programme d'action énergique et de pousser à la réalisation de ce programme arrêté en commun, nul plus que nous n'en est assuré !

Les débats si remarquables du Congrès des instituteurs, au début de ce mois, ont insisté sur ce point avec une force à laquelle on ne peut qu'applaudir. Nous savons bien que les prochaines semaines à venir imposeront aux organisations du front populaire le choix d'un programme clair et vigoureux qu'il

faudra réaliser sous peine de catastrophes.

Mais nous savons aussi que la condition première du succès contre le fascisme, c'est le maintien de l'unité de front. C'est pourquoi nous travaillerons

demain plus encore qu'hier à écarter de la route tous les obstacles que Laval et les agents du capitalisme de combat accumulent sur la route du front populaire.

Marcel Cachin



Manifestations de l'Arsenal à Brest en 1935



Emeutes en août 1935, à Brest

3.

Front populaire et lutte de classes : la réunification syndicale

Le rapport d'activité de la CE de la CGTU pour le VIII^e Congrès confédéral d'Issy-les-Moulineaux témoigne du nombre important de conflits et de grèves depuis le début de l'année 1934. Certains traits communs sont présents dans ces mouvements : la dynamique de l'unité est évidente, la place des syndicats, et le très jeune âge des participants. Les causes des conflits sont dans la grande majorité des cas les baisses de salaires, conséquences des décrets de déflation... Nous retiendrons plusieurs exemples de ces conflits.

La grève de l'Escarpelle, à Leforest (Nord), est intéressante. Les houillères employaient une main-d'œuvre polonaise importante. Quand elle n'en avait plus besoin, elle obtenait des ordres d'expulsion pour les familles de mineurs... Cette main-d'œuvre était une variable d'ajustement pour ce patronat. En début juillet 1934, onze familles reçoivent un ordre d'expulsion. Mineurs polonais et français décident de ne pas accepter ; ils descendent dans les fosses et refusent de remonter ; ils occupent leurs lieux de travail. Ce sont les premières occupations d'usine en France.

Un des militants CGTU, Thomas Olszandi, explique : « *Dans le puits, on ne pouvait pas envoyer une division de gendarmerie montée pour charger les grévistes, sabre au clair ; on ne pouvait pas non plus envoyer des briseurs de grève, car l'ascenseur qui les transporterait serait bloqué.* » Ces grèves se déroulent dans des villes où la mobilisation pour la grève générale du 12 février a été importante, où les appels unitaires des deux centrales ont été entendus... Ainsi, la grève des ouvriers du textile roannais éclate lorsque le patron veut appliquer une diminution de 12 % des salaires... Le comité de grève

développe une tactique unitaire : les secrétaires fédéraux de la CGT et de la CGTU prennent la parole à la même tribune... et les ouvriers réclament un seul syndicat : le conflit durera 9 semaines...

Autre mouvement symbolique, la grève dans les arsenaux : Brest et Toulon.

A Brest, les ouvriers et les jeunes ont massivement participé aux manifestations et à la grève générale du 12 février 1934. L'annonce des décrets-lois avait, dès le mois de mars 1934, provoqué un processus de mobilisation. Lors de la publication des décrets de juillet, la mobilisation grandit : 5 000 ouvriers manifestent le 19 juillet, ils sont 30 000 le 23 ! Le 5 août, c'est jour de paie. Les ouvriers constatent qu'aux 4 % prélevés par les décrets Doumergue s'ajoutent 10 % imposés par Laval... Immédiatement, les ouvriers défilent dans la ville drapeaux rouges en tête. Le lendemain, tout l'arsenal débraie et la préfecture maritime décide de quadriller le site. Les ouvriers refusent de travailler sous la menace des baïonnettes. Un cortège est bloqué par l'armée, un mort le matin, deux l'après-midi. La situation tourne à l'émeute, encore un mort, un jeune qui veut, sur la préfecture, remplacer le drapeau bleu, blanc rouge par le drapeau rouge. Pour combattre la grève, la préfecture maritime décide de faire évacuer les 6 000 ouvriers, qui se retrouvent en meeting à la Maison du peuple. Certains secteurs sont prêts à rejoindre le mouvement. Les dirigeants syndicaux multiplient les appels au calme. Des événements comparables se déroulent à Toulon, au Havre...

A Toulon, les manifestations de solidarité avec les morts de Brest

tourment à l'émeute : 8 morts ; la ville se couvre de barricades, sur lesquelles on trouve beaucoup de jeunes ouvriers.

Face à ces mouvements, les partis de Front populaire sont réticents. Par exemple, la cellule du PCF de Brest ne soutient pas le mouvement, seul Paul Valière, militant CGTU et PCF, ne signe pas l'appel du PC à la reprise du travail. Il est exclu du parti pour avoir « *collaboré avec la police* »... Le PCF condamne « *l'aventurisme* » des meneurs. Il ne faut pas gêner l'unanimité du Front populaire...

L'unité politique réalisée entre les organisations ouvrières redonne vigueur à la revendication de l'unité syndicale. Cette question se retrouve constamment posée dans le mouvement ouvrier depuis la scission de 1920 et la naissance de la CGTU. En 1930, le manifeste des 22 (7 confédérés, 7 autonomes, 8 CGTU) avait ouvert la voie. Ils affirmaient qu'« *ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une centrale syndicale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte des classes et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, toutes fractions et toutes sectes.* »

La voie était tracée, mais le cheminement ne fut pas facile. Nous l'avons vu, pour la CGT, la priorité en 1934, c'est la popularisation de son plan.

Nous publions à la fin de ce *Cahier* des extraits de la critique rédigée par Trotsky de ce plan de la CGT et lue par Alexis Bardin au Comité confédéral national.

Et au cours de l'année 1934, la CGT oppose une force d'inertie constante aux demandes de la CGTU.

La CGTU, sous l'impulsion de l'Internationale communiste, a fait de l'unité syndicale un axe essentiel de sa politique depuis la conférence d'Ivry. La CGT de Jouhaux garde en mémoire les déclarations des responsables CGTU, tel Monmousseau en 1931 : « *Notre tactique du front unique ? Arracher à la social-démocratie la direction du*

mouvement ouvrier. Notre unité syndicale ? Arracher les masses ouvrières à l'influence réformiste... » Jouhaux est particulièrement réticent, il dira : « *J'ai été le dernier à la CGT à accepter l'unité...* »

Les choses vont évoluer, car la pression de la base est de plus en plus forte et de nombreux syndicats, souvent à l'initiative de la CGTU, organisent des fusions locales... A. Delmas, secrétaire général du syndicat des instituteurs, traduit bien ce sentiment et cette aspiration : « *Je déplorais l'attitude toute de résistance négative adoptée par le bureau confédéral. Cette opposition risquait de nous conduire à la désagrégation de nos forces et au triomphe des Unitaires. Il aurait fallu au contraire, pour tenir compte du courant qui entraînait tous les éléments ouvriers vers une organisation commune, définir avec clarté les conditions auxquelles l'unité était possible* » (cité in Léon Jouhaux, de Bernard Georges, Denise Tintant et Marc-Jean Renauld).

Le 24 juillet 1935, un communiqué commun est publié sur le mouvement d'unification à la base en cours. Mais la discussion est encore difficile.

Le premier pas dans le dialogue a lieu le 2 octobre 1935.

Les discussions commencent véritablement sur la question de l'unité : des divergences importantes opposent les deux organisations, la CGT est pour l'unité organique alors que la CGTU propose que les adhérents des deux organisations se regroupent sans quitter leur organisation de base, ayant ainsi une double affiliation. Mais c'est surtout sur l'indépendance à l'égard des partis que la négociation bute. Il faudra un an pour que l'accord se fasse !

En juin 1935, la situation se débloque, car les communistes, et la CGTU à leur suite, acceptent de renoncer à la pratique des fractions. Les deux organisations décident de tenir un congrès en septembre, les confédérés à la Mutualité, les Unitaires à Issy-les-Moulineaux. Une séance commune est convoquée le 26 septembre 1935. Il est décidé que le congrès de réunification aura lieu à Toulouse en mars 1936.

L'Humanité **(4 décembre 1934)**

Les patrons textiles de Roanne maintiennent leur volonté de diminution des salaires

Renforcement de la lutte ! répondent les 7 500 grévistes

A Rouen, les dockers ont débrayé un quart d'heure sur de nombreux bateaux.

Ils diminuent la production et refusent toute heure supplémentaire.

A Paris, 300 chauffeurs de taxi continuent la grève.

Les « textiles » de Willems montent la garde devant l'usine pour empêcher la destruction des machines par le patronat.

Roanne, 3 décembre – (Humanité) – Ce matin, gendarmes et gardes mobiles étaient plus provocants. Qu'escomptait-on du côté patronal ? Quels incidents voulait-on pour se présenter devant la délégation ouvrière ?

Certes, les ouvriers, ce matin comme les autres jours, organisèrent la chasse aux jaunes, à ceux, employés ou autres, qui effectuent leur travail.

Les grévistes font ainsi chaque matin au chant de l'*Internationale* ou de *La Jeune Garde*.

Provocations policières

Mais les patrons ont donné des ordres. Les gendarmes sont passés recruteurs de jaunes. Les permanences où chaque matin, les grévistes se font pointer, sont l'objet d'une surveillance policière de plus en plus provocante.

Ainsi, ce matin, les ouvriers et ouvrières au piquet de grève de l'usine « Soie » revenaient en chantant vers la Bourse. A un croisement de routes, des

grévistes furent brutalement bousculés. De tels faits se sont renouvelés plusieurs fois.

Et cet après-midi, le comité central de grève a porté une nouvelle protestation au préfet et au commissaire central.

Et ce n'est pas tout : voici que les syndicats chrétiens, qui, de leur propre aveu, ne représentent que 75 ouvriers et ouvrières, demandaient à assister à l'entre-voie avec les patrons, alors que les véritables délégués des grévistes, élus à Thisy, Bourg-de-Thisy, Amplepuis, Roanne, représentent la grande majorité des grévistes.

Tous unis, sans distinction de tendance

Néanmoins, le comité central de grève a tenu à marquer devant des ouvriers probablement trompés, comment il concevait l'unité. Les ouvriers chrétiens, comme ceux d'autres opinions, ont leur place dans la lutte engagée contre la diminution des salaires de 12 %. Ils furent invités à participer aux travaux du comité central de grève et des assemblées générales de grévistes, à condition qu'ils acceptent « la discipline » et qu'en conséquence, ils appliquent la décision prise par les grévistes. Ils ont accepté. Ainsi avortent les manœuvres du patronat.

La semaine dernière, il tentait de diviser les grévistes unitaires et confédérés. La

réponse de ces derniers a été : « Unissons-nous plus étroitement encore. »

Le patronat voulait aussi écarter les travailleurs à tendance chrétienne. Là encore, il s'est trompé. L'action des travailleurs s'élargira toujours.

L'entrevue avec les patrons

Après-midi, à Roanne, deux meetings furent tenus pour les nombreux travailleurs qui étaient venus entendre le compte rendu de l'entrevue entre patrons et ouvriers. Cette entrevue a eu lieu à 14 heures. M. Dechelette, au nom de la fédération patronale, a maintenu intégralement la prétention de diminution des salaires.

Il a remis aux délégués ouvriers un mémoire contenant les arguments invoqués par les patrons pour « légitimer » la baisse des salaires. Le patronat reste donc intransigeant. Il croit démoraliser les 7 500 combattants du Roannais. Il pense que, demain, des défections se produiront. Il se trompe lourdement.

La réaction des ouvriers

Il suffisait, pour s'en rendre compte, de voir la réaction des grévistes lorsque leur fut communiqué le résultat de cette

entrevue. Ils se sont engagés à monter une garde vigilante à la porte des usines. Le mot d'ordre du comité central de grève sera appliqué, malgré les provocations. Les jaunes ne passeront pas. Puis, comme il est de coutume dans la région, le drapeau rouge fera son apparition dans les localités où l'on travaille encore. Cette semaine, la grève sera sans doute totale dans le textile de la région.

Le renforcement de la lutte sera la première réponse des grévistes au patronat.

Puis, d'autres mesures seront envisagées demain, au Comité central de grève, afin d'élargir la sympathie qui est accordée au mouvement entier dans toutes les couches de la population roannaise.

Bruneau

P.S. : La fédération patronale aurait, paraît-il, apporté un démenti à certains chiffres fournis par le député Serol, dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre sur la grève de Roanne. Ces chiffres ont été fournis par le Comité central de grève qui ne craint aucun démenti du patronat. Nous en apporterons la preuve.

Rapport de la Commission exécutive de la CGTU pour le Congrès d'Issy-les-Moulineaux (extrait)

Dans le textile

Grève du Roannais (12 novembre 1934 - 7 janvier 1935).

Cette grève qui a duré près de 9 semaines a compté plus de 7500 participants de toutes tendances.

Le patronat voulait imposer aux ouvriers et ouvrières déjà mal payés, une diminution de 12 %. Déjà, dans d'autres régions, notamment dans l'Aube, dans l'Isère, dans le Rhône, dans la Seine-Inférieure, etc., l'offensive pour la diminution des salaires avait été déclenchée par les magnats du textile.

Il est certain que la grève du Roannais a gêné dans une certaine mesure la poursuite du plan patronal.

Menée par un prolétariat durement exploité et qui a de vieilles traditions de lutte, elle a suscité dans tout le pays un grand courant de sympathie, parmi les masses laborieuses. *Elle a été l'occasion, dans toute la région, de la création d'un large front populaire, comprenant les paysans et les petits commerçants.*

Plus de 400.000 francs ont été collectés à travers le pays.

De tels faits sont à citer en exemple. L'unité d'action fut également pratiquée d'une manière effective.

Pour la première fois depuis la scission syndicale, les deux secrétaires fédéraux, unitaire et confédéré, notre regretté camarade Richetta et Vandeputte prirent la parole à la même tribune.

Il faut également souligner que la tactique unitaire adoptée par le Comité central de grève et l'ensemble des grévistes a permis au mouvement de conserver sa cohésion et son allant. L'initiative dont nos militants ont fait preuve a montré que nous défendons réellement les intérêts des travailleurs, et le fait que les grévistes ont été appelés, en toutes circonstances, à décider, a justifié le principe que nous avons

toujours mis en avant, à savoir qu'une grève, pour être victorieuse, doit être dirigée par les ouvriers eux-mêmes.

Le Comité central de grève fut bien le dirigeant reconnu et incontesté de la grève. Les comités d'usine et de localité brisèrent les manœuvres venues du dehors ; seules les propositions acceptées par le Comité central de grève et les grévistes pouvaient être défendues par les délégations.

Cette disposition, cette unité constante dans la lutte ont été un des facteurs essentiels de la force du mouvement.

Elles ont permis en outre de déjouer les tentatives des patrons qui auraient voulu avoir à faire seulement aux responsables confédérés, et celles du secrétaire de l'Union départementale confédérée s'adressant au député-démocrate populaire Bonnevey et se rendant, sans mandat des grévistes auprès des patrons.

Des fautes furent cependant commises, qui doivent être un enseignement utile.

Les ouvriers réclamaient des sections syndicales uniques, un seul syndicat. Ce fut une faiblesse d'en remettre la formation à « après la grève », suivant la demande des dirigeants confédérés.

Ce fut également une faiblesse d'accepter le référendum qui, malgré son apparence démocratique, risque de diviser les ouvriers et dont on ne doit user qu'avec beaucoup de circonspection.

Cependant, les mesures prises à l'instigation des unitaires ont permis de terminer la grève avec de sérieux avantages pour les ouvriers : au lieu d'être diminués de 12 %, d'une manière générale, comme l'exigeaient les patrons, les salaires ne le furent que de 9 % seulement pour ceux dépassant 150 fr. par quinzaine.

Ces résultats ont valu de nombreuses adhésions à notre organisation.

L'Humanité (10 août 1935)

A Toulon comme à Brest, la provocation de Laval et des fascistes de la haute police est clairement établie

Trois blessés de la nuit dernière sont en danger de mort

Réponse aux calomnies de la presse bourgeoise : les victimes ouvrières sont atteintes par balle ; les membres du service d'ordre en **uniforme** l'ont été par des « matériaux divers ».

La délégation des gauches a décidé hier d'envoyer une commission d'enquête à Brest et une autre à Toulon, composées de parlementaires radicaux, socialistes de diverses nuances et communistes.

Cette décision, venant après l'appel du Comité de rassemblement populaire, est inspirée par le juste désir d'établir les responsabilités — *toutes les responsabilités* — des sanglants événements de ces derniers jours.

Il ne s'agit ni de dramatiser ni de romancer. Les événements sont assez dramatiques et leur origine assez suspecte.

Le peuple de France a droit à la vérité !

Des ouvriers d'arsenal ont manifesté contre les décrets-lois.

Des centaines de démonstrations de ce genre s'étaient déroulées depuis trois semaines, un peu partout en France, rassemblant sur le lieu de travail ou dans la rue des milliers de victimes de Laval.

Il n'y avait eu, nulle part, aucun incident.

L'intérêt le plus élémentaire de ceux qui prennent avec vigueur la défense des fonctionnaires, des travailleurs des services publics, des mutilés et des anciens combattants, c'était d'éviter tout incident s'ils voulaient faire, par une pression grandissante, aboutir les revendications des catégories frappées.

C'est dans cet esprit que toutes les organisations syndicales et politiques ont mené la lutte.

Nous défions qui que ce soit d'apporter soit un texte, soit une parole constituant l'ombre d'une « excitation à l'émeute » émanant des éléments responsables. D'ailleurs, personne n'est assez sot pour croire réellement que nous voulions faire la révolution à propos des décrets-lois. Mais l'impopularité des mesures prises contre les pauvres s'aggravait tous les jours.

Or, il se trouve qu'au retour de Laval de Genève et au lendemain même de l'élection de Clermont-Ferrand, deux ports, Brest et Toulon — *où déjà avaient eu lieu, sans incident d'aucune sorte, de puissantes manifestations de travailleurs des arsenaux* — sont ensanglantés.

Et dans quelles conditions ?

Chaque fois, à la suite de provocations manifestes des chefs chargés de faire respecter l'ordre.

Pour bien provoquer, il faut être deux.

D'un côté, la force armée, de l'autre, ce qu'on appelle les « éléments troubles ». Or les ports de mer, comme toutes les grandes villes, sont infestés de ces personnages vivant en marge du travail, des « tricards » le plus souvent, qui, tolérés, servent d'indicateurs à la police.

C'est dans ce monde que se recrutent en général — parce qu'ils sont sans convictions et avides d'argent — les hommes de main au service des fascistes. Exemple : Carbone et de Lussats, provocateurs du 6 février.

Cela n'enlève rien à l'héroïsme et à l'esprit de sacrifice des masses, qui, attaquées, se sont défendues.

Mais c'est précisément parce nous attachons trop de prix à cette combativité révolutionnaire, si ancrée dans les traditions françaises, que nous déplorons qu'elle puisse être utilisée, ne serait-ce qu'une seule minute, par les pires ennemis du peuple...

Or on peut constater que dans les événements tragiques de Toulon et de Brest, le drame a été déclenché, chaque fois, comme si une main invisible mettait le contact là où il fallait et quand il fallait.

On peut établir le principe suivant :

Pas de police apparente : pas d'incident. Police visible et provocation : bagarre.

En l'état actuel de nos informations, nous pouvons déjà verser au dossier de l'enquête quelques faits qui en disent long sur l'étendue des provocations préparées et malheureusement parfois réussies.

Ces faits sont cités par l'*Œuvre* et *Paris-Midi*.

On a trouvé, sur certains jeunes gens arrêtés à Brest, les preuves qu'ils appartenaient à des ligues fascistes. *Sur quels ordres étaient-ils là et pour quelle besogne ?*

A Cherbourg, dans la soirée de jeudi, le bruit s'est soudain répandu, flambant comme une traînée de poudre, qu'aux obsèques de Barraer, à Brest, une

fusillade avait fait 200 victimes. *Qui avait fait courir ce bruit et pour quelle besogne ?*

A Lorient, comme après la manifestation devant la préfecture, le cortège se disloquait, des groupes tentèrent d'arrêter la dislocation, en reprochant aux ouvriers de se « dégonfler ». *Où voulait-on les conduire et pour quelle besogne ?*

A Brest, encore, où la provocation maîtresse était venue du préfet maritime faisant occuper militairement l'arsenal, on put voir un officier fasciste prendre le fusil des mains d'un soldat et abattre un ouvrier comme on tire à la cible...

Après cela, nous comprenons qu'au conseil de cabinet d'hier, certains ministres radicaux aient eu, avec tel de leurs collègues, un sérieux accrochage. On conçoit qu'ils ne supportent plus qu'impatiemment le rôle qu'on leur fait jouer.

Les nouveaux décrets-lois, malgré tout le battage fait autour d'eux, vont constituer une déception nouvelle pour les victimes de Laval. *Rien ne vient compenser pour elles les pertes subies.*

Et la viande creuse de la réglementation future du marché de la viande ne trompera personne...

Le cycle est maintenant complet. Les décrets Laval sont jugés.

En masse, les travailleurs victimes des décrets-lois, les anciens combattants et tous ceux que frappe l'incidence des mesures prises se rassembleront à Buffalo, le 20 août, pour envisager les suites de l'action et les mesures à prendre.

Ce sera le prélude d'autres rassemblements régionaux, de plus en plus larges, à travers toute la France, pour l'abrogation des décrets de misère, pour sauver le franc et pour faire payer les riches.

La France laborieuse ne peut pas supporter plus longtemps ce que le journal anglais *Financial News* appelle « la déflation par les mitrailleuses » !

P. Vaillant-Couturier

La marche vers l'unité syndicale

L'Humanité

(9 décembre 1934)

Un grand événement pour la classe ouvrière

Le congrès d'unification des syndicats confédérés, unitaires et mécaniciens et chauffeurs du P.-O. se tient aujourd'hui à Tours. C'est un grand événement pour la classe ouvrière et pour tous les cheminots, au lendemain du congrès de fusion du Midi, et quand, à la même heure, se tient en Alsace-Lorraine un grand congrès corporatif qui rassemble 700 délégués mandatés par les diverses organisations syndicales.

La préparation du congrès de Tours indique qu'il sera un congrès de masse, capital pour le rassemblement des forces cheminotes pour l'organisation de l'action en faveur des revendications immédiates et de la défense des conditions de vie et de travail des cheminots.

Capital aussi pour le développement et la réalisation de l'unité dans la corporation des cheminots, par la reconstitution rapide de la fédération unifiée des travailleurs des chemins de fer.

Capital encore pour impulser la réalisation de l'unité dans l'ensemble du mouvement ouvrier et hâter l'heure de la fusion des deux C.G.T.

Dans les quelques semaines qui ont précédé ce congrès, 166 syndicats unitaires et confédérés ont fusionné et formé 100 syndicats unifiés, représentant un effectif de 16 000 syndiqués. Aujourd'hui, ces syndicats vont s'unir par la création de l'*Union des syndicats unifiés du P.-O.*

Le même processus de fusion s'opère actuellement sur le P.L.M., entre 100 syndicats unitaires et 80 syndicats confédérés, avec l'adhésion des groupes des mécaniciens et chauffeurs, et dimanche

prochain le congrès d'unification du P.L.M. consacra cette fusion à l'échelle du réseau.

En ajoutant les syndicats fusionnés du réseau Midi unifié, les syndicats uniques et comités d'unité qui existent sur les autres réseaux, nous terminerons l'année 1934 avec trois Unions de réseaux unifiés et plus de 300 syndicats unifiés, sur les 500 que comptent l'une et l'autre des fédérations.

Ces chiffres donnent la signification de l'importance du congrès de Tours.

Nous ne signalerons jamais trop que cette marche en avant s'est faite par la multiplication des fusions à la base, et Liaud, secrétaire de l'Union confédérée du P.-O, avait raison de dire que dans le rapprochement fraternel entre unitaires et confédérés, « *les camarades uniques ont été les pionniers de la réconciliation* ». C'est cette unité, partie de la base et se développant dans la fusion des Unions de réseaux, qui conduit irrésistiblement à l'unité entre les deux fédérations et les deux CGT.

Le congrès de Tours prend encore son importance dans l'examen, la fixation des revendications immédiates, la détermination de l'action contre les capitalistes du rail et contre les menaces de fascisme, qu'il se propose de faire.

La « charte d'unité », adoptée par les deux Unions, donne l'essentiel du programme revendicatif et d'action soumis au congrès. Au premier point est posé le retour des salaires, indemnités et retraites au taux antérieur au 20 avril 1934, date de mise en application des décrets-lois. Les points suivants revendiquent : la journée de 7 heures et

semaine de 40 heures sans diminution des salaires, et en attendant, l'application immédiate intégrale des huit heures ; les 21 jours de congé ouvrables payés ; l'octroi de facilités de circulation sur la base du régime antérieur à 1925 ; la réintégration des révoqués de 1920 et de ceux frappés, depuis, pour leur action de classe.

Le congrès aura son attention retenue par la grave question de la rationalisation que réalise actuellement la coordination du rail et de la route, car les mesures de réorganisation, la compression massive du personnel, le surmenage et la surexploitation, non seulement aggravent les conditions de vie et de travail, mais enlèvent toute sécurité dans les emplois et menacent la carrière même des cheminots.

Le congrès élèvera une vigoureuse protestation contre les restrictions que les gouvernements veulent apporter aux libertés syndicales et qui traduisent les progrès de la fascisation de l'Etat capitaliste. Le retrait des libertés et droits syndicaux par l'application d'un *statut* spécial, baptisé pour la circonstance « le Code d'honneur », n'a d'autre but que de briser l'organisation et l'action des cheminots pour la défense de leurs intérêts et revendications ; le congrès fera donc sien le mot d'ordre contenu dans la charte d'unité, du respect du droit syndical et du droit de grève.

Enfin, quand la poussée fasciste dans notre pays et la politique des gouvernants fascistes dans les pays voisins aggravent sans cesse les dangers de guerre impérialiste, le congrès se dressera contre ce péril et invitera les cheminots à redoubler leur vigilance et à développer leur action commune contre les prépa-

ratifs de guerre, pour éviter le retour de ce fléau.

C'est sur ces revendications indispensables à la vie des cheminots et de leur famille que les délégués au congrès de Tours se prononceront, en même temps qu'ils fixeront les tâches pour l'organisation de l'action commune et pour réaliser un recrutement de masse.

Ainsi l'Union des syndicats unifiés du P.-O. acquerra toute la puissance nécessaire pour défendre et faire triompher les légitimes revendications des cheminots.

L'union et l'action des masses travailleuses contre le fascisme, qui se sont développées depuis les événements de février, ont tracé le chemin à suivre pour le regroupement de toutes les forces ouvrières. Le congrès d'unification de Tours continue et concrétise cette union et cette organisation de la masse des cheminots. Il forge et trempe l'arme de leur action commune.

Ses travaux et ses décisions vont créer la confiance et un grand enthousiasme chez tous les cheminots ; la tâche de demain est de les organiser par centaines, par milliers, dans les syndicats unifiés. C'est l'appel que lancera le congrès.

Notre fédération unitaire salue chaleureusement ce congrès ; salue l'accord fraternel et la fusion syndicale qu'il scelle entre 16 000 cheminots confédérés, unitaires et mécaniciens et chauffeurs.

Elle souhaite vivement que la démonstration de force syndicale organisée qu'il donne aux cheminots et au monde du travail fasse faire le pas décisif à la réalisation de l'unité entre les deux fédérations et les deux CGT.

C'est ce que dira avec une grande force le congrès de Tours.

Pierre Semard

Communiqué CGT-CGTU du 24 juillet 1935

A la suite de la réunion du 24 juillet 1935 a été publié le texte ci-après :

Les délégations de la CGT et de la CGTU se sont réunies à nouveau. Elles ont poursuivi la discussion sur les problèmes restés en suspens.

Elles ont adopté le texte suivant :

« Le mouvement syndical, à tous ses échelons, s'administre et décide de son action dans l'indépendance absolue à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis politiques, des sectes philosophiques ou autres groupements extérieurs.

« Il se réserve le droit de répondre favorablement ou négativement aux appels qui lui seraient adressés par d'autres groupements en vue d'une action déterminée. Il se réserve également le droit de prendre l'initiative de ces collaborations momentanées, estimant que sa neutralité à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques comme les réformes en vigueur ou à conquérir.

« Les assemblées et congrès syndicaux statutaires sont seuls qualifiés pour prendre des décisions.

« La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.

« Les syndicats groupant les salariés de toutes les opinions, aucun de leurs adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation de son opinion, qu'il professe en dehors de l'organisation.

« La liberté d'opinion et le jeu de la

démocratie, prévus et assurés par les principes fondamentaux du syndicalisme, ne sauraient justifier ni tolérer la constitution d'organismes agissant dans les syndicats comme fractions, dans le but d'influencer et de fausser le jeu normal de la démocratie dans leur sein.

« Les syndicats, qui, par leur nature même et leur composition, rassemblent les travailleurs des organisations diverses, font preuve de l'esprit le plus large pour maintenir leur unité.

« Leurs statuts doivent prévoir les moyens de maintenir leur cohésion, le respect des principes admis par les deux délégations et des chartes votées.

« Ils assurent le maintien des syndicats dans leur rôle constant de défense des intérêts ouvriers. »

La discussion s'étant prolongée sur la représentation proportionnelle, l'accord n'a pu être réalisé, la délégation de la CGTU étant pour ce principe, et la délégation de la CGT apportant contre lui des objections.

Finalement, les délégués ont estimé que cette question ne relève pour son application que des décisions des assemblées et congrès dans lesquels elle pourrait être posée.

Les délégations ont amorcé la discussion sur le problème international.

Cette discussion se poursuivra au cours d'une prochaine réunion.

Les deux délégations,

Pour la CGT :

Lenoir, Bard, Laurent, Perrot, Cordier.

Pour la CGTU :

Frachon, Croizat, Brout, Raynaud,

Sémat, Paul Marcel, Parsal.

L'Humanité

du 27 septembre 1935

CE SOIR, LES DEUX CONGRÈS APRÈS AVOIR RÉALISÉ L'ACCORD DÉFINITIF SE RÉUNIRONT EN COMMUN

Ce soir, ce sera fait.

L'unité syndicale sera virtuellement réalisée. Il ne restera plus qu'à régler les détails de la fusion et à réunir le Congrès d'unité...

Les deux Congrès, hier, ont préparé leur séance commune de ce soir. On lira par ailleurs les résolutions.

Il faut renoncer à décrire l'enthousiasme qui accueillit Frachon et Racamond rapportant sur les négociations de la journée, devant le congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Les hourras succédaient aux bans, les mots d'ordre aux *Internationales*. Il y avait des larmes de joie dans tous les yeux.

Et les déclarations que nous reproduisons plus loin, de Vivès pour l'enseignement, de Lacoste pour les fonctionnaires, et de Lenoir, secrétaire de la CGT, montrent à quel point, du côté des confédérés, la satisfaction est grande, et profonde l'émotion.

Nous sommes déjà d'accord par le fond et nous le sommes par le cœur, s'écrie Lacoste.

La joie des camarades unitaires n'est pas inférieure à la nôtre, dit Vivès.

Nous sommes d'accord. C'est fait, conclut Lenoir.

Ce soir, dans la salle de la Mutualité, les deux congrès vivront une séance historique.

L'*Humanité* se félicite de cette victoire de la classe ouvrière française qui est destinée à avoir de profondes répercussions dans le mouvement international.

Elle est heureuse d'avoir pu, en servant de tribune aux revendications ouvrières, en développant avec acharnement la campagne pour le front unique et pour l'unité prolétarienne, apporter son concours au grand événement qui est en train de s'accomplir.

Les hommes du 6 février, le gouvernement Doumergue, le colonel de la Rocque, Laval et ses décrets-lois, l'exemple d'Hitler et la menace de Mussolini auront eu leur part dans cette victoire prolétarienne, en montrant l'urgence de l'action unie aux plus aveugles.

Demain, la défense du pain sera mieux assurée. La Liberté et la Paix trouveront dans l'unité syndicale et les moyens d'action dont elle disposera des armes irrésistibles.

L'Humanité

Léon Trotsky

Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir

Camarades,

La C. G. T. se donne pour but l'« *intensification de la propagande* » en faveur du Plan. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Le meilleur Plan n'est qu'un chiffon de papier s'il n'a pas de masses militantes derrière lui. Il est à regretter que dans l'année écoulée depuis l'adoption du Plan, on ait fait si peu pour le présenter aux masses et pour gagner celles-ci [...].

Le but du Plan

[...] Camarades, il est bien difficile de dire aux ouvriers, aux paysans : « *Nous voulons la rénovation de l'économie nationale* », alors que tout le monde se sert maintenant de la même expression : les Jeunesses patriotes, les démocrates populaires, le Front paysan, parfois même les radicaux, mais surtout M. Flandin, proclament et promettent tous la rénovation, et même la réorganisation de l'économie nationale. Il faut que notre Plan se distingue de ceux de l'ennemi de classe par la définition précise de son but. Toutes les rénovations et réorganisations dont je viens de parler veulent rester sur la base capitaliste, c'est-à-dire sauvegarder la propriété privée des moyens de production. Et le plan de la C.G.T. ? S'agit-il de rénover l'économie capitaliste ou de la remplacer par une autre ? J'avoue ne pas avoir trouvé une réponse exacte à cette question. Parfois nous lisons dans les mêmes exposés qu'il s'agit non pas d'une transformation du régime actuel, mais seulement de mesures d'urgence pour pallier la crise. Cependant, nous trouvons aussi cette affirmation que les mesures d'urgence doivent ouvrir la voie à des transformations plus profondes.

Peut-être que tout cela est juste, mais on ne trouve jamais la définition exacte du régime auquel on veut aboutir. De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement — je ne parle qu'hypothétiquement — de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'Etat ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? C'est étonnant, camarades, mais tous les exposés et même les « notes à l'usage des propagandistes » n'en disent absolument rien. Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la C.G.T. ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse. [...].

Les propositions du Plan

Le plan de la C.G.T. insiste surtout sur ce fait que le crédit est le levier dirigeant de l'économie. Camarades, je suis loin d'être un spécialiste dans les questions de banque et de crédit. Je veux surtout m'instruire pour pouvoir exposer la question aux ouvriers, mais j'avoue de nouveau ne pas avoir trouvé dans les documents de la C.G.T. les éclaircissements dont j'ai besoin. On y parle de la « nationalisation du crédit » et du

« contrôle des banques », c'est plutôt par exception qu'on parle, dans le même texte, de la « nationalisation des banques ». Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans ses mains. Voulons-nous nationaliser les banques, ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? Je suppose que oui. Alors, il faut le dire ouvertement et clairement. Malheureusement, au lieu de le faire, nous trouvons des formules vagues, par exemple : « *La banque doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la banque* » (page 6 de l'exposé). Un ouvrier m'a demandé de lui expliquer cette phrase nébuleuse. Voyant ma perplexité, il a remarqué : « *Mais la banque reste toujours au service de l'économie, comme les trusts, les compagnies de chemin de fer, etc. Ils sont tous au service de l'économie capitaliste pour dépouiller le peuple.* » Cette remarque brutale me paraît beaucoup plus juste que la formule que j'ai citée plus haut. La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : nous voulons maintenant arracher la banque des mains des exploiters capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épargnants, leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins de la finance et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait, par l'expropriation des premiers. Nous créerons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques, il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques particulières doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transfor-

mer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

Contre la dictature du capital financier

Dans les « *Notes à l'usage des propagandistes* », je trouve des données extrêmement précieuses concernant l'organisation de la dictature du capital financier sur notre pays. Se fondant sur une enquête faite en 1932, les notes affirment ce qui suit : « *Pratiquement, on peut dire que quatre-vingt-dix personnes contrôlent et dirigent l'économie de notre pays.* » Voilà une affirmation précise, et écrasante dans sa précision. Ainsi, le bien-être ou la misère de cent millions d'êtres humains — car il ne faut pas oublier nos malheureuses colonies, saignées plus encore que la métropole par les quatre-vingt-dix requins —, le sort de cent millions de personnes dépend d'un signe des doigts de quatre-vingt-dix magnats tout-puissants. Ce sont eux qui introduisent le gâchis dans l'économie nationale pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang. Malheureusement, ni l'exposé du Plan, ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces quatre-vingt-dix monarques qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient. Ce serait un bon commencement pour la réalisation du Plan. Je propose, au nom de l'union départementale de l'Isère, d'inscrire cette mesure dans le texte du Plan. Notre propagande deviendra alors beaucoup plus vigoureuse et beaucoup plus efficace. [...].

Sous quel régime politique ?

Qui est-ce qui nationalisera les banques, les industries clés, viendra en aide aux paysans, introduira la semaine de quarante heures, en un mot appliquera le programme de la CGT ? Qui, et comment ? Cette question, camarades, est décisive. Si elle reste sans réponse, le plan tout entier reste suspendu en l'air.

C'est dans le paragraphe sur les « *Nationalisations industrialisées* » que nous trouvons en passant une réponse indirecte et tout à fait étonnante à la question qui nous intéresse. Voilà comment l'objectif même du Plan est défini dans ce paragraphe : « *Il s'agit d'établir (...) les modalités techniques d'un programme qui puissent être applicables* indépendamment du régime politique. » On se frotte involontairement les yeux une ou deux fois en lisant cette formule invraisemblable. Ainsi, le plan qui doit être dirigé contre les banquiers, les magnats des trusts, contre les quatre-vingt-dix dictateurs de la France et des colonies, le plan qui doit sauver les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés et les petits fonctionnaires, ce plan serait indépendant du régime politique ? Autrement dit, le gouvernement de l'Etat peut rester, comme il l'est actuellement, dans les mains des exploiters, des oppresseurs, des affameurs du peuple, n'importe, la C.G.T. présente à ce gouvernement son plan de rénovation économique ? Disons-le franchement et ouvertement, cette prétendue indépendance du Plan à l'égard du régime politique annihile totalement sa valeur réelle en le plaçant en dehors de la réalité sociale.

Qui détient le pouvoir ?

Ce ne sont naturellement pas les formes constitutionnelles ou bureaucratiques du régime étatique qui nous intéressent en ce moment. Mais il y a une question qui domine toutes les autres, c'est celle-ci : quelle est la classe qui détient le pouvoir ? Pour transformer la société féodale en société capitaliste, il a fallu que la bourgeoisie arrache par la violence le pouvoir des mains de la monarchie, de la noblesse, et du clergé. Le tiers état a très bien compris que son plan de « rénovation économique et sociale » exigeait un régime adéquat. Et de même que la bourgeoisie consciente n'a pas chargé Louis Capet d'abolir le régime médiéval, le prolétariat ne peut charger ni Flandin, ni Herriot, ni d'autres chefs de la bourgeoisie d'appliquer le

plan qui doit aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie elle-même. Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste des moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et que nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploiters, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir. [...].

Le Front unique du prolétariat

Les « *Notes pour les propagandistes* » nous recommandent de « *cristalliser toutes les bonnes volontés* ». C'est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

Il est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie en brisant et en paralysant la bonne volonté révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut, coûte que coûte, le Front unique de notre classe. L'unité syndicale en premier lieu, l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec un but précis : l'application du plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne

vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur.

Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le

prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant [...].

Léon Trotsky

Le Mouvement communiste en France

(Ed. de Minuit – 1971 – pp. 484-485,
488-489, 494-495, 497-498)

Bibliographie

JACQUES DANOS, MARCEL GIBELIN : *Juin 1936*,
petite collection Maspero, 1972.

BERNARD GEORGES, DENISE TINTANT, MARIE-ANNE RENAULD :
Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français,
PUF 1979.

DANIEL GUÉRIN : *Front populaire, révolution manquée*,
Julliard 1963.

GEORGES LEFRANC : *Histoire du Front populaire*,
Payot 1965.

PHILIPPE ROBRIEUX : *Thorez, vie secrète et vie publique*,
Fayard 1975.

PHILIPPE ROBRIEUX : *Histoire intérieure du Parti communiste français*,
t. 1, Fayard 1980.

MAURICE THOREZ : *Œuvres de Maurice Thorez*,
livre deuxième, tome septième, Editions sociales, 1952.

LÉON TROTSKY : *Le Mouvement communiste en France*,
Editions de Minuit, 1967.

LÉON TROTSKY : *Où va la France ?*,
Editions SELIO.

